



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



## Développer des chaînes de valeur **sensibles au genre**

*Guide pratique  
à l'attention  
des praticiens*







Développer des  
chaînes de valeur  
**sensibles au genre**

*Guide pratique  
à l'attention  
des praticiens*

## Citer comme suit:

FAO. 2020. *Développer des chaînes de valeur sensibles au genre – Guide pratique à l'attention des praticiens*. Rome. <https://doi.org/10.4060/i9212fr>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-132673-2

© FAO, 2020



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY NC SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée.

Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

**Matériel attribué à des tiers.** Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

**Ventes, droits et licences.** Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO ([www.fao.org/publications](http://www.fao.org/publications)) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org). Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: [www.fao.org/contact-us/licence-request](http://www.fao.org/contact-us/licence-request). Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org).

## Photos de couverture (de haut en bas)

Les Philippines méridionales s'extirpent de la guerre: Des armes aux fermes avec l'aide de FAO-Japon. Mindanao, Philippines. © FAO/Bahag

Couple d'agriculteurs labourant avec deux bœufs dans le village de Guri i Bardhe. Albanie.

© FAO/C. Grace

Projet: réduire la vulnérabilité et accroître la capacité d'adaptation pour répondre aux impacts des changements et de la variabilité climatiques en vue de moyens d'existence durables dans le secteur agricole au Népal.

© Chris Steele-Perkins/Magnum Photos

Un homme et une femme versant du maïs dans un moulin motorisé soutenu par la FAO durant une démonstration organisée au village. Kitungulu, République démocratique du Congo.

© FAO/Olivier Asselin

GCP/INT/240/ITA Mobilité, sécurité alimentaire et réduction de la pauvreté rurale parmi les jeunes: encourager la diversification rurale grâce à l'amélioration de l'emploi des jeunes et de la mobilité de la main-d'œuvre. Tunisie.

© Nikos Economopoulos/Magnum Photos

# Tables des matières

Remerciements	v
Sigles et acronymes	vii
Introduction	1
<b>Chapitre 1</b>	
<b>Analyse sensible au genre de la chaîne de valeur</b>	<b>3</b>
1 » Évaluer le contexte global	6
2 » Sélectionner une chaîne de valeur sur la base de son potentiel de promotion de l'égalité entre les sexes	12
3 » Cartographie sensible au genre de la chaîne de valeur	20
4 » Analyse des contraintes de genre	28
<b>Chapitre 2</b>	
<b>Actions pour remédier aux contraintes de genre dans les interventions sur les chaînes de valeur</b>	<b>39</b>
1 » Accès limité aux informations, aux connaissances et à la formation	44
2 » Participation et pouvoir de décisions inégaux	58
3 » Accès limité aux services financiers	70
4 » Accès et adoption limités des intrants et des technologies	80
5 » Charge de travail et pauvreté en termes de temps disponible	86
Bibliographie	96

## FIGURES

Figure 1.	Le Cadre FAO de la chaîne de valeur sensible au genre	5
Figure 2.	Cartographie sensible au genre: flux du produit et acteurs de la chaîne de valeur	23
Figure 3.	Cartographie sensible au genre: services de soutien tout au long de la chaîne	24
Figure 4.	Cartographie sensible au genre de la chaîne de valeur du lait à East Shewa, en Éthiopie	26
Figure 5.	Exemples de contraintes de genre à différents niveaux du Cadre CVSG	33
Figure 6.	Les contraintes de genre et leur impact tout au long de la chaîne de valeur	42
Figure 7.	Éléments du pouvoir de négociation	60

## TABLEAUX

Tableau 1.	Questions d'orientation pour évaluer le potentiel de la chaîne de valeur de promouvoir l'autonomisation des femmes	15
Tableau 2.	Critères sociaux à prendre en compte lors de la sélection d'une chaîne de valeur	17
Tableau 3.	Contraintes identifiées tout au long de la chaîne de valeur du lait au Kenya, par sexe	31
Tableau 4.	Analyse des contraintes de genre dans la chaîne de valeur du lait en Oromia, Éthiopie	35
Tableau 5.	Points d'entrée pour améliorer la sensibilité au genre des services de conseil rural	47
Tableau 6 .	Améliorer la sensibilité au genre des services de développement des entreprises: stratégies et points d'entrée appropriés	52
Tableau 7.	Contraintes de genre et contre-stratégies pour les organisations de producteurs	64
Tableau 8.	Résumé des stratégies de renforcement de la participation des femmes aux organisations de producteurs	66
Tableau 9.	Services/produits financiers innovants pour les femmes rurales et les MPME appartenant à des femmes dans les chaînes de valeur agroalimentaires	73
Tableau 10.	Liste de technologies, services et pratiques présentant un potentiel de facilitation du travail pour les femmes	88

# Remerciements

Valentina Franchi est l'auteure principale de la présente publication, qui a été mise au point en étroite collaboration avec Alejandra Safa, sous la supervision technique de Regina Laub (Division des politiques sociales et des institutions rurales (ESP) de la FAO. De précieuses contributions ont également été apportées par Anna Lentink, Angelica Senders (Fair & Sustainable Consulting et AgriProFocus Network) et Sofie Isenberg (ESP, chargée de la rédaction de la section 2 du chapitre 2, «Participation et pouvoir de décisions inégaux»).

Nous tenons à exprimer notre sincère reconnaissance aux collègues qui ont proposé des commentaires et relu plusieurs versions de la publication: Marcello Vicovaro (Division de la nutrition et des systèmes alimentaires – ESN), Florence Tartanac (ESN), Cristina Scarpocchi (ESN), Valentina Sommacal (ESP), Flavia Grassi (ESP), Hajnalka Petrics (ESP), Nozomi Ide (ESP), Idil Yalman (ESP) et Massimo Pera (ESA).

Nous souhaitons par ailleurs remercier Gordon Ramsay pour son travail d'édition et remercier Green Ink pour le travail de traduction et Katrien Holvoet (Bureau régional de la FAO pour l'Afrique), Halimatou Moussa (Bureau FAO au Niger), Carine Atchia (Bureau FAO au Bénin) et Abdoulayediaga Bah (Bureau FAO au Guinée) pour leur travail de révision technique de la version française. Un grand merci à Andrea Wöhr pour la mise en page et la conception de cette publication.





# Sigles et acronymes

BAsD	Banque asiatique de développement
AIDOS	Association italienne des femmes pour le développement
SDE	services de développement des entreprises
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
CEP	Champs-écoles des producteurs
IF	institution financière
GIZ	Agence allemande pour la coopération internationale
CVSG	Chaîne de valeur sensible au genre
TIC	technologie de l'information et de la communication
FIDA	Fonds international de développement agricole
IFC	Société financière internationale
OIT	Organisation internationale du travail
IMF	institution de microfinance
MPME	Micro, petite et moyenne entreprise
ONG	organisation non gouvernementale
SCR	services de conseil rural
ROSCA	Association d'épargne et de crédit tournants
SACCO	Coopérative d'épargne et de crédit
SEWA	Association des travailleuses indépendantes (Self-Employed Women's Association)



# Introduction

## MISE EN ŒUVRE DU CADRE DE LA CHAÎNE DE VALEUR SENSIBLE AU GENRE

Quels efforts faut-il fournir pour intégrer efficacement le genre dans les projets et programmes de développement de chaînes de valeur agroalimentaires? Quand est-ce qu'une intervention de développement de chaînes de valeur peut être considérée comme «sensible au genre»? Quelles sont les actions qui peuvent être mises en œuvre pour remédier aux inégalités entre les sexes tout au long de la chaîne?

Le présent guide pratique entend répondre à ces questions et aider les praticiens à traduire en action le Cadre de la chaîne de valeur sensible au genre mis au point par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (FAO, 2016a). Le présent guide pratique se fonde sur l'avantage comparatif de la FAO en matière de genre dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et a pour objectif premier d'aider les praticiens à concevoir et à mettre en œuvre des interventions qui donnent aux femmes et aux hommes des occasions égales de bénéficier du développement de chaînes de valeur agroalimentaires. Il propose des outils pratiques et des exemples d'approches fructueuses pour favoriser une intégration plus systématique des dimensions de l'égalité entre les sexes dans les interventions de développement de chaînes de valeur dans le secteur agroalimentaire et pour améliorer l'impact social de ces interventions.

Ce guide pratique s'adresse aux praticiens d'une grande variété d'organisations et d'institutions, y compris les gouvernements nationaux, les organisations internationales et non gouvernementales (ONG), les instituts de recherche et le secteur privé, et en particulier:

- » *les praticiens des chaînes de valeur*, qui souhaitent veiller à ce que leurs interventions soient inclusives et socialement durables et qui requièrent un soutien pour aborder le plus efficacement possible les questions de genre dans le cadre de leur travail sur les chaînes de valeur agroalimentaires
- » *les experts en genre*, qui sont chargés de soutenir l'intégration des objectifs relatifs à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes dans les interventions de développement de chaînes de valeur agroalimentaires.

Cette publication comporte deux principales sections:

- » *Chapitre 1: Analyse sensible au genre de la chaîne de valeur.* Ce chapitre présente des outils et des ressources permettant d'évaluer et de sélectionner des chaînes de valeur dans une optique de genre, et oriente les praticiens dans l'identification des contraintes de genre qui compromettent les performances de la chaîne et les occasions d'autonomisation économique pour les femmes.

» *Chapitre 2: Actions pour remédier aux contraintes de genre dans les interventions de développement des chaînes de valeur.* Ce chapitre considère les contraintes clés auxquelles les praticiens sont susceptibles d'être confrontés lors de l'analyse des chaînes de valeur agroalimentaires dans une optique de genre, et se penche sur les solutions possibles pour y remédier comme partie intégrante de la stratégie d'amélioration de la chaîne de valeur.

**Tant le chapitre 1 que le chapitre 2** proposent une sélection d'outils, d'approches et de ressources mis au point par la FAO et d'autres partenaires actifs dans les domaines du genre, de l'agriculture et du développement des chaînes de valeur. Leur sélection et, dans certains cas, leur adaptation se fondent sur l'expérience récente de la FAO sur le terrain. Des études de cas sont présentées tout au long du guide pratique pour illustrer, à l'aide d'exemples concrets, les manières dont les outils ont été appliqués et les interventions mises en œuvre dans différents contextes pour remédier à des contraintes de genre spécifiques. Une liste de ressources supplémentaires est fournie à la fin de chaque section afin de compléter les principaux outils et approches décrits dans la présente publication.

# C H A P I T R E 1

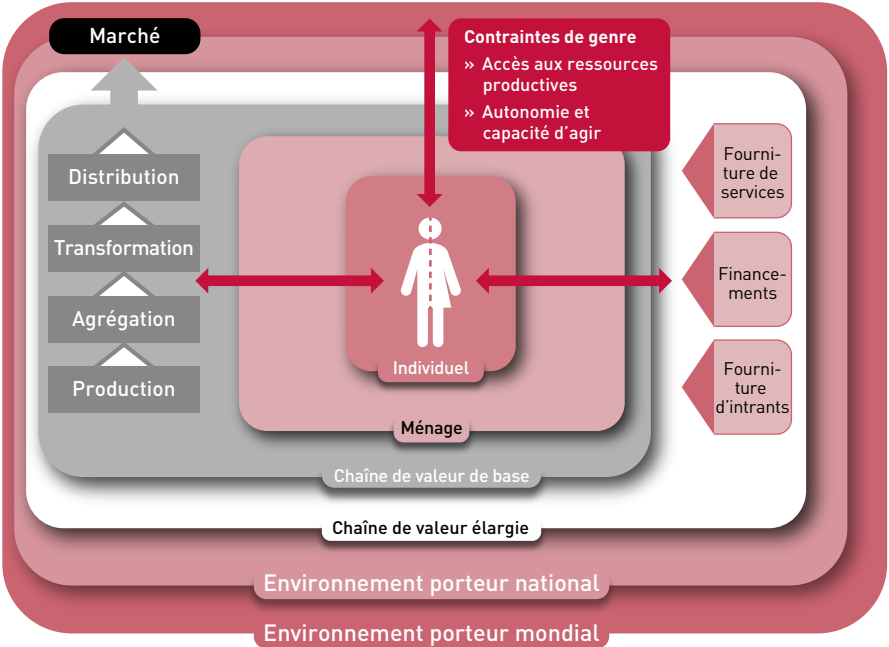
## Analyse sensible au genre de la chaîne de valeur



L'approche de la FAO de la chaîne de valeur sensible au genre (CVSG), présentée dans la publication de 2016 *Développer des chaînes de valeur sensibles au genre – Cadre d'orientation*, met en relief la nécessité de remédier aux **contraintes de genre** comme partie intégrante de l'analyse de la chaîne de valeur (FAO, 2016a). Ces contraintes spécifiques, qui découlent de la discrimination fondée sur le genre, contribuent de manière cruciale à compromettre le potentiel productif et entrepreneurial des femmes. Ainsi, non seulement elles limitent les occasions pour les femmes de participer aux chaînes de valeur et d'en profiter, mais elles affaiblissent par ailleurs les performances globales de la chaîne parce qu'elles créent des distorsions sur le marché du travail, ainsi que des pertes et des inefficacités. Il est donc essentiel de repérer les contraintes de genre durant l'analyse de la chaîne de valeur pour comprendre de manière complète les causes sous-jacentes de ses performances insuffisantes et identifier des stratégies d'amélioration pouvant être durables sur le plan économique ainsi que social.

Les sections suivantes orienteront le lecteur à travers plusieurs étapes et niveaux d'analyse sensible au genre, de l'évaluation du contexte global à l'examen précis des contraintes de genre à chaque maillon de la chaîne de valeur. Pour chaque étape, ce guide pratique présentera des outils pratiques, des questions d'orientation et des ressources supplémentaires afin d'examiner le sujet de façon plus détaillée.

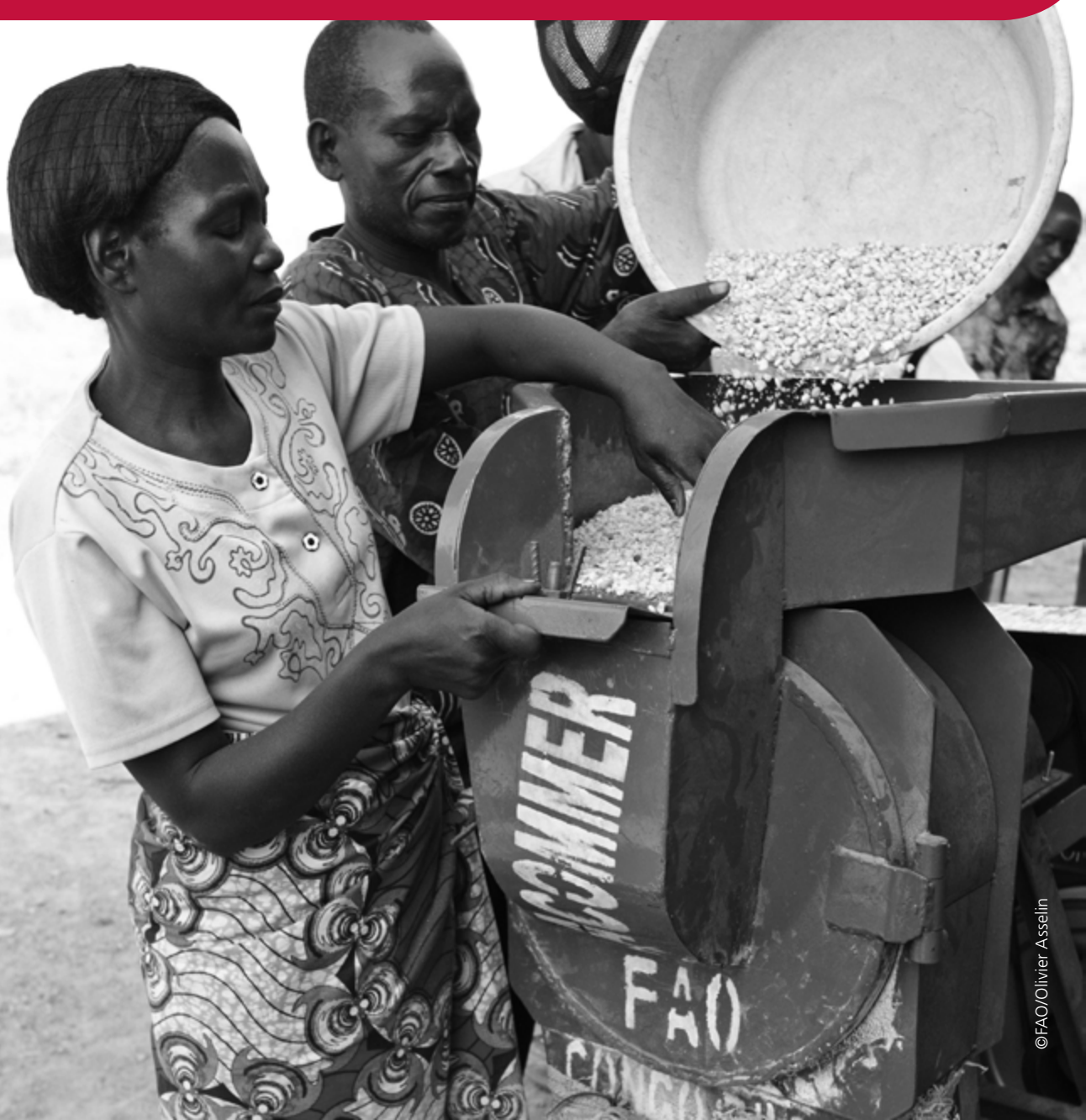
**FIGURE 1**  
**Le Cadre FAO de la chaîne de valeur sensible au genre**



→ Contraintes de genre

Source: FAO, 2016a

# 1 » Évaluer le contexte global





Dans chaque pays, les normes socioculturelles déterminent les attentes relatives aux rôles et responsabilités appropriés pour les femmes et les hommes. Ces normes influent sur la division du travail au sein du ménage, dans les chaînes de valeur et sur le marché du travail en général. Les relations entre les sexes déterminent l'accès aux actifs et aux ressources, la participation et le pouvoir de décisions, autant d'aspects qui ont un impact direct sur les performances et la gouvernance de la chaîne. Il est utile d'évaluer le contexte global dans une optique de genre avant de s'engager dans l'analyse d'une chaîne de valeur spécifique si l'on souhaite déterminer si les femmes et les hommes sont soumis à des conditions égales au sein de l'économie et de la société. On peut ainsi identifier les domaines dans lesquels la discrimination fondée sur le genre est plus marquée (p. ex. en matière d'éducation, d'inclusion financière ou de propriété d'actifs agricoles) et prévoir les défis et les opportunités que les hommes et les femmes sont susceptibles de rencontrer dans les chaînes de valeur agroalimentaires. L'extraction et l'analyse de données désagrégées par sexe et d'informations sensibles au genre peuvent donc constituer une première étape clé pour les praticiens entreprenant une analyse sensible au genre de la chaîne de valeur (encadré 1).



#### ENCADRÉ 1

### **Extraction de données désagrégées par sexe et d'informations sensibles au genre**

Il est utile d'extraire et de consulter des données secondaires, désagrégées par sexe, pour dresser un tableau de la situation des femmes et des hommes dans une économie ou une société donnée. Ces données peuvent être utilisées pour déterminer s'il existe un «écart entre les sexes» pour ce qui est des différentes dimensions du développement agricole et du développement des chaînes de valeur. Parmi ces dimensions on peut citer:

- » l'accès aux terres et autres actifs agricoles;
- » les taux d'alphabétisation;
- » l'accès aux services financiers et de crédit;
- » la démographie et la dynamique des populations, ainsi que le taux de chômage;
- » les niveaux de salaire parmi les ouvriers agricoles;
- » le pourcentage des ménages avec une femme/un homme à leur tête;
- » la distribution des richesses et le taux de pauvreté;
- » les conditions de santé et de nutrition; et
- » la représentation des femmes dans le domaine public.

Les analyses de genre ou rapports sur la situation en matière de genre peuvent constituer des sources utiles d'informations pour une analyse préliminaire de la situation en matière d'égalité entre les sexes dans un pays donné. Au cours des dernières années, la FAO a préparé de nombreux **profils nationaux genre de l'agriculture et du développement rural**. Ces profils, disponibles sur demande, examinent les questions de genre revêtant une importance pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. De même, d'autres agences, instituts de recherche et organisations non gouvernementales mettent souvent au point des profils nationaux genre qui donnent une vue d'ensemble des écarts entre les sexes les plus cruciaux et persistants. Le Programme alimentaire mondial, par exemple, a effectué des **analyses globales de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité** dans plus de 80 pays. Ces analyses présentent un tableau détaillé de la situation de sécurité alimentaire et de la vulnérabilité des ménages, et elles comportent des informations extrêmement pertinentes sur la situation en matière d'égalité entre les sexes dans un pays donné.





Évaluer  
le contexte  
global



ENCADRÉ 1 (suite)

### Extraction de données désagrégées par sexe et d'informations sensibles au genre

*Autres sources utiles de données désagrégées par sexe ou d'informations sensibles au genre*

- » **Base de donnée de la FAO Genre et le Droit à la Terre**  
[www.fao.org/gender-landrights-database/fr](http://www.fao.org/gender-landrights-database/fr)
- » **Organisation de coopération et de développement économiques, Indice des institutions sociales et du genre (SIGI)**  
[www.genderindex.org](http://www.genderindex.org)
- » **Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, base de données de statistiques sur le genre**  
<http://eige.europa.eu/gender-statistics/dgs>
- » **EUROSTAT, statistiques liées au genre**  
[http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Gender\\_statistics](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Gender_statistics)
- » **Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, statistiques liées au genre**  
<http://www.unecce.org/stats/soc.html>
- » **UNSTATS, statistiques liées au genre**  
<http://unstats.un.org/unsd/gender/default.html>
- » **Organisation internationale du travail, statistiques liées au genre**  
[www.ilo.org/global/statistics-and-databases/statistics-overview-and-topics/gender/lang-en/index.htm](http://www.ilo.org/global/statistics-and-databases/statistics-overview-and-topics/gender/lang-en/index.htm)
- » **Programme des Nations Unies pour le développement, Indice d'inégalité de genre**  
<http://hdr.undp.org/en/content/gender-inequality-index-gii>
- » **Banque mondiale, statistiques liées au genre**  
<http://data.worldbank.org/data-catalog/gender-statistics> <http://datatopics.worldbank.org/gender>

Une analyse du contexte global dans une optique de genre suppose également un examen de **l'environnement institutionnel et politique** afin d'évaluer s'il offre des chances égales aux hommes et aux femmes. Il est crucial de comprendre s'il y a des moyens incitatifs ou, au contraire, des barrières qui entravent l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes dans les politiques, stratégies et cadres juridiques nationaux si l'on veut concevoir une intervention efficace de développement de chaînes de valeur sensibles au genre. Comme le décrit le Cadre CVSG, il est important d'identifier les contraintes de genre dans l'«environnement porteur» et d'analyser leur impact sur la chaîne de valeur de base et élargie, ainsi que sur le niveau de l'individu et du ménage.

Les institutions et les cadres juridiques tendent à traduire et à consolider les perceptions communes des rôles et comportements appropriées pour les femmes et les hommes. Par exemple, les lois sur la succession et la propriété sont des exemples clairs de la codification des croyances qui déterminent qui a le droit de posséder des biens dans une société donnée. Il existe encore des lois et des réglementations discriminatoires dans de nombreux pays. D'après une étude menée par la Banque

mondiale en 2016, dans 155 des 173 économies évaluées il y a au moins une loi discriminatoire qui empêche les femmes d'accéder à des opportunités économiques égales (Banque mondiale, 2016). Même lorsqu'elles ne sont pas ouvertement discriminatoires, les politiques et les stratégies du secteur agricole échouent souvent à tenir suffisamment compte des préoccupations ayant trait au genre, ce qui risque de perpétuer, voire d'exacerber, les inégalités et la discrimination. Au niveau du pays, il y a souvent un décalage entre les politiques agricoles et celles ayant trait au genre. Cela est principalement dû à un manque de collaboration entre les acteurs et les institutions qui travaillent dans ces deux domaines de politiques, et à un manque de connaissances parmi les membres du personnel technique sur les implications des inégalités entre les sexes sur le développement rural et agricole (FAO, 2017a).

## OUTILS POUR L'ÉVALUATION DU CONTEXTE GLOBAL



### Questions d'orientation à poser dans le cadre d'une évaluation sensible au genre de l'environnement institutionnel et de politiques

Parmi les **questions d'orientation clés** à poser pour mener une évaluation de l'environnement national de politiques et institutionnel dans une optique de genre on peut citer:

- » Le cadre national de politiques est-il aligné sur les engagements internationaux en matière d'égalité entre les sexes? Par exemple, le pays a-t-il ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (encadré 2)? Quel est l'engagement pris par le pays en ce qui concerne les Objectifs de développement durable (ODD), et en particulier l'ODD 5 sur l'égalité entre les sexes?
- » Le pays a-t-il approuvé une politique ou stratégie en matière de genre? Quels en sont les principaux objectifs ou priorités? Certains groupes de femmes spécifiques (p. ex. femmes rurales, ménages avec une femme à leur tête) sont-ils expressément ciblés?
- » La politique ou la stratégie concerne-t-elle l'agriculture, la sécurité alimentaire ou le secteur ciblé par l'intervention de développement de la chaîne de valeur (p. ex. pêcheries, bétail, production laitière)?
- » Comment les préoccupations de genre sont-elles reflétées dans les politiques ou stratégies nationales liées au développement de chaînes de valeur ou à des secteurs techniques spécifiques (p. ex. bétail, pêcheries, foresterie, régime foncier, coopératives, vulgarisation, financement rural)? Des mesures spécifiques visant à promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité des chances sont-elles prévues dans les plans de mise en œuvre des politiques?
- » Y a-t-il un ministère chargé de la promotion de l'égalité entre les sexes ou l'autonomisation des femmes? Y a-t-il des mécanismes institutionnels en place pour soutenir l'intégration des préoccupations ayant trait à l'égalité entre les sexes dans les processus nationaux de politiques et de planification (p. ex. points focaux genre ou unités au sein des ministères)? Ont-ils suffisamment de visibilité et de ressources (financières et humaines) pour pouvoir s'acquitter de leur mandat?
- » Y a-t-il un mécanisme quelconque en place pour faciliter la coordination et la collaboration entre les acteurs chargés de l'égalité entre les sexes et du développement agricole? Y a-t-il une plateforme permettant de faciliter le dialogue avec les organisations de la société civile ou les organisations de producteurs qui ont des connaissances en matière de droits des femmes et d'autonomisation des femmes, ou qui sont actifs dans ces domaines?



### OUTILS POUR L'ÉVALUATION DU CONTEXTE GLOBAL:

- » Questions d'orientation à poser dans le cadre d'une évaluation sensible au genre de l'environnement institutionnel et de politiques

Évaluer  
le contexte  
global



ENCADRÉ 2

### La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) revêt une grande pertinence pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Elle présente les obligations juridiques pour les États parties en ce qui concerne les droits des femmes rurales à accéder aux ressources productives et aux occasions d'améliorer leur contribution au développement agricole et rural (Article 14). En 2016, le Comité de la CEDAW a adopté une recommandation spécifique sur les droits des femmes rurales (la Recommandation générale 34), qui présente les mesures que doivent prendre les États parties pour éliminer la discrimination fondée sur le genre qui touche ce groupe spécifique de femmes.

Les pays qui ont ratifié la CEDAW sont juridiquement contraints de mettre ses dispositions en pratique. De nombreux pays mettent au point un plan d'action national pour la mise en œuvre des recommandations du Comité de la CEDAW. Les pays se sont par ailleurs engagés à présenter des rapports, au moins tous les quatre ans, sur les mesures qu'ils ont prises pour respecter leurs obligations conventionnelles. Ces plans d'action et ces rapports peuvent constituer une source utile d'informations sur l'engagement d'un pays en faveur des droits des femmes rurales et de l'égalité entre les sexes, et sur le degré d'intégration des objectifs d'égalité entre les sexes dans les politiques, les lois et les stratégies nationales. La CEDAW et ses recommandations sont **des outils utiles pour évaluer et, au besoin, préconiser une meilleure intégration des préoccupations relatives à l'égalité entre les sexes dans les processus nationaux de formulation des politiques**, y compris les processus qui sont pertinents pour le développement des chaînes de valeur et du secteur agroalimentaire.

On peut obtenir un complément d'informations sur la Convention et sur les rapports nationaux périodiques présentés au Comité de la CEDAW sur le site web du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, à l'adresse: [http://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/TreatyBodyExternal/Countries.aspx](http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/TreatyBodyExternal/Countries.aspx).

Il est par ailleurs essentiel d'effectuer une évaluation rapide du paysage national en matière de politiques pour identifier les institutions et les parties prenantes qui travaillent sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes au niveau du pays (p. ex. ministères chargé de la condition de la femme, unités de genre au sein des ministères pertinents, organisations de la société civile actives dans le domaine de l'égalité entre les sexes et des droits de la femme). Ces acteurs peuvent jouer un rôle important au moment de fournir et de valider les informations de l'analyse de la chaîne de valeur et les aspects de discrimination, parce qu'ils connaissent bien les contraintes de genre dominantes au niveau local. Les praticiens peuvent donc envisager de consulter ces acteurs et dialoguer avec eux à différents stades de l'analyse de la chaîne de valeur. Ils peuvent aussi intervenir en tant que partenaires pour les interventions liées aux politiques, comme le plaidoyer en faveur d'une intégration plus systématique des dimensions liées à l'égalité entre les sexes dans une nouvelle politique ou stratégie et le renforcement des capacités institutionnelles afin de sensibiliser les décideurs aux implications des inégalités entre les sexes dans le cadre de leur travail technique.

RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES PORTANT SUR L'ANALYSE SENSIBLE AU  
GENRE DE L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE

- » FAO. 2016b. Outil sur la parité hommes-femmes dans les politiques agricoles (*The Gender in Agricultural Policies Analysis Tool – GAPo*). Rome
- » FAO. 2017a. *Strengthening sector policies for better food security and nutrition results: Gender equality. Policy Guidance Note 6*. Rome.

*Les liens vers ces ressources peuvent être trouvés dans la liste de références.*

2 » Sélectionner une chaîne de valeur  
sur la base de son potentiel de  
promotion de l'égalité entre les sexes



La sélection de la chaîne de valeur ou du secteur à cibler (p. ex. produits laitiers, pêche ou horticulture) peut constituer le premier choix fondamental que doivent effectuer les praticiens au moment de planifier leur intervention. Dans la plupart des cas, la sélection est prédéterminée par le gouvernement dans le cadre d'une stratégie nationale ciblant un secteur ou un domaine spécifiques. S'il n'en est pas ainsi, les personnes chargées de formuler le projet devraient effectuer une évaluation préliminaire de la faisabilité et de la durabilité afin de sélectionner la chaîne de valeur qui présente un fort potentiel de contribuer à la réalisation des objectifs globaux des interventions prévues (p. ex. amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, atténuation de la pauvreté et développement du secteur agroalimentaire et de l'entrepreneuriat).

L'essentiel, lors la sélection de la chaîne de valeur, réside évidemment dans la dimension économique, en particulier le potentiel de croissance ou de création de marchés, l'ajout de valeur et la création d'emplois ainsi que la réduction de la pauvreté. Cependant, lorsque l'objectif ultime est le développement de chaînes de valeur agroalimentaires qui sont non seulement efficaces, mais aussi inclusives et durables sur le plan social, **il est fondamental que la sélection se fonde sur un ensemble intégré de critères qui conjuguent les dimensions économiques, environnementales et sociales.**

Il est rare que les approches classiques de la sélection de la chaîne de valeur considèrent expressément l'égalité entre les sexes. Cependant, il est important d'examiner le potentiel d'une chaîne de valeur d'entraîner des avantages pour les femmes ainsi que les hommes, en particulier lors de la conception d'interventions qui cherchent à conjuguer les objectifs d'égalité entre les sexes et de développement de la chaîne de valeur. Il est possible de travailler sur chaque chaîne de valeur en adoptant une approche sensible au genre (c.-à-d. en reconnaissant les différents rôles que les femmes et les hommes jouent et en évitant le renforcement des inégalités existantes). Cependant, un processus de sélection qui se fonde sur des critères de genre contribue à identifier les secteurs ou produits qui, dans un contexte précis, donnent les meilleures possibilités de bénéficier les femmes et de promouvoir leur autonomisation économique, tout en promouvant également la réalisation des buts de réduction de la pauvreté, de sécurité alimentaire et de nutrition.

Sélectionner une chaîne de valeur sur la base de son potentiel de promotion de l'égalité entre les sexes



ÉTUDE DE CAS 1

### Analyser la dynamique des marchés à travers une perspective genre

Le Gendered Enterprise and Markets Programme d'Oxfam est une approche de pointe du développement de moyens d'existence durables qui vise l'autonomisation des petits exploitants, hommes et femmes, en améliorant leur accès aux marchés agricoles et leur position sur ces derniers. Sa trousse à outils contient un outil de cartographie des marchés sensible au genre qui aide les praticiens à identifier, avec les parties prenantes marché les plus susceptibles de profiter aux petits exploitants et aux petits producteurs, et en particulier d'appuyer l'autonomisation des femmes sur le plan économique clés, les interventions de.

Après avoir analysé le marché à travers une perspective genre spécifique, Oxfam a ajusté l'axe initial de l'intervention. Aux Philippines, par exemple, le programme est passé des biocarburants aux feuilles de moringa transformées, car ce produit donnait plus d'occasions de faire participer les femmes et de renforcer leur rôle tout au long de la chaîne. Cet exercice, lors de son application en République unie de Tanzanie, a donné la priorité aux chaînes de valeur liées à la volaille, au riz et au pois-chiche car elles étaient plus rentables pour les femmes que d'autres produits comme le coton ou le pignon d'Inde (jatropa).

Source: Sahan et Fischer-Mackey, 2011

## OUTILS POUR UNE SÉLECTION SENSIBLE AU GENRE DE LA CHAÎNE DE VALEUR



### Aide-mémoire pour évaluer le potentiel d'une chaîne de valeur au moment de promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité entre les sexes

(Institut royal des Tropiques, Agri-ProFocus et Institut international pour la reconstruction rurale, 2012)

Cet aide-mémoire, qui figure dans la publication *Challenging chains to change: Gender equity in agricultural value chain development*, permet d'évaluer le potentiel d'une chaîne de valeur de contribuer, de façon synergique, à la réalisation des objectifs liés à la croissance économique ainsi qu'à l'autonomisation des femmes.

- » *critères pour le potentiel de croissance économique* (tels que généralement utilisés dans les processus de sélection de la chaîne de valeur);
- » *critères pour le potentiel d'amélioration de l'autonomisation des femmes et de l'égalité entre les sexes*; et
- » *critères pragmatiques/de faisabilité* (p. ex. disponibilité de fonds, préférence exprimée par le bailleur de fonds/le gouvernement à l'égard d'une chaîne).

On trouvera des exemples de **questions d'orientation** pour évaluer le potentiel de la chaîne de valeur de promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation économique des femmes dans le tableau 1. Ils ne se veulent pas exhaustifs et peuvent donc être complétés par d'autres critères que les parties prenantes et les partenaires estiment pertinents dans un contexte précis ou par rapport à une chaîne de valeur spécifique. Cet outil est tout particulièrement efficace lorsqu'il est utilisé dans des contextes participatifs et lors d'un dialogue avec des parties prenantes et des acteurs qui interviennent dans les chaînes de valeur faisant l'objet de l'évaluation et qui disposent d'informations complètes à leur sujet.



TABLEAU 1

**Questions d'orientation pour évaluer le potentiel de la chaîne de valeur de promouvoir l'autonomisation des femmes**

Questions
Le pourcentage des femmes prenant part à la chaîne de valeur est-il relativement élevé?
Y a-t-il de nombreuses entrepreneuses déjà actives tout au long de la chaîne de valeur?
Quelle est la taille des entreprises existantes dirigées par des femmes? S'agit-il d'entreprises formelles ou informelles?
La chaîne de valeur propose-t-elle de nouvelles opportunités d'emploi ou de création d'entreprises pour les femmes? Dans quelles fonctions/à quels maillons spécifiques? À tous les niveaux de la chaîne?
Les femmes possèdent-elles et contrôlent-elles en général l'équipement et les actifs utilisés dans leur travail?
Les femmes ont-elles (ou peuvent-elles facilement acquérir) les compétences requises pour développer leur entreprise, par exemple grâce à la transformation ou la diversification des produits?
Les femmes contrôlent-elles généralement les revenus tirés de leur entreprise/activité économique?
Le travail peut-il être effectué à proximité de leur domicile? Les travailleuses doivent-elles se rendre dans des lieux éloignés de leur domicile/communauté?
S'agit-il d'une chaîne de valeur présentant de faibles barrières à l'entrée pour les entrepreneuses pauvres (petite échelle de production, faibles coûts de lancement ne requérant pas un important investissement en capital, compétences technologiques modestes)?
S'agit-il d'une chaîne de valeur présentant de faibles barrières à l'entrée pour les femmes en particulier? Le travail est-il compatible avec les contraintes fréquemment rencontrées par les femmes sur le plan du temps et de la mobilité? L'activité ou l'entreprise sont-elles acceptables pour les femmes par rapport aux normes culturelles dominantes?

Source: Adapté d'Institut royal des Tropiques, Agri-ProFocus et Institut international pour la reconstruction rurale, 2012

Comme cet exercice conjugue différents ensembles de critères, il peut mettre en évidence un compromis entre le potentiel de croissance économique et celui d'autonomisation des femmes présenté par la chaîne de valeur. Par exemple, le fait de se concentrer sur un produit typiquement «féminin» (p. ex. beurre de karité, petit bétail, manioc) peut offrir des possibilités limitées pour ce qui est de l'augmentation des marges bénéficiaires, mais peut donner des points d'entrée stratégiques permettant d'améliorer la participation des femmes aux différents maillons de la chaîne en professionnalisant leurs rôles traditionnels et en améliorant leur interaction avec les fournisseurs et les prestataires de services.

La sélection finale de la chaîne de valeur à cibler dépendra de l'objectif global de l'intervention (réduction de la pauvreté, création d'emplois, sécurité alimentaire). Cependant, les éléments constatés lors d'un processus de sélection sensible au genre contribuent à **prévoir l'impact qu'une intervention dans un secteur ou un produit spécifiques est susceptible d'avoir sur les hommes et les femmes**. Cela viendra soutenir la conception de la stratégie d'amélioration la plus efficace et la plus socialement durable.

**OUTILS POUR UNE SÉLECTION SENSIBLE AU GENRE DE LA CHAÎNE DE VALEUR:**

» Aide-mémoire pour évaluer le potentiel d'une chaîne de valeur au moment de promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité entre les sexes

Sélectionner une chaîne de valeur sur la base de son potentiel de promotion de l'égalité entre les sexes

### Aide-mémoire pour la sélection de la chaîne de valeur, y compris critères sociaux

(Schneemann et Vredeveld, 2015)

Les *Guidelines for value chain selection* (Lignes directrices pour la sélection des chaînes de valeur), mises au point par Schneemann et Vredeveld, consultants de Fair and Sustainable Advisory Services, en collaboration avec l'Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ) et l'Organisation internationale du travail (OIT), préconisent une approche globale de la sélection des chaînes de valeur. Cette approche intègre des dimensions économiques, environnementales, sociales et institutionnelles. Les outils présentés dans les lignes directrices proposent un ensemble complet de critères par rapport auxquels les chaînes de valeur peuvent être pondérées et comparées. Ces critères sont complétés par des indicateurs, des questions d'orientation et des sources utiles de données. S'il serait préférable de comparer les secteurs et les chaînes de valeur sur la base de données concrètes et de statistiques, il est important de garder à l'esprit que la sélection n'est pas un exercice mathématique. C'est pourquoi les lignes directrices adoptent une approche qualitative. Les comparaisons sont principalement fondées sur des informations qualitatives, car les données quantitatives sur les dimensions sociales des chaînes de valeur sont souvent déficientes et coûteuses à recueillir.

Les critères et questions proposés par les lignes directrices GIZ-OIT concernant la dimension sociale des chaînes de valeur (présentés dans le tableau 2) ne sont pas exclusifs, mais ils sont très pertinents pour trier et sélectionner les chaînes de valeur dans une optique de genre. Les questions d'orientation peuvent être utilisées pour discuter avec les parties prenantes et les interlocuteurs clés des caractéristiques et du potentiel des chaînes de valeur qui font l'objet de la comparaison. Pour les cas où une approche quantitative est préférée, le tableau s'accompagne également d'une matrice de notation (au format Excel) qui peut être utilisée pour pondérer et noter les chaînes de valeur par rapport à chaque ensemble de critères. Les instructions relatives à l'attribution de coefficients et de notes se trouvent dans les lignes directrices originales.

TABLEAU 2

Critères sociaux à prendre en compte lors de la sélection d'une chaîne de valeur

Critères clés	Questions d'orientation
Possibilité d'inclusion de groupes défavorisés (p. ex. personnes pauvres, femmes, jeunes, réfugiés, minorités, personnes handicapées)	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les groupes défavorisés participent-ils à la chaîne de valeur? Quels groupes, quelle fonction/quel rôle?</li> <li>▪ Ont-ils les compétences nécessaires pour y participer et en profiter? Dans la négative, peuvent-ils les acquérir facilement?</li> <li>▪ Les groupes défavorisés ont-ils accès aux actifs, à l'équipement et aux revenus découlant des ventes liées à leurs activités tout au long de la chaîne, et les contrôlent-ils?</li> <li>▪ Quelles sont les principales barrières qui entravent l'entrée dans la chaîne de valeur auxquelles sont confrontés les groupes défavorisés?</li> </ul>
Conditions de travail	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Quelles sont les conditions de travail pour les groupes défavorisés tout au long de la chaîne?</li> <li>▪ Quels sont les risques en matière de santé et de sécurité pour les entrepreneurs et les travailleurs aux différents stades et dans les différentes fonctions de la chaîne de valeur?</li> <li>▪ Quel est le degré de prévalence de la liberté d'association et comment est-elle réglementée?</li> <li>▪ Le travail des enfants et/ou le travail forcé sont-ils présents dans la chaîne de valeur? Si oui, à quel niveau et dans quelles activités?</li> </ul>
Impact de la chaîne de valeur sur les communautés environnantes	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les droits aux aliments, à la santé, à la propriété (terres) et à l'eau (accès et utilisation) des communautés environnantes sont-ils respectés? Si oui, comment?</li> <li>▪ Existe-t-il le risque que la chaîne de valeur cause ou fasse l'objet de conflit(s) et de tensions dans la société? Si oui, comment?</li> <li>▪ Y a-t-il d'autres risques de violation des droits de l'homme dans la chaîne de valeur? Les travailleurs individuels ou les communautés ont-ils accès à des mécanismes de doléance en cas de violations des droits de l'homme?</li> </ul>

Source: Adapté de Schneemann et Vredevel, 2015

**OUTILS POUR UNE SÉLECTION SENSIBLE AU GENRE DE LA CHAÎNE DE VALEUR:**

» Aide-mémoire pour évaluer le potentiel d'une chaîne de valeur au moment de promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité entre les sexes

Sélectionner une chaîne de valeur sur la base de son potentiel de promotion de l'égalité entre les sexes



ENCADRÉ 3

### Chaînes dominées par les hommes et par les femmes: lesquelles présentent le meilleur potentiel d'amélioration de la condition des femmes?

La distribution du travail entre les femmes et les hommes peut varier considérablement d'une chaîne de valeur à l'autre. Dans certaines chaînes, les hommes jouent un rôle de premier plan à tous les maillons, tandis que les femmes restent principalement concentrées au niveau de la production. C'est le cas pour de nombreuses cultures de rapport et orientées vers l'exportation (p. ex. le café ou le cacao), qui tendent à être catégorisées comme des chaînes dominées par les hommes. Dans d'autres chaînes de valeur, comme la volaille ou le beurre de karité, les femmes sont très représentées à tous les maillons, y compris la transformation et les opérations de commercialisation. Ces chaînes sont généralement vues comme des chaînes dominées par les femmes. Quelle est la chaîne de valeur qui offre le plus de possibilités de promotion de l'égalité entre les sexes et d'autonomisation économique des femmes? On a souvent tendance à considérer les chaînes dominées par les femmes comme des points d'entrée stratégiques pour renforcer le rôle des femmes et leur accès aux marchés. En réalité, l'amélioration des **deux types de chaînes de valeur peut favoriser l'autonomisation économique des femmes pourvu que les contraintes de genre soient abordées efficacement.**

**Les chaînes de valeur dominées par les femmes** peuvent représenter un point d'entrée stratégique, en particulier lorsque l'on travaille dans des zones très conservatrices. Le renforcement de la position des femmes au sein d'un secteur dans lequel elles sont d'ores et déjà représentées (p. ex. en professionnalisant leur rôle traditionnel, en renforçant leurs capacités techniques ou de gestion, ou encore en forgeant des liens verticaux et horizontaux axés sur les femmes) pourrait donner lieu à de nombreuses occasions d'autonomisation sociale et économique, avec un risque limité d'opposition au sein de la communauté. Il est bien évident que le fait de travailler dans des chaînes dominées par les femmes n'exclut pas la nécessité de faire participer les hommes et les garçons, agents cruciaux du changement dans le cadre de la transformation des relations inégales entre les sexes, tant au sein du ménage que tout au long de la chaîne de valeur.

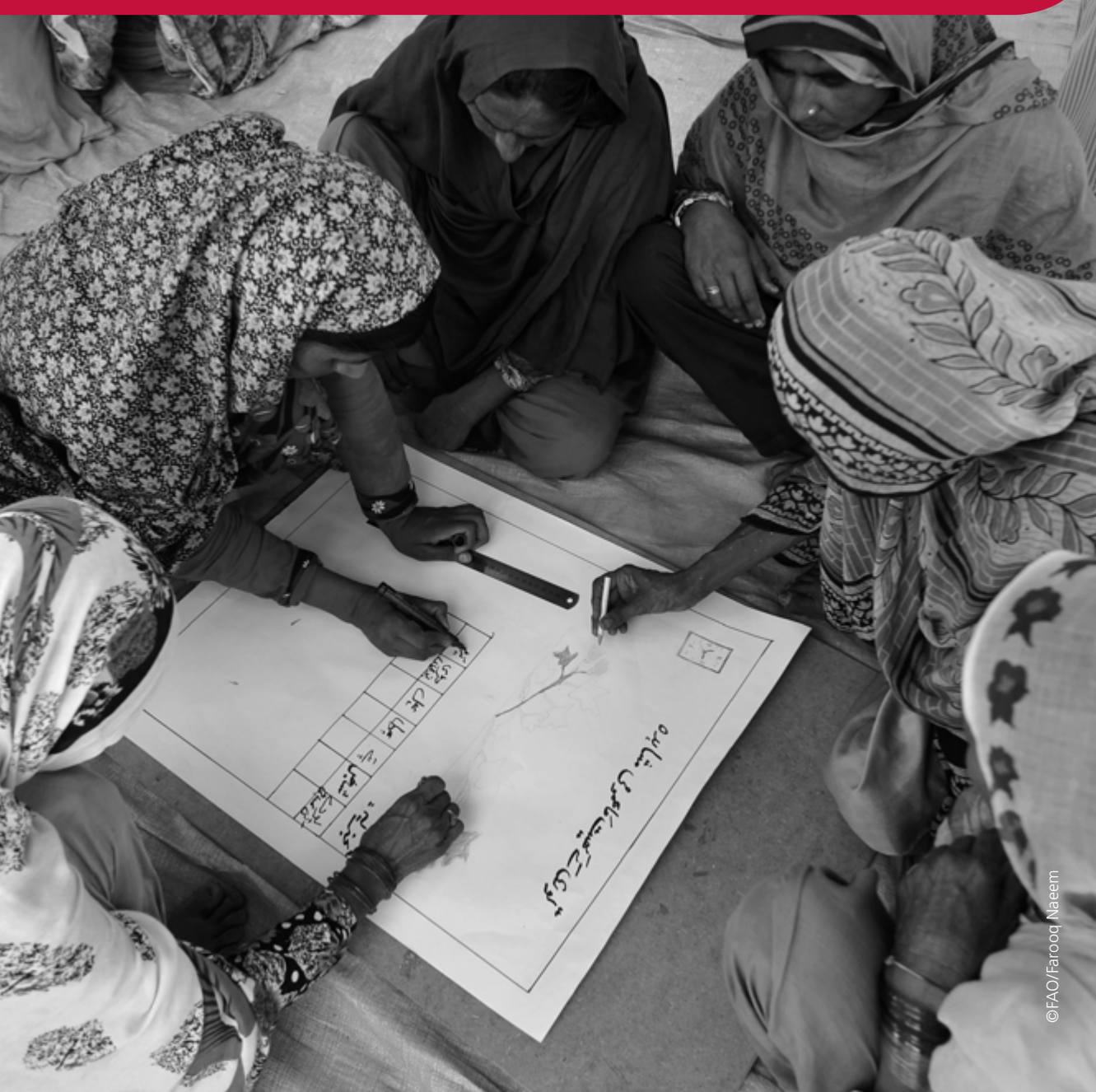
**Les chaînes de valeur dominées par les hommes** peuvent sembler plus difficiles à aborder lorsque l'on travaille sur l'égalité entre les sexes. Mais il n'en est pas toujours ainsi. On peut beaucoup gagner en rendant plus visible et efficace le travail que les femmes effectuent déjà dans le cadre de ces chaînes (p. ex. en tant qu'ouvrières familiales), ou en explorant de nouvelles opportunités pour les femmes en les aidant à transformer leurs responsabilités familiales en opportunités commerciales (p. ex. transformation à petite échelle de produits alimentaires et gestion du bétail). Le fait de travailler dans des chaînes dominées par les hommes donne par ailleurs des occasions intéressantes d'adopter une approche transformationnelle sur le plan du genre. Cela peut mettre en question des stéréotypes de genre rigides qui entraînent la division inégale du travail au sein du ménage et tout au long de la chaîne de valeur.

RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES PORTANT SUR LA SÉLECTION SENSIBLE AU GENRE DES CHÂÎNES DE VALEUR

- » **Agri-ProFocus**. 2014. *Gender in value chains toolkit*.
- » **Riisgaard, L., Escobar Fibla, A. M. & Ponte, S.** 2010. *Evaluation study. Gender and value chain development*. Copenhagen, DANIDA.
- » **Sahan, E. & Fischer-Mackey, J.** 2011. *Making markets empower the poor. Programme perspectives on using markets to empower women and men living in poverty*. Oxfam Discussion Paper. Oxfam.

*Les liens vers ces ressources peuvent être trouvés dans la liste de références.*

### 3 » Cartographie sensible au genre de la chaîne de valeur



La cartographie de la chaîne de valeur suit un produit spécifique à tous les stades de la chaîne, de la production à la consommation. Cet exercice cartographie tous les acteurs prenant part au processus, leurs interactions et les rapports de pouvoir entre eux. Il identifie les étapes auxquelles une valeur est ajoutée au produit avant son arrivée sur le marché. La réalisation d'un exercice de cartographie de ce type dans une optique de genre donne un **aperçu de la division du travail entre les sexes tout au long de la chaîne**. Elle peut révéler la manière dont les femmes ainsi que les hommes participent à chaque maillon de la chaîne, les tâches précises qu'elles et ils effectuent, et leurs interactions avec d'autres acteurs.

L'un des principaux avantages de cette approche est qu'elle contribue à **rendre visible le travail des femmes**. Les femmes accomplissent de nombreuses activités dans les chaînes de valeur agroalimentaires. Or, leur contribution reste souvent invisible lorsque des outils et approches traditionnels pour l'analyse de la chaîne de valeur sont appliqués, parce que ces outils et approches ne mettent pas en évidence le travail non rémunéré qu'elles effectuent en tant que main d'œuvre familiale ou partenaires dans l'entreprise familiale. La prévalence des femmes dans l'économie informelle contribue aussi à expliquer l'invisibilité de leur travail dans les statistiques et les rapports officiels. Les stéréotypes sur la division du travail entre les hommes et les femmes au niveau du ménage entraînent aussi une sous-estimation de la contribution des femmes aux activités productives en termes de temps et de main-d'œuvre.

Il est fondamental d'accroître la visibilité du rôle productif des femmes, en particulier dans le cas des petites exploitantes, des petites productrices et entrepreneuses et de celles travaillant de leur domicile, pour veiller à ce que leur rôle soit reconnu et apprécié et à ce que les femmes soient considérées comme des actrices légitimes dans la chaîne de valeur et puissent accéder aux ressources et aux services dont elles ont besoin pour devenir plus efficaces et concurrentielles. Cela suppose d'aller au-delà de la chaîne de valeur de base et élargie pour inclure dans l'analyse aussi bien le niveau individuel que le niveau du ménage, comme le souligne le Cadre CVSG (FAO, 2016a). La dynamique intra-ménage joue un rôle clé au moment de déterminer la division du travail entre les femmes et les hommes, et leur accès aux ressources et services productifs, et le contrôle qu'ils exercent sur eux. À cet égard, elle contribue considérablement à expliquer la présence (ou l'absence) de femmes et d'hommes à certains maillons de la chaîne.

Il est également essentiel de reconnaître comme étant du travail l'aide domestique des femmes afin d'améliorer leur statut socioéconomique au sein des ménages et des communautés et d'en finir avec les stéréotypes rigides liés aux rôles et responsabilités attendus des femmes et des hommes (p. ex. hommes soutiens de famille et femmes exclusivement responsables des corvées ménagères). Cela peut ensuite contribuer à une renégociation des relations inégales entre les sexes, tant au sein du ménage que par rapport aux autres acteurs de la chaîne de valeur. En fin de compte, la cartographie sensible au genre est une première étape dans l'identification des défis auxquels sont confrontés les femmes et les hommes dans le cadre de leur interaction avec d'autres acteurs et en ce qui concerne l'accès aux débouchés commerciaux. Ces défis seront examinés de plus près dans l'analyse spécifique des contraintes de genre, qui est présentée dans le chapitre 2.

## OUTILS POUR UNE CARTOGRAPHIE SENSIBLE AU GENRE DE LA CHAÎNE DE VALEUR



### Réaliser une carte sensible au genre de la chaîne de valeur

(Agri-ProFocus, 2014)

Cet outil, inclus dans la publication d'Agri-ProFocus *Gender in value chains – Practical toolkit* (Le genre dans les chaînes de valeur – boîte à outils pratique), cherche spécifiquement à rendre le travail des femmes visible tout au long de la chaîne de valeur. Grâce à une série d'étapes simples, il est possible d'obtenir une représentation graphique de la chaîne de valeur qui montre comment les femmes et les hommes participent à chaque maillon et interagissent avec les autres acteurs de la chaîne de valeur de base et élargie (p. ex. fournisseurs d'intrants ou prestataires de services, institutions financières et acheteurs).

Cet outil a été mis au point comme un outil d'analyse participatif à appliquer dans le cadre d'une consultation avec des acteurs de la chaîne de valeur et des interlocuteurs clés (hommes et femmes). Il requiert des compétences de base de facilitation et du matériel (tableaux à feuilles mobiles, cartolines de différentes couleurs, marqueurs) et peut être utilisé pour concevoir la carte de la chaîne de valeur grâce à différentes phases de travail en groupe. L'exercice de cartographie peut être structuré en trois étapes principales:

#### *Étape 1: Cartographier le flux du produit et les acteurs de la chaîne de valeur au niveau de la chaîne de valeur de base*

Les participants à l'exercice de cartographie sont invités à:

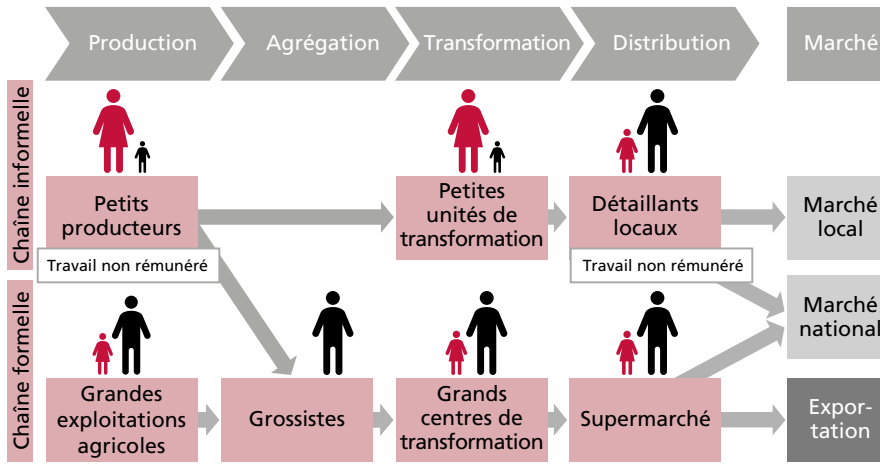
1. Définir la zone ciblée et le produit/la chaîne de valeur à cartographier.
2. Identifier les différents maillons de la chaîne de valeur, noter chaque maillon sur une cartoline et placer les cartolines sur le tableau selon un ordre logique (c.-à-d. de la production à la consommation). Dessiner les liens qui connectent tous les maillons (p. ex. production, agrégation, transformation et distribution).
3. Sur un autre groupe de cartolines, recenser les différents acteurs qui opèrent dans la chaîne de valeur. Il peut s'agir de petits producteurs, de producteurs industriels/à plus grande échelle, d'unités de transformation de petite envergure/artisanales, de grossistes et de petits détaillants, etc.
4. Tracer des lignes entre les acteurs pour indiquer comment le produit circule tout au long de la chaîne. Quel est le volume de produit traité par chaque acteur? À quels niveaux observe-t-on une valeur ajoutée?
  - Il est important de rappeler aux participants de réfléchir à la chaîne de valeur formelle ainsi qu'informelle.
5. Identifier le marché final (p. ex. marché local/d'exportation).
6. Indiquer le pourcentage/la part de femmes et d'hommes pour chaque acteur/activité cartographié(e). Identifier les acteurs qui embauchent de la main-d'œuvre et déterminer si les salariés embauchés sont des hommes ou des femmes. Identifier les entreprises qui appartiennent à des femmes et à des hommes.
  - Les différences peuvent être mises en relief à l'aide de symboles de différentes couleurs et tailles.
  - Selon la portée de l'analyse, il peut valoir la peine de ventiler davantage l'analyse, par exemple en prenant l'âge en compte. Il est ainsi possible de mieux visualiser si la chaîne englobe des jeunes ou propose de nouvelles opportunités pour les faire participer.
7. Souligner à quels stades les femmes fournissent du travail familial non rémunéré, avec peu ou pas de contrôle sur les revenus générés.



La figure 2 donne un exemple de l'aspect possible de la carte de la chaîne de valeur à la fin de l'étape 1.

FIGURE 2

**Cartographie sensible au genre: flux du produit et acteurs de la chaîne de valeur**



**OUTILS POUR UNE CARTOGRAPHIE SENSIBLE AU GENRE DE LA CHAÎNE DE VALEUR:**

» Réaliser une carte sensible au genre de la chaîne de valeur

**Étape 2: Cartographier les services de soutien dans la chaîne de valeur élargie (fournisseurs d'intrants, services financiers et non financiers)**

Durant cette étape, les participants à l'exercice de cartographie sont invités à :

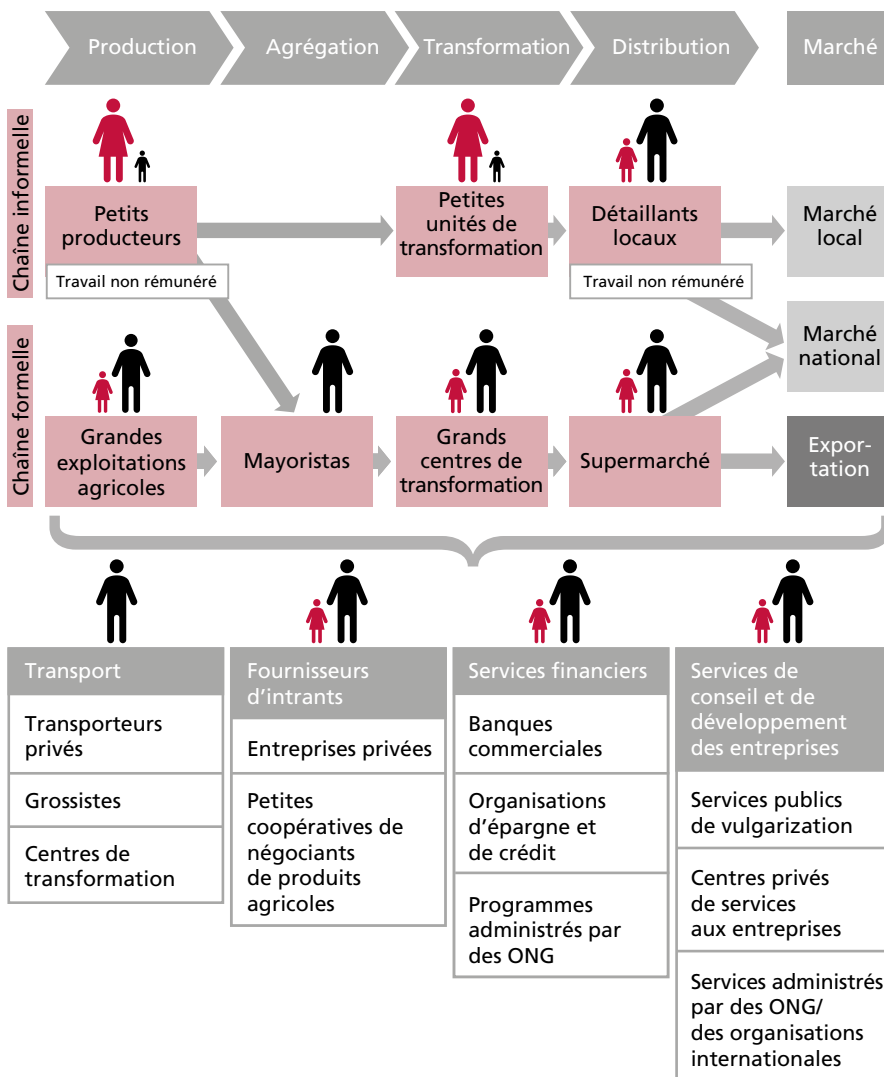
8. Noter, sur des cartolines de différentes couleurs, les services de soutien disponibles aux acteurs identifiés.
  - Il peut s'agir de fournisseurs d'intrants et de services, y compris services de vulgarisation, de certification, financiers et de développement des entreprises. Il convient également de considérer les informations relatives au transport et aux marchés comme fondamentales pour les opérations de la chaîne de valeur.
  - Enquêter sur la disponibilité de services complémentaires pouvant les aider à s'acquitter de leurs responsabilités au sein du ménage (p. ex. services de garde d'enfants sur le lieu de travail, services de santé reproductive).
9. Sur des cartolines séparées, identifier les opportunités et les contraintes auxquelles sont confrontées les femmes au moment d'accéder à des services de soutien et d'en bénéficier. Parmi les questions clés à poser pour stimuler la discussion et faciliter l'analyse on peut citer:
  - Quel est le pourcentage de femmes et celui d'hommes qui ont accès à ces services? L'indiquer sur la cartoline à l'aide de différents symboles/couleurs.
  - Les femmes sont-elles confrontées à des défis particuliers ou supplémentaires par rapport aux hommes au moment d'accéder à ces services? Si oui, les recenser sur des cartolines séparées (en y ajoutant le signe «-»).
  - Les services sont-ils conçus en tenant compte des besoins et intérêts spécifiques des femmes (p. ex. obligations au sein du ménage, contraintes de temps, mobilité limitée, absence de garanties)? Existe-t-il des mesures spécifiques pour répondre à leurs besoins spécifiques? Si oui, les recenser sur des cartolines séparées (en y ajoutant le signe «+»).

La figure 3 donne un exemple de l'aspect possible de la carte de la chaîne de valeur à la fin de l'étape 2.

FIGURE 3

**Cartographie sensible au genre: services de soutien tout au long de la chaîne**

Cartographie sensible au genre de la chaîne de valeur



**Étape 3: Identifier les facteurs présents dans l'environnement porteur qui facilitent ou entravent la participation des femmes et les avantages pour elles**

Durant cette étape, les participants à l'exercice de cartographie sont invités à :

10. Examiner l'environnement dans son ensemble et identifier les facteurs qui ont une incidence sur le rôle et la position des femmes et des hommes de différents âges et statuts socioéconomiques présents dans la chaîne de valeur. Il peut s'agir des éléments suivants: cadres juridiques ou droits coutumiers relatifs à la propriété de terres et d'autres actifs; politiques publiques sur l'emploi ou les finances publiques; tendances de la consommation; normes de certification; infrastructures dans les zones rurales (p. ex. pour la communication ou le transport); normes et attentes sociales concernant la division du travail entre les sexes au sein du ménage; et stéréotypes liés aux emplois et responsabilités appropriés pour les femmes et les hommes.

Parmi les questions clés qui peuvent faciliter l'analyse à cette étape on peut citer:

- Les femmes et les hommes ont-ils un accès égal aux ressources et actifs productifs (p. ex. terres, bétail, équipement)? Les politiques et lois actuelles promeuvent-elles et protègent-elles les droits et les opportunités des femmes?
- Les normes sociales ont-elles une incidence sur la participation des femmes et des hommes au marché du travail? Influencent-elles sur la façon dont le travail est distribué tout au long de la chaîne et au niveau des différents maillons?
- Comment le travail est-il distribué au sein du ménage? Les responsabilités des femmes au sein du ménage (p. ex. éducation des enfants, préparation des aliments) ont-elles une incidence sur le temps des femmes et des hommes et sur leur aptitude à prendre part à des activités productives?

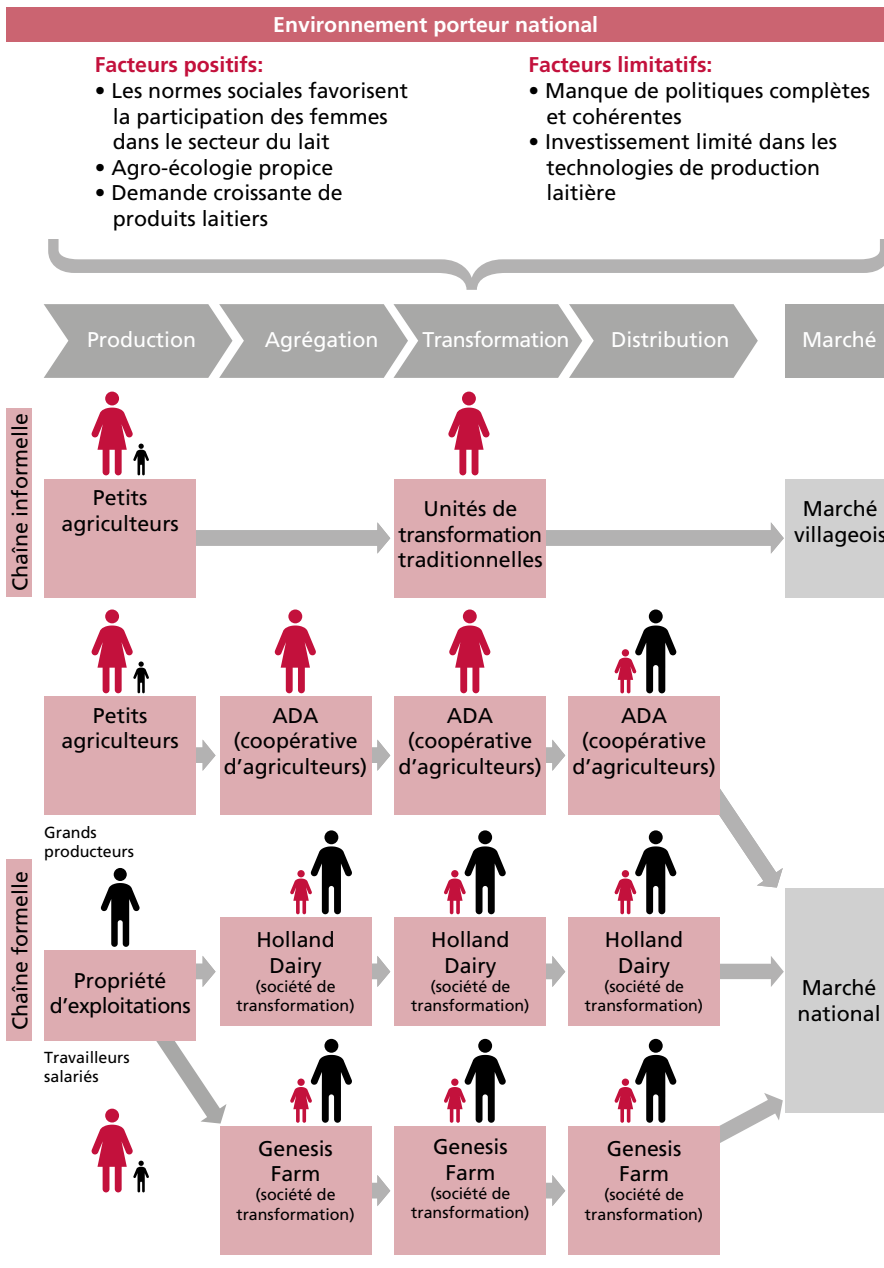
Les informations recueillies grâce à l'évaluation du contexte global (voir chapitre 1.1, p. 6 à 11) peuvent être utilisées dans cette étape finale de la cartographie de la chaîne de valeur, dont l'objectif est de cartographier l'environnement juridique et de politiques, et d'éclaircir la manière dont les normes sociales dominantes influent sur la position des femmes et des hommes tout au long de la chaîne.

La «cartographie» obtenue grâce à cet exercice aide à visualiser le flux du produit tout au long de la chaîne et son traitement par les divers acteurs. Elle contribue par ailleurs à éclairer les rôles que jouent les femmes et les hommes à chaque étape de ce processus. Une fois terminée, elle permet d'identifier facilement les acteurs qui participent aux maillons les plus rentables de la chaîne et ceux qui sont plus à même de façonner la dynamique de la chaîne de valeur (p. ex. influencer ou déterminer le prix). L'un des principaux avantages de cet outil est que, grâce à un processus facile à utiliser, **il révèle immédiatement si les femmes participent de manière égale à tous les maillons de la chaîne, ou bien si elles tendent à être concentrées seulement dans des fonctions spécifiques**. Cela peut mettre en évidence la potentielle existence d'une «ségrégation» professionnelle verticale ou horizontale tout au long de la chaîne. Si c'est le cas, une analyse plus approfondie de la chaîne est requise pour comprendre les causes de cette ségrégation.

Cartographie sensible au genre de la chaîne de valeur

FIGURE 4

**Cartographie sensible au genre de la chaîne de valeur du lait à East Shewa, en Éthiopie**





## ÉTUDE DE CAS 2

### Cartographie sensible au genre de la chaîne de valeur du lait à East Shewa, en Éthiopie

La cartographie sensible au genre dans le secteur du lait illustrée dans la figure 4 a été élaborée par des acteurs de la chaîne de valeur et des parties prenantes locaux durant un atelier de travail facilité par la FAO et Agri-ProFocus en Éthiopie. Les participants ont appliqué l'outil décrit dans les paragraphes précédents pour analyser la chaîne de valeur du lait à travers une perspective genre et ont cartographié la participation des femmes et des hommes au niveau des différents maillons et fonctions de la chaîne. Les petits exploitants agricoles opèrent principalement dans le secteur informel, et l'analyse a donc pris en compte la chaîne formelle ainsi qu'informelle. Des symboles de différentes tailles et couleurs ont été utilisés pour mettre en évidence le degré de participation des femmes et des hommes tout au long de la chaîne sur les plans de la main-d'œuvre, de la propriété d'exploitations ou d'entreprises, des niveaux de rémunération et de l'adhésion à des coopératives laitières.

La cartographie a clairement indiqué que les femmes sont largement représentées au niveau du maillon de production et jouent également un rôle limité dans toutes les autres fonctions de la chaîne de valeur, en particulier dans la chaîne formelle. Lors de la discussion sur les raisons de cette concentration au niveau de la production, les participants ont identifié certaines des contraintes de genre qui ont une incidence sur la chaîne de valeur du lait à East Shewa. L'exercice a révélé, par exemple, que, si les femmes représentent la majorité des membres des coopératives laitières, leur pouvoir de décisions au sein des organisations reste néanmoins faible parce qu'elles ont rarement accès aux postes de responsabilité. Lors de leur évaluation de l'environnement porteur, les participants ont aussi souligné le fait que les normes et stéréotypes sociaux continuent d'établir une discrimination à l'égard des femmes pour ce qui est de leur accès aux actifs, aux intrants de production et aux services. Cette discrimination limite l'accès des femmes au crédit et aux opportunités commerciales.

Source: Programme de la FAO *Enabling women to benefit more equally from agrifood value chains* (FMM GLP/103/ML)

#### RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES PORTANT SUR LA CARTOGRAPHIE SENSIBLE AU GENRE DE LA CHAÎNE DE VALEUR

- » **Mayoux, L. & Mackie, G.** 2007. *Making the strongest links. A practical guide to mainstreaming gender analysis in value chain development.* Addis Ababa, OIT.
- » **Institut royal des Tropiques (KIT), Agri-ProFocus & Institut international pour la reconstruction rurale (IIRR).** 2012. *Challenging chains to change: Gender equity in agricultural value chain development.* Amsterdam, KIT Publishers, Institut royal des Tropiques.

*Les liens vers ces ressources peuvent être trouvés dans la liste de références.*

## 4 » Analyse des contraintes de genre



**L'identification des contraintes de genre représente l'élément central d'une analyse sensible au genre des chaînes de valeur.** Comme on le mentionne dans le Cadre CVSG, les contraintes liées à une discrimination fondées sur le sexe sont des restrictions qui entravent l'accès des femmes aux ressources et aux opportunités et sont le résultat de la discrimination fondée sur le genre (FAO, 2016a). Ces contraintes jouent un rôle clé au moment d'expliquer pourquoi les femmes ne peuvent souvent pas exploiter pleinement leur potentiel productif et entrepreneurial, ou participer aux chaînes de valeur agroalimentaires au même titre que les hommes. À cet égard, les contraintes de genre non seulement entravent l'autonomisation économique des femmes, mais elles nuisent aussi aux performances de la chaîne parce qu'elles engendrent des pertes et une inefficacité.

Toutes les analyses des chaînes de valeur cherchent à identifier les goulets d'étranglement et les contraintes afin de sélectionner la stratégie d'amélioration la plus efficace. L'examen des contraintes de genre n'entend pas remplacer les outils et approches traditionnels d'analyse des chaînes de valeur, mais plutôt les compléter, afin de veiller à ce que les goulets d'étranglement découlant des inégalités entre les sexes ne soient pas ignorés. **Les interventions visant à éliminer les contraintes de genre améliorent le fonctionnement des chaînes, du point de vue tant économique que social.** L'identification correcte des contraintes de genre est donc une étape essentielle de la sélection de la stratégie d'intervention la plus appropriée. Leur identification donne une excellente occasion de faire des progrès pour parvenir aux objectifs liés à l'égalité entre les sexes et au développement des chaînes de valeur, et ce de manière synergique.

## OUTILS POUR L'IDENTIFICATION ET L'ANALYSE DES CONTRAINTES DE GENRE



### Matrice pour la cartographie des activités et l'identification des contraintes de genre

(Agri-ProFocus, 2014)

La boîte à outils d'Agri-ProFocus comporte deux outils permettant d'identifier et d'analyser les contraintes de genre. Le premier, *Cartographie des activités et identification des contraintes de genre* (illustré dans le tableau 3), aide les praticiens à systématiser les informations sur la division sexospécifique du travail et les contraintes auxquelles sont confrontés les hommes et les femmes au moment de s'acquitter de leurs tâches. Il aide en particulier à organiser les informations sur:

- » les **acteurs** qui opèrent à chaque maillon de la chaîne;
- » les **activités** qu'ils effectuent à chaque maillon;
- » le **degré de participation** des femmes et des hommes à chacune des activités; et
- » les **contraintes** auxquelles sont confrontés les hommes et les femmes au moment de s'acquitter de leurs tâches.

En ventilant ces informations par sexe, on peut facilement identifier les barrières et les goulets d'étranglement entraînés par la discrimination fondée sur le genre. Le manque d'infrastructures adéquates limite l'accès des petits exploitants aux marchés et aux services dans de nombreux contextes ruraux. Cette contrainte commune, cependant, ne peut pas être considérée comme une contrainte de genre, car elle ne découle pas de normes ou attitudes sociales discriminatoires et elle touche les productrices ainsi que les producteurs. L'accès inégal des femmes aux marchés, en



OUTILS POUR  
L'IDENTIFICATION  
ET L'ANALYSE DES  
CONTRAINTES  
DE GENRE:

» Matrice pour  
la cartographie  
des activités et  
l'identification  
des contraintes  
de genre

Analyse des  
contraintes  
de genre

revanche, est souvent causé ou renforcé par une discrimination fondée sur le genre. Dans de nombreux contextes, les femmes se heurtent à des contraintes spécifiques supplémentaires en matière de mobilité et de temps par rapport à leurs homologues de sexe masculin: elles n'ont pas leurs propres moyens de transport, sont souvent dissuadées de se déplacer seules, ou censées rester à la maison pour s'occuper des enfants. Ces contraintes, qui découlent de rôles et stéréotypes de genre rigides, sont des exemples typiques de contraintes de genre.

Dans l'exemple présenté dans l'étude de cas 3, l'analyse se concentre sur la division du travail entre les femmes et les hommes. Cependant, il est toujours possible d'inclure d'autres catégories (p. ex. enfants, jeunes) pour ventiler davantage les informations. Pour les activités qui font intervenir des hommes ainsi que des femmes, il est important d'évaluer le sexe qui joue le rôle le plus important ou qui est reconnu comme le plus souvent chargé d'une tâche précise (les deux aspects ne coïncident pas toujours).



ÉTUDE DE CAS 3

**Contraintes auxquelles sont confrontés les hommes et les femmes dans la chaîne de valeur du lait au Kenya**

En 2015, la FAO a appliqué l'outil *Cartographie des activités et identification des contraintes de genre* pour identifier les contraintes de genre dans le contexte d'une évaluation sensible au genre de la chaîne de valeur du lait formelle et informelle dans trois districts différents du Kenya. Un résumé des conclusions de l'évaluation est présenté dans le tableau 3. Ces conclusions illustrent la manière dont l'outil peut être appliqué afin de recueillir et d'organiser des informations sur les rôles des femmes et des hommes à chaque maillon de la chaîne, ainsi que les contraintes auxquels ils sont confrontés dans le cadre des tâches qu'ils effectuent. En ventilant les informations par sexe, il devient plus facile d'identifier les contraintes de genre et de comprendre les défis spécifiques et supplémentaires associés à la discrimination et les inégalités fondées sur le genre auxquelles se heurtent les femmes dans le cadre de leur travail.

Source: Basé sur Katothva, 2017



**TABEAU 3**  
**Contraintes identifiées tout au long de la chaîne de valeur du lait au Kenya, par sexe**

Activité	Qui en est principalement chargé?		Contraintes rencontrées au moment d'effectuer la tâche, par sexe		Observations
	H	F	H	F	
<b>Production: Petits agriculteurs/producteurs</b>					
Traite		Principalement les femmes		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pas de propriété de bétail</li> <li>▪ Accès limité aux technologies qui facilitent le travail (p. ex. trayeuses, eau courante)</li> <li>▪ Charge de travail excessive et pauvreté en termes de temps disponible (les femmes sont les principales responsables des tâches ménagères et des soins aux enfants)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les femmes sont les principales responsables des activités réalisées au quotidien dans la ferme</li> <li>▪ Les femmes sont chargées de veiller aux pratiques de traite hygiéniques et de détecter les maladies. L'accès aux informations sur la santé animale est essentiel.</li> <li>▪ Les femmes sont chargées du bétail, mais rares sont celles qui possèdent du bétail (principalement des veuves) et qui peuvent décider de sa vente.</li> </ul>
<b>Transport et collecte: Transporteurs privés</b>					
Transport de l'exploitation au centre de collecte du lait ou aux opérateurs commerciaux	Dominé par les hommes (jeunes)	Rarement (en utilisant des ânes, des charrettes ou des moyens de transport en commun)	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ infrastructures insuffisantes</li> <li>▪ ressources financières limitées pour développer l'activité de l'entreprise</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les normes sociales limitent la mobilité</li> <li>▪ Propriété limitée ou inexistante de moyens de transport (tributaires des transports en commun, qui prennent beaucoup de temps et accroissent le risque de gaspillage et d'altération)</li> <li>▪ Utilisation de récipients non autorisés (transport illégal et peu sûr) en raison du manque de ressources financières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les transporteurs jouent un rôle crucial pour relier les productrices aux marchés, en particulier dans les zones rurales isolées</li> <li>▪ Certains transporteurs de lait sont aussi des vendeurs de lait, qui agrègent du lait provenant de plusieurs producteurs ou opérateurs commerciaux et le commercialisent dans d'autres centres.</li> <li>▪ Les femmes sont en position difficile pour ce qui est de négocier les prix</li> </ul>





Analyse des contraintes de genre

Activité	Qui en est principalement chargé?		Contraintes rencontrées au moment d'effectuer la tâche, par sexe		Observations
	H	F	H	F	
<b>Transport et collecte: Organisations de producteurs laitiers</b>					
Collecte et transport du lait à l'aide de camions appartenant au centre de collecte du lait	Dominée par les hommes				<ul style="list-style-type: none"> <li>Le type de tâches et les heures de travail ne sont pas appropriés pour les femmes (coïncident avec les responsabilités du ménage et travaux physiques pénibles)</li> </ul>
<b>Commerce (lait non transformé): opérateurs commerciaux du lait, bars, magasins et kiosques</b>					
Commerce à petite échelle (entre 50 et 100 litres; jusqu'à 500 litres par jour)	Les hommes dominent le commerce mobile	Les femmes dominent le commerce sédentaire dans les centres commerciaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Capacité entrepreneuriale limitée</li> <li>Accès limité aux produits financiers adéquats et ciblés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mobilité limitée</li> <li>Propriété limitée de moyens de transport (tributaires des transports en commun)</li> <li>Accès limité aux ressources du ménage (ou contrôle limité de ces ressources) pour investir dans le développement de leur activité</li> <li>Accès médiocre aux services de soutien (services de développement des entreprises) qui entraîne une capacité entrepreneuriale limitée</li> <li>Pauvreté en termes de temps et double charge de travail (le commerce du lait a lieu au moment où la plupart des corvées ménagères sont effectuées – matin et soir)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le opérateurs commerciaux du lait obtiennent une part considérable du revenu par litre de lait commercialisé: c'est une activité rentable. Il est possible d'y inclure un nombre accru de femmes</li> <li>Dans les petites entreprises et celles basées dans des fermes les femmes assurent la gestion, même dans les entreprises familiales appartenant à des hommes</li> <li>Les femmes représentent 50 pour cent des distributeurs de lait dans la ville de Nairobi et ses zones périurbaines (p. ex. dans le district de Kiambi, où elles peuvent compter sur des moyens de transport en commun plus efficaces)</li> </ul>
<b>Transformation: Unités de transformation</b>					
	Dominée par les hommes			<ul style="list-style-type: none"> <li>Travail physique pénible, au champ, horaires qui ne conviennent pas</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il n'y a pas de politiques de genre au niveau des entreprises</li> <li>Les femmes pourraient travailler dans des laboratoires ou d'autres sortes de services fournis par les unités de transformation (administration, employées de bureau)</li> </ul>

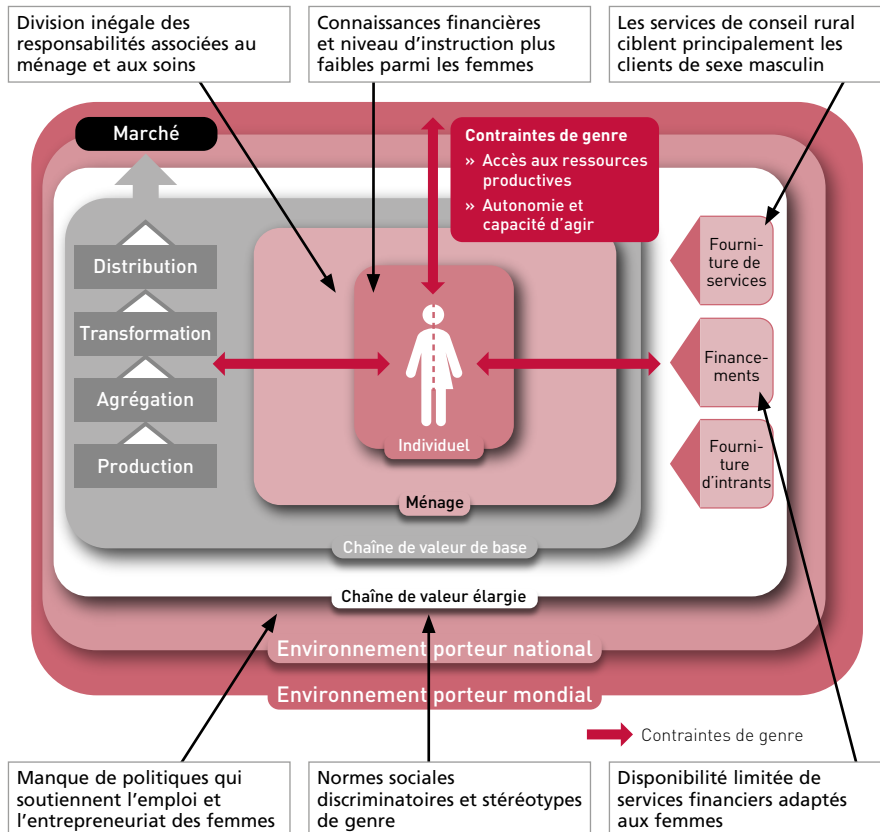
Le deuxième outil mis au point par Agri-ProFocus (présenté dans le tableau 4) est utile pour approfondir davantage l'analyse des contraintes de genre identifiées tout au long de la chaîne. Cet outil aide particulièrement les praticiens qui souhaitent examiner:

- » les **causes sous-jacentes** de chaque contrainte;
- » leurs **conséquences** sur la chaîne de valeur; et
- » les **actions** possibles pour y remédier.

Comme on l'a d'ores et déjà mentionné, il est essentiel d'identifier les causes sous-jacentes des contraintes de genre pour y remédier de manière durable et éviter de ne traiter que les symptômes du problème. À ce stade de l'analyse, il est essentiel de se souvenir que les causes sous-jacentes d'une contrainte de genre peuvent se situer à n'importe quel des niveaux abordés par le Cadre CVSG: de l'environnement porteur (p. ex. lois discriminatoires; politiques insensibles au genre qui échouent à lutter contre la discrimination fondée sur le genre dans l'accès aux services agricoles) au niveau du ménage et individuel (p. ex. division inégale du travail au sein du ménage, qui limite le temps et les occasions pour les femmes d'entreprendre du

FIGURE 5

**Exemples de contraintes de genre à différents niveaux du Cadre CVSG**



Analyse des  
contraintes  
de genre

travail rémunéré). Il est aussi crucial d'examiner où se situent ces causes sous-jacentes pour comprendre à quel niveau il est plus stratégique ou pratique d'intervenir pour éliminer une contrainte particulière.

Dans la pratique, cet exercice est compliqué par le fait que la même cause sous-jacente peut aboutir à des contraintes de genre différentes. Le fait que les femmes manquent de droits de propriété en matière de terres et d'autres actifs agricoles, par exemple, est à la fois une contrainte de genre en lui-même et un facteur principal qui influence d'autres conditions d'inégalité (l'accès limité des femmes aux services financiers en raison du manque de garantie; la participation limitée des femmes aux organisations de producteurs lorsque la propriété foncière figure parmi les critères d'adhésion). D'un autre côté, il y a d'autres situations dans lesquelles une contrainte de genre a des causes sous-jacentes multiples. La charge de travail des femmes, par exemple, découle souvent de nombreux facteurs concomitants, y compris la distribution inégale des responsabilités au sein du ménage et l'accès limité des femmes aux technologies et aux pratiques qui facilitent le travail. Même s'il est difficile, l'exercice d'identification des causes premières et des liens causaux entre contraintes de genre est extrêmement important durant la phase de conception du projet. **Il identifie où se situe la principale contrainte et détermine les contraintes particulièrement urgentes ou stratégiques que l'intervention de développement de la chaîne de valeur pourrait aborder.**

Cet outil aide par ailleurs les praticiens à réfléchir aux implications de chaque contrainte de genre et à évaluer ses impacts sur les performances de la chaîne de valeur, et les occasions pour les femmes et les hommes de participer à la chaîne de valeur et d'en profiter. Comme dernière étape, l'analyse aboutit à l'identification d'actions possibles pour remédier aux problèmes identifiés, comme l'illustre l'étude de cas présentée ci-dessous.



ÉTUDE DE CAS 4

**Examen des causes et implications des  
contraintes de genre dans la chaîne de valeur  
du lait en Éthiopie**

En 2016, la FAO a mené une évaluation de la chaîne de valeur du lait dans la région éthiopienne d'Oromia. Cette étude a fait la lumière sur les défis spécifiques et supplémentaires auxquels sont confrontées les femmes au moment de mener leurs activités tout au long de la chaîne de valeur du lait, tant dans le secteur formel que dans le secteur informel. Le tableau ci-dessous présente une vue d'ensemble des contraintes mises en évidence par l'évaluation, qui a employé l'outil d'Agri-ProFocus. Il indique en outre les causes sous-jacentes de ces contraintes et leurs implications sur la chaîne de valeur, et propose une liste préliminaire des actions possibles à entreprendre pour remédier à ces contraintes.

Source: Basado sur Herego, 2017

**TABLEAU 4**  
**Analyse des contraintes de genre dans la chaîne de valeur du lait en Oromia, Éthiopie**

Activité par maillon	Contraintes pesant sur les femmes	Cause/facteurs donnant lieu aux contraintes de genre	Conséquences pour la chaîne de valeur	Actions pour remédier aux contraintes de genre
<b>Production</b>				
Alimentation	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Accès limité aux fournisseurs d'aliments pour animaux et manque d'informations sur la santé et les pratiques de gestion du bétail</li> <li>▪ Accès limité aux aliments améliorés et aux terres pour cultiver le fourrage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les prestataires de services et les fournisseurs d'intrants échouent à reconnaître le rôle des femmes en tant qu'agricultrices et productrices et leur proposent des services inadéquats (p. ex. les sessions de formation sont souvent proposées dans des lieux et à des moments qui ne sont pas compatibles avec les responsabilités des femmes au sein du ménage)</li> <li>▪ Les agents de vulgarisation et les fournisseurs d'intrants sont principalement des hommes. L'interaction avec les femmes est difficile en raison des normes culturelles dominantes</li> <li>▪ La mobilité limitée et la pauvreté en termes de temps disponible empêchent les femmes de demander des conseils et un soutien aux prestataires de services et aux fournisseurs d'intrants</li> <li>▪ Coût élevé des aliments pour animaux (qui touche particulièrement les ménages avec une femme à leur tête)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Productivité inférieure en raison de la qualité moindre des aliments pour animaux et des pratiques de traite</li> <li>▪ Produit moins commercialisable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Renforcer les capacités des prestataires de services afin d'atteindre les productrices et pour leur proposer des services adéquats en matière de santé et de gestion des animaux</li> <li>▪ Renforcer la participation des femmes aux coopératives et aux groupes de producteurs afin de faciliter leur interaction avec les fournisseurs d'aliments pour animaux</li> </ul>



Analyse des contraintes de genre



Activité par maillon	Contraintes pesant sur les femmes	Cause/facteurs donnant lieu aux contraintes de genre	Conséquences pour la chaîne de valeur	Actions pour remédier aux contraintes de genre
Traite	<ul style="list-style-type: none"> <li>Manque de connaissances sur les pratiques de traite, d'hygiène et de gestion du bétail</li> <li>Manque d'accès aux technologies et à l'équipement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation limitée aux sessions de formation et aux démonstrations en raison du temps et de la mobilité limités</li> <li>Interaction limitée ou inefficace avec les agents de vulgarisation en raison des normes sociales dominantes</li> <li>Croyance selon laquelle les femmes font tout le travail manuellement ou ne seront pas en mesure d'utiliser les technologies</li> <li>Contrôle limité sur les ressources du ménage et les décisions financières qui empêche les femmes d'investir dans des technologies pour une «tâche typiquement féminine»</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Niveau de productivité inférieur</li> <li>Perte d'aliments: le lait peut se gâter ou être gaspillé en raison des conditions d'hygiène inadéquates ou de l'utilisation de récipients peu sûrs</li> <li>Produit moins commercialisable</li> <li>Recettes inférieures pour les producteurs</li> <li>Quantités inférieures livrées aux unités de transformation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer les capacités des prestataires de services à opérer en tenant compte des questions de genre</li> <li>Organiser des sessions de formation ciblant spécifiquement les femmes (p. ex. en mobilisant les femmes comme formatrices) au niveau de la communauté pour faciliter leur accès aux technologies et leur adoption de ces dernières, y compris celles qui facilitent le travail</li> <li>Mobiliser les membres des ménages pour favoriser la prise de décisions financières conjointe</li> </ul>
<b>Agrégation</b>				
Transport et livraison de lait aux centres de collecte	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accès limité aux points de collecte</li> <li>Connaissances insuffisantes en matière de questions relatives à l'innocuité des aliments et au contrôle de la qualité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mobilité limitée en raison des normes sociales dominantes, ainsi que du manque d'infrastructures pour relier les fermes dans les zones rurales isolées</li> <li>Disponibilité limitée de moyens de transport</li> <li>Accès limité aux informations et à la formation liée aux normes de qualité des aliments</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Quantité et qualité du lait fourni faibles</li> <li>Niveau plus élevé de pertes et de gaspillage alimentaires</li> <li>Recettes inférieures pour les producteurs: les femmes sont plus vulnérables face aux collecteurs de lait (pour la plupart des hommes) qui peuvent invoquer des questions d'innocuité et de qualité des aliments pour rejeter ou payer moins bien le lait proposé par des femmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer la participation des femmes aux coopératives ou aux organisations de producteurs qui jouent déjà un rôle d'agrégation et amplifier leur voix au sein de ces organisations</li> <li>Améliorer l'accès des femmes aux connaissances sur les questions d'innocuité et de qualité des aliments grâce à une formation ciblée</li> <li>Améliorer les compétences de négociation des femmes pour renforcer leur position face aux membres du personnel de sexe masculin des centres de collecte</li> </ul>

Activité par maillon	Contraintes pesant sur les femmes	Cause/facteurs donnant lieu aux contraintes de genre	Conséquences pour la chaîne de valeur	Actions pour remédier aux contraintes de genre
<b>Transformation</b>				
<p>Production à domicile de fromage et de beurre</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pas d'accès à la formation spécialisée en techniques de transformation, innocuité des aliments et contrôle de la qualité</li> <li>▪ Accès limité aux informations sur le marché (p. ex. prix, préférences des consommateurs)</li> <li>▪ Accès limité aux ressources financières pour investir dans l'équipement et le développement des activités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Manque de reconnaissance: l'activité est principalement effectuée dans le cadre du rôle traditionnel des femmes dans la transformation et la préparation des aliments au niveau du ménage</li> <li>▪ Pas d'accès à des services sensibles au genre de développement des entreprises</li> <li>▪ Accès limité aux services financiers formels ou semi-formels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Qualité médiocre des produits transformés (souvent utilisant du lait rejeté ou gâté) disponibles sur le marché local</li> <li>▪ Recettes inférieures pour les unités de transformation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Améliorer les capacités des services de développement des entreprises pour qu'ils puissent intervenir auprès des entreprises dirigées par des femmes (y compris les micro et petites entreprises)</li> <li>▪ Améliorer l'accès des femmes aux technologies de l'information et de la communication pour améliorer leur accès aux informations sur le marché et leurs relations avec les fournisseurs et les clients</li> <li>▪ Faciliter l'accès des femmes à des services et produits sur mesure qui peuvent répondre à leurs besoins entrepreneuriaux</li> <li>▪ Dialoguer avec les membres des ménages pour favoriser la prise de décisions conjointe et promouvoir les entreprises familiales</li> </ul>





Analyse des contraintes de genre

Activité par maillon	Contraintes pesant sur les femmes	Cause/facteurs donnant lieu aux contraintes de genre	Conséquences pour la chaîne de valeur	Actions pour remédier aux contraintes de genre
<b>Détaillants</b>				
Petits détaillants	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Accès limité aux informations sur le marché</li> <li>▪ Accès limité aux ressources financières pour investir dans le développement des activités</li> <li>▪ Capacités de gestion limitées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mobilité limitée: en raison des normes dominantes, la plupart du temps les femmes gèrent des magasins et des entreprises au sein de la ferme ou à proximité de leur domicile</li> <li>▪ Faible niveau de revenus et/ou manque de garanties pour accéder au crédit et aux autres produits financiers</li> <li>▪ Accès limité ou absent aux services de développement des entreprises qui peuvent proposer un coaching ou un mentorat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Qualité et quantité des produits commercialisés faibles</li> <li>▪ Faibles recettes pour les unités de transformation et les fournisseurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Faciliter l'accès des femmes au crédit et aux autres services financiers</li> <li>▪ Renforcer les capacités des services de développement des entreprises pour qu'ils puissent intervenir auprès des entreprises dirigées par des femmes (y compris les micro et petites entreprises).</li> <li>▪ Améliorer l'accès des femmes aux technologies de l'information et de la communication pour améliorer leur accès aux informations sur le marché et leurs relations avec les fournisseurs et les clients</li> <li>▪ Dialoguer avec les membres des ménages pour favoriser la prise de décisions conjointe</li> </ul>

RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES PORTANT SUR L'ANALYSE DES CONTRAINTES DE GENRE

- » Herego, E. 2017. *Gender assessment of dairy value chains: evidence from Ethiopia*. Rome, FAO.
- » Katothya, G. 2017. *Gender assessment of dairy value chains: evidence from Kenya*. Rome, FAO.
- » Senders, A., Motz, M., Lentink, A., Vanderschaeghe, M. & Terrillon, J. 2014. *Coffee toolkit, sustainable coffee as a family business, approaches and tools to include women and youth*. Hivos.
- » Umuzigambeho, J.F. 2017. *Gender assessment of dairy value chains: evidence from Rwanda*. Rome, FAO.

Les liens vers ces ressources peuvent être trouvés dans la liste de références.



## C H A P I T R E 2

# Actions pour remédier aux contraintes de genre dans les interventions sur les chaînes de valeur



Une fois les contraintes de genre identifiées et analysées, il est essentiel que les actions visant à les aborder soient intégrées dans la stratégie de l'intervention sur la chaîne de valeur. Le chapitre 1 du présent guide pratique, et la publication qui présente le Cadre CVSG de la FAO (FAO, 2016a), décrivent en détail la manière dont on risque de compromettre les occasions de développement des chaînes de valeur et de perpétuer, voire exacerber, les inégalités entre les sexes si on n'accorde pas une attention aux risques liés aux contraintes de genre. La mise en œuvre d'actions visant à éliminer les contraintes de genre confère d'excellentes occasions de créer une synergie dans les efforts en vue d'atteindre les objectifs pour le développement des chaînes de valeur et de l'égalité entre les sexes.

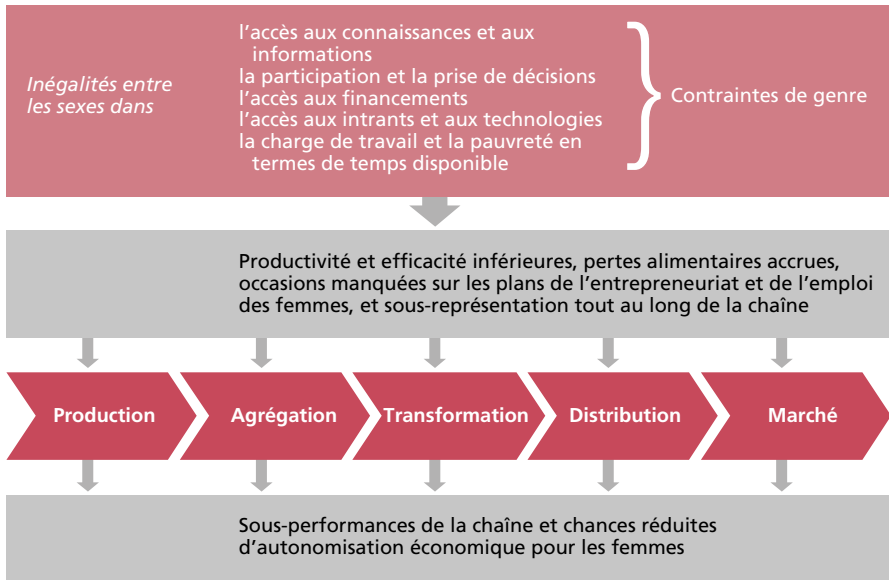
Cette seconde partie du guide pratique propose une vue d'ensemble des contraintes de genre les plus fréquentes que les praticiens sont susceptibles de rencontrer lors de l'analyse des chaînes de valeur agroalimentaires à travers un prospectif genre. Le guide pratique présente en premier lieu une description succincte de la problématique en présence, de ses causes sous-jacentes et de ses implications, puis examine quelques points d'entrée possibles pour remédier à la contrainte identifiée, en se fondant sur l'expérience de la FAO et d'autres partenaires. Les sections suivantes se concentreront plus particulièrement sur les contraintes de genre suivantes:

- » **Accès limité aux connaissances, aux informations et à la formation**
- » **Participation, leadership et prise de décisions inégaux**
- » **Accès limité aux services financiers**
- » **Accès limité aux intrants et aux technologies**
- » **Charge de travail et pauvreté en termes de temps disponible**

Ces contraintes de genre ne sont pas spécifiques à un maillon particulier de la chaîne de valeur; elles touchent les femmes dans différents rôles et capacités tout au long de la chaîne (figure 6). Par exemple, l'accès inégal aux connaissances, aux informations et à la formation nuit à la productivité des femmes en tant qu'agricultrices (maillon de production), à leur efficacité en tant qu'agents de transformation (maillon de transformation) et à leur compétitivité en tant que détaillantes (maillon de distribution). C'est pourquoi la seconde partie de ce guide pratique est organisée par contrainte de genre, et non selon les maillons particuliers de la chaîne de valeur. Néanmoins, des exemples et des études de cas qui illustrent l'incidence de la contrainte de genre sur différents acteurs et fonctions tout au long de la chaîne de valeur sont présentés à différents stades des sections suivantes.

FIGURE 6

**Les contraintes de genre et leur impact tout au long de la chaîne de valeur**



Afin d'aider les praticiens à intégrer des solutions sensibles au genre dans la formulation et la mise en œuvre des interventions sur les chaînes de valeur, le présent guide pratique propose des exemples concrets d'actions et d'approches qui se sont révélées efficaces au moment de surmonter les contraintes de genre mentionnées plus haut. Les actions suggérées dans chaque section sont loin d'être exhaustives. Les contraintes de genre présentent des facettes multiples et sont extrêmement spécifiques au contexte. Les stratégies visant à les aborder devront toujours être formulées sur la base d'une analyse du contexte local et dans le cadre d'une consultation avec les parties prenantes pertinentes. Il n'existe pas de «solution unique» pour le problème des inégalités entre les sexes.

Comme on l'a mentionné lors de la présentation des outils pour une analyse sensible au genre dans le chapitre 1, les contraintes de genre peuvent faire leur apparition et avoir un impact sur tous les niveaux décrits dans le Cadre CVSG, du niveau individuel et du ménage à l'environnement porteur. Pour lutter efficacement contre les inégalités entre les sexes, il sera peut-être nécessaire d'intervenir à tous les niveaux en employant des approches synergiques. La priorisation des actions et des stratégies dépendra du temps et des ressources disponibles pour leur mise en œuvre et des objectifs globaux de l'intervention. Le présent guide pratique se concentre sur les actions à mettre en œuvre au niveau micro (communautés et ménages) et au niveau intermédiaire (prestataires de services et institutions rurales) sans aborder expressément les interventions au niveau macro (cadres juridiques et de politiques).



ENCADRÉ 4

**Accès aux terres et aux actifs productifs**

Il est évident que l'accès inégal aux actifs productifs, comme les terres, l'eau et le bétail constitue une contrainte clé entravant la participation des femmes aux chaînes de valeur agroalimentaires et limite les avantages que peuvent tirer les femmes de leur participation à la chaîne de valeur. La propriété de terres par les femmes, par exemple, reste relativement faible dans de nombreuses régions du monde, car les régimes fonciers, tant coutumiers que privés, tendent à privilégier les avoirs fonciers des hommes (FAO, 2011a). Le contrôle exercé sur les terres est souvent une condition préalable pour pouvoir accéder aux intrants, participer aux organisations de producteurs et obtenir des contrats agricoles. Ainsi, le manque de propriété formelle peut avoir des implications considérables pour la participation des femmes aux chaînes de valeur agroalimentaires.

Le présent guide pratique ne traite pas de l'accès inégal aux terres et aux autres actifs productifs comme une catégorie séparée de contraintes de genre parce que, souvent, les projets et programmes de chaînes de valeur ne sont pas en mesure d'aborder des questions liées à des régimes fonciers insensibles au genre ou discriminatoires. Pour garantir des droits de propriété foncière égaux aux femmes il faut mener des interventions spécifiques au niveau des cadres juridiques et de politiques, faire pression en vue de réformes, sensibiliser les décideurs et renforcer leurs capacités, et préconiser la mise en œuvre d'instruments de politiques internationaux et nationaux qui promeuvent les droits des femmes à la terre, comme par exemple la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) ou les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts.

Les interventions sensibles au genre sur les chaînes de valeur peuvent améliorer le contrôle exercé par les femmes sur les terres et autres ressources productives du ménage en promouvant une vision de la « famille comme entreprise », en préconisant la délivrance de titres de propriété foncière conjoints entre époux, ou en favorisant une prise de décisions plus égale sur l'utilisation des terres et des autres actifs du ménage. Dans certains cas, les interventions peuvent prévoir la distribution d'actifs productifs spécifiques, comme le bétail. Cependant, cette mesure est plus fréquemment mise en œuvre par les gouvernements nationaux dans le cadre de stratégies et de programmes de développement rural et de réduction de la pauvreté et, moins fréquemment, par des interventions sur les chaînes de valeur. En général, la valeur ajoutée découlant du développement des chaînes de valeur agroalimentaires ne revient pas seulement aux petits agriculteurs ou producteurs, mais aussi aux entrepreneurs et aux salariés d'autres entreprises associées à différents maillons de la chaîne (y compris la prestation de services complémentaires). Pour les petits exploitants, en particulier les agriculteurs de subsistance et les pauvres ruraux sans terres, dont l'accès aux actifs agricoles est précaire, le passage de la production à un maillon différent de la chaîne de valeur peut représenter une voie efficace et durable permettant de sortir d'une situation de pauvreté.

# 1 » Accès limité aux informations, aux connaissances et à la formation



## QUELS SONT LES ENJEUX?

L'accès inégal aux informations, aux connaissances et au savoir-faire technique constitue une contrainte clé pour la productivité et l'efficacité des femmes. L'inégalité dans ce domaine explique en grande partie pourquoi les femmes ont tendance à rester concentrées dans les maillons les moins qualifiés et les moins rentables de nombreuses chaînes de valeur agroalimentaires. Le commerce, par exemple, requiert un accès systématique aux prix du marché et des connaissances sur les acheteurs, éléments que ne possèdent pas la plupart des femmes parce qu'elles ont été traditionnellement confinées à des activités au sein de la ferme. Les hommes, en revanche, prennent part à des activités commerciales, comme la vente en gros, la commercialisation et les transactions commerciales de produits agricoles. Les productrices font souvent l'objet d'une grave exploitation aux mains d'intermédiaires commerciaux et d'acheteurs, parce qu'elles vendent leurs produits au niveau de la ferme et sont peu exposées aux informations sur le marché.

Les raisons qui expliquent cet écart persistant entre les sexes sont multiples. On les trouve à tous les niveaux traités par le Cadre CVSG. Les barrières qui entravent l'accès des femmes aux informations opportunes, à la formation technique et aux occasions d'amélioration des compétences ont souvent leur origine dans les modalités qui accompagnent la prestation des services de soutien tout au long de la chaîne de valeur. Les femmes rurales continuent d'être largement exclues de la prestation de services de vulgarisation et de conseil rural, qui constituent une source clé d'informations sur les nouvelles technologies et pratiques agricoles. Comme leur contribution aux chaînes de valeur agroalimentaires n'est souvent pas reconnue, les femmes continuent d'être très mal desservies par les prestataires publics et privés qui n'ont pas les capacités requises pour les cibler efficacement (Petrics *et al.*, 2015; FAO, 2011a). De même, les femmes rurales sont rarement perçues comme des «entrepreneurs» (ou bien leur potentiel entrepreneurial est sous-estimé), et les services de développement des entreprises sont donc rarement à l'écoute de leurs besoins et intérêts spécifiques.

Ainsi, la plupart du temps, les femmes reçoivent des informations de seconde main provenant de réseaux informels, et non de prestataires experts. L'adoption par les femmes des pratiques, technologies et compétences commerciales améliorées reste inférieure à celle de leurs homologues hommes (Société financière internationale, 2016; FAO, 2011a). En milieu rural, il existe encore un clivage important entre les sexes pour ce qui est de la propriété et de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC). Ces technologies présentent un potentiel considérable au moment de soutenir l'inclusion sur les marchés et le développement des entreprises, par exemple, en diffusant des informations sur les prix ou en facilitant l'accès aux ressources financières (p. ex. paiements mobiles, opérations bancaires en ligne). Sans un accès adéquat aux informations opportunes, aux pratiques innovantes et au savoir-faire spécialisé, souvent les femmes rurales ne sont pas en mesure d'accroître leur production, d'élargir leurs activités commerciales et d'acquérir un accès durable aux marchés.

Côté demande (niveau individuel et du ménage), le niveau d'instruction inférieur des femmes constitue une importante barrière entravant la formation spécialisée et technique. En dépit des progrès rapides réalisés au cours des quelques dernières dizaines d'années, l'éducation reste un domaine dans lequel les différences entre les sexes sont considérables et répandues dans toutes les régions, en particulier dans les zones rurales et dans le domaine des recherches agricoles, des sciences

et des technologies. Les responsabilités au sein du ménage et en matière de soins imposent aussi des limites d'envergure au temps et à la mobilité des femmes. Ces responsabilités peuvent empêcher les femmes d'accéder et de participer à la formation et aux démonstrations, en particulier si ces opportunités d'apprentissage ne sont pas proposées à proximité de leur domicile. Les normes socioculturelles restrictives peuvent empêcher les femmes de se déplacer ou d'interagir librement avec les agents de sexe masculin, ce qui peut limiter leurs opportunités de recevoir des conseils de la part de membres du personnel professionnels. Par ailleurs, la participation limitée et les rôles de prise de décisions des femmes (traités dans la section antérieure) au sein des organisations de producteurs réduit aussi leurs chances d'interagir efficacement avec les services de soutien.

### QUELS SONT LES EFFORTS À FAIRE POUR AMÉLIORER L'ACCÈS DES FEMMES AUX INFORMATIONS, AUX CONNAISSANCES ET À LA FORMATION?

#### **+** Renforcer les capacités des services de conseil rural à opérer de manière sensible au genre

D'après une enquête menée par la FAO en 1988 et 1989 dans 97 pays, seulement cinq pour cent des femmes ont reçu des services de vulgarisation. Il n'y a pas de données mondiales plus récentes disponibles, mais les données recueillies dans certains pays suggèrent que la situation ne s'est pas considérablement améliorée. Par exemple, en Éthiopie, seulement 20 pour cent des services de vulgarisation parviennent aux femmes; en Inde, ce chiffre est de seulement 18 pour cent, et au Ghana d'à peine deux pour cent (Manfre *et al.*, 2013).

Les modalités opérationnelles des prestataires de services dans la chaîne de valeur élargie sont rarement à l'écoute des besoins spécifiques des femmes, ce qui contribue à perpétuer cet écart entre les sexes. Il est essentiel de renforcer leurs capacités à parvenir aux femmes rurales et à opérer de manière sensible au genre pour faciliter l'accès des femmes aux informations techniques, aux connaissances et aux pratiques dont elles ont besoin pour rendre leur travail plus efficace et rentable tout au long de la chaîne. La FAO définit les services de conseil rural (SCR) comme «toutes les activités différentes qui fournissent les informations et les services de conseil requis et exigés par les agriculteurs et les autres acteurs des systèmes agroalimentaires» (Petrics *et al.*, 2015). Cette définition est utile parce qu'elle reconnaît la multiplicité des acteurs qui participent à la prestation de services de conseil au niveau du pays, y compris les organisations publiques, privées, de la société civile et d'agriculteurs, avec lesquels les praticiens peuvent être amenés à dialoguer durant la mise en œuvre d'une intervention sur une chaîne de valeur. À cet égard, la cartographie de la chaîne de valeur, dont l'objectif est d'identifier, entre autres, les services de soutien tout au long de la chaîne, peut constituer une étape très utile dans l'identification des acteurs qui peuvent être des partenaires de mise en œuvre plus appropriés.

Quels sont les efforts qui peuvent être fournis pour soutenir les prestataires de SCR et améliorer leurs capacités au moment d'opérer de manière plus sensible au genre? Le tableau 5 résume les actions clés qui ont été identifiées par la FAO, sur la base d'un examen approfondi de la littérature à ce sujet et des bonnes pratiques documentées (Petrics *et al.*, 2015).

Accès limité aux informations, aux connaissances et à la formation



**TABLEAU 5**  
**Points d'entrée pour améliorer la sensibilité au genre des services de conseil rural**

<p>Veiller à ce que le prestataire de services reconnaisse expressément les femmes comme clientes</p>	<p>Étant donné que le travail des femmes dans le secteur de l'agriculture reste peu reconnu ou sous-estimé, les prestataires de SCR échouent souvent à les reconnaître comme clientes légitimes et à les cibler efficacement. Il est essentiel de sensibiliser les responsables et agents de SCR à la contribution des femmes et aux contraintes auxquelles elles sont confrontées dans les chaînes de valeur agroalimentaires pour promouvoir une évolution vers un système plus inclusif de prestation de services.</p> <p>En aidant le prestataire à mettre au point une politique ou stratégie de genre on peut contribuer à favoriser un environnement organisationnel plus positif et à établir des modalités opérationnelles plus efficaces et sensibles au genre.</p>
<p>Éliminer les critères de sélection ouvertement et implicitement discriminatoires</p>	<p>L'accès aux services est souvent assorti de conditions liées à des critères spécifiques que les femmes peuvent ne pas être à même de satisfaire, comme la propriété de terres, un revenu minimum et un certain niveau de productivité. Même s'ils ne sont pas entièrement discriminatoires, ces critères excluent de facto les femmes de la clientèle des SCR.</p> <p>Il est aussi crucial d'évaluer les critères de sélection d'un point de vue spécifique de genre et d'éliminer ceux qui présentent un biais de genre inhérent pour faciliter l'accès des femmes aux SCR et leur utilisation de ces services.</p>
<p>Renforcer les capacités individuelles du personnel pour qu'il puisse remédier aux contraintes de genre</p>	<p>Il est essentiel de renforcer les capacités du personnel de SCR à améliorer la qualité des services proposés aux femmes rurales. Il convient d'accorder une attention particulière au renforcement des capacités des membres du personnel qui opèrent au niveau décentralisé et interagissent directement avec les ménages, les communautés et les organisations rurales (p. ex. coopératives, groupes d'agriculteurs).</p> <p>Former les prestataires de SCR en outils et approches à utiliser dans le cadre d'une analyse sensible au genre de la chaîne de valeur (comme ceux présentés dans le chapitre 1 du présent guide pratique) peut les aider à mieux comprendre les contraintes (y compris les contraintes de genre) qui pèsent sur le maillon/l'acteur de la chaîne de valeur qu'ils desservent, et ainsi à mieux cibler les conseils prodigués à leurs clients (p. ex. en incluant la formation en compétences de gestion d'entreprise dans les programmes d'enseignement standard). Le renforcement de leurs compétences de facilitation et l'amélioration de leurs connaissances sur les approches participatives pour l'analyse et la prestation des services aide aussi à améliorer l'aptitude des agents de vulgarisation à interagir plus efficacement avec les clientes.</p>
<p>Accroître le nombre de membres du personnel de sexe féminin au sein de l'organisation</p>	<p>Selon la FAO, seulement 15 pour cent des agents de vulgarisation à l'échelle mondiale sont des femmes, principalement en raison des biais institutionnels qui perdurent et du faible nombre d'étudiantes entreprenant des études universitaires agricoles (FAO, 2011a). Le manque d'agents de vulgarisation de sexe féminin est une contrainte considérable qui entrave l'accès aux conseils professionnels dans les contextes sociaux où les femmes ne souhaitent pas ou n'ont pas le droit de rencontrer des hommes en dehors du noyau familial. Accroître le nombre de membres du personnel de sexe féminin et leur proposer des chances égales de développement professionnel peut constituer une mesure efficace pour faciliter l'accès des femmes rurales aux SCR tout en promouvant la parité hommes-femmes au sein de l'organisation/l'institution qui fournit les services.</p>

**+**  
**QUELS SONT LES EFFORTS À FAIRE POUR AMÉLIORER L'ACCÈS DES FEMMES AUX INFORMATIONS, AUX CONNAISSANCES ET À LA FORMATION?**  
 » Renforcer les capacités des services de conseil rural à opérer de manière sensible au genre



Accès limité aux informations, aux connaissances et à la formation



Adapter le contenu et les modalités de la prestation aux besoins et contraintes spécifiques des femmes

Pour améliorer la productivité et l'efficacité des femmes, il est crucial que les informations, les connaissances et les pratiques diffusées par les agents des SCR soient pertinentes pour les tâches et les activités qu'elles effectuent tout au long de la chaîne de valeur, qui sont souvent différentes de celles effectuées par leurs homologues de sexe masculin. La réalisation d'une évaluation participative des besoins faisant intervenir les femmes et les hommes constitue un excellent point de départ pour adapter la prestation des services aux besoins et aux capacités réels des deux groupes ciblés.

Les modalités de la prestation peuvent jouer un rôle crucial pour faciliter l'accès des femmes aux SCR et leur utilisation de ces services. Le faible niveau d'instruction des femmes, par exemple, entrave souvent leur aptitude à bien assimiler et à mémoriser les informations fournies au moyen d'approches de formation standardisées. Différentes solutions peuvent être explorées pour transmettre des informations de manières adaptées à différents niveaux d'instruction, par exemple en privilégiant les outils de communication vidéo et audio.

Pour remédier aux contraintes de temps et de mobilité auxquelles se heurtent fréquemment les femmes, les prestataires de services peuvent organiser des sessions de formation et des démonstrations directement sur les parcelles des femmes ou à proximité. Dans de nombreux cas, les approches communautaires ou entre pairs se sont révélées plus efficaces au moment de mobiliser les femmes rurales (pour un exemple de prestation de services communautaire, voir l'étude de cas 6).

Organiser la garde d'enfants ou d'autres services communautaires (p. ex. services de santé reproductive, infrastructures d'approvisionnement en eau) sur les sites est aussi efficace pour faciliter la participation des femmes à des cours et des formations tout en allégeant leur charge de travail. L'adoption d'approches et de méthodologies axées sur le ménage peut contribuer à veiller à ce que les hommes et les femmes soient ciblés simultanément tout en donnant l'occasion de mettre en question la dynamique inégale entre les femmes et les hommes au sein du ménage. Pour un complément d'informations sur les méthodologies axées sur le ménage, voir la section 2 sur la participation et le pouvoir de décisions inégaux.

Veiller à ce que les technologies et les intrants proposés correspondent aux rôles productifs des femmes

Une évaluation participative des besoins peut aussi aider le prestataire à comprendre quels sont les intrants, les pratiques et les technologies qui répondent le mieux aux rôles et aux besoins des femmes au niveau de la production. Il peut s'agir de technologies qui facilitent le travail et sont aussi adaptées aux femmes (p. ex. des outils agricoles plus légers ou plus petits) ou des solutions commerciales plus abordables (p. ex. sacs d'intrants plus petits) afin de remédier à l'accès limité des femmes aux financements ruraux. À cet égard, il serait important de sensibiliser les prestataires de services aux questions liées à la charge de travail et pauvreté en termes de temps disponible, de leur proposer des outils pratiques pour qu'ils puissent effectuer des évaluations rapides de l'utilisation du temps et de la main-d'œuvre, et de les informer sur les technologies et pratiques disponibles qui facilitent le travail et sont adaptées aux femmes.



ENCADRÉ 5

### Évaluer la sensibilité au genre des SCR

Une analyse approfondie des capacités des prestataires de SCR peut se révéler nécessaire pour prioriser les actions recensées dans le tableau 3 et identifier la stratégie la plus appropriée d'intervention auprès du prestataire de services. Un outil utile pour ce type d'analyse est l'Outil d'évaluation des services de conseil rural relatif à l'égalité hommes-femmes, récemment mis au point par la FAO après avoir été piloté dans plusieurs pays. Structuré autour de sept questions clés, cet outil aide les praticiens à évaluer les capacités individuelles des membres du personnel à fournir des services de manière sensible au genre, la culture organisationnelle et les modalités opérationnelles du prestataire de services, et le contexte global (cadre de politiques et juridique, normes socioculturelles) dans lequel il opère. Cet outil, applicable aux évaluations externes et aux auto-évaluations internes, contribue à identifier les lacunes en présence et les bonnes pratiques qu'il vaut la peine de consolider. Les informations recueillies grâce à l'évaluation donnent une excellente base pour élaborer des programmes sur mesure de développement des capacités et mettre en œuvre certaines des actions suggérées dans le tableau 5.

La Coffee Toolkit (trousse à outils sur le café), mise au point conjointement par le *Sustainable Coffee Programme*, *Hivos and Agri-ProFocus*, comporte un autre outil utile pour effectuer des évaluations participatives de la prestation de services du point de vue des utilisateurs. L'exemple présenté dans cette trousse à outils porte spécifiquement sur les producteurs de café, mais peut être facilement adapté pour différentes chaînes de valeur.

Source: FAO, 2017c; Senders et al., 2014



ÉTUDE DE CAS 5

### Renforcer les capacités des prestataires de services publics en Azerbaïdjan et en Turquie

Entre 2014 et 2015, en Azerbaïdjan et en Turquie, la FAO a soutenu une formation complète de formateurs destinée à des agents de vulgarisation publics et des fonctionnaires des ministères concernés. Cette formation, qui était fondée sur les conclusions d'une évaluation approfondie menée dans six provinces, avait pour objectif de renforcer les capacités des membres du personnel au moment de concevoir et de fournir des services SCR de manière plus sensible au genre. Des approches participatives et des exercices pratiques ont été utilisés pour dispenser aux participants une formation sur des concepts clés de genre et pour les sensibiliser aux contraintes précises pesant sur les femmes dans le secteur agricole. Durant la formation, les participants ont également eu l'occasion d'apprendre et de pratiquer de nouvelles méthodes et approches de formation. Certains participants ont été en mesure d'appliquer immédiatement ces méthodologies en prenant part à des activités de formation promouvant l'entrepreneuriat ciblant spécifiquement les femmes rurales. En travaillant avec ces bénéficiaires durant les activités de formation, les membres du personnel chargés de la vulgarisation ont pris conscience de l'importance de la réalisation d'évaluations des besoins qui font participer les femmes et les hommes, car les besoins et intérêts peuvent être différents entre ces deux groupes de la population et peuvent nécessiter des modalités de formation différentes.

Source: FAO, 2016c

Accès limité aux informations, aux connaissances et à la formation



ÉTUDE DE CAS 6

### Prestation de services au sein de la communauté: l'approche de la FAO champs-écoles des producteurs

Les champs-écoles des producteurs (CEP) représentent une approche participative efficace pour renforcer l'aptitude de la communauté à améliorer la production agricole et les moyens d'existence. Lancée par la FAO en Asie, il y a plus de 25 ans, comme alternative aux approches généralement directives employées dans le cadre de la prestation de services de vulgarisation, l'approche CEP s'est maintenant élargie à plus de 90 pays répartis dans toutes les régions. Les CEP constituent une innovation par rapport à la prestation de SCR traditionnelle car ils représentent un forum pour l'échange d'expériences dans des contextes familiaux, pour l'apprentissage par la pratique et pour l'expérimentation avec de nouvelles pratiques sous les conseils de facilitateurs qualifiés. D'après les données factuelles recueillies, ce type de modalité entre pairs et au sein de la communauté pour la prestation de services contribue considérablement non seulement à renforcer les compétences et les capacités techniques des agriculteurs, mais aussi à transformer la dynamique communautaire et intra-ménage, y compris la dynamique qui a une incidence sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Un bilan récent des expériences en Jordanie et en Tunisie a présenté la manière dont la participation aux CEP (tant en groupes mixtes qu'en groupes exclusivement féminins) a aidé les femmes à gagner en assurance et à être davantage reconnues par la communauté. Cette approche a aussi donné aux agricultrices l'occasion de travailler en réseau, ce qui a entraîné dans certains cas la création d'organisations formelles ou informelles.

Source: Plateforme globale des champs-écoles des producteurs de la FAO.

Disponible sur <http://www.fao.org/farmer-field-schools/en/>

#### RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES PORTANT SUR LES SERVICES DE CONSEIL RURAL

- » **Chipeta, S.** 2013. *Gender equality in rural advisory services*. GFRAS Brief No. 2. Lindau, Suisse. Forum mondial pour le conseil rural (GFRAS).
- » **FAO.** 2017b. *Pluralistic Service Systems. Market-oriented services for reducing rural poverty. Conceptual framework*. Rome.
- » **FAO.** 2018. *Gender and food loss in sustainable food value chains – A guiding note*. Rome.
- » **Franzel, S.** 2015. *Rural Advisory Services: What works? A synthesis on innovative approaches for benefiting and empowering farmers*. Nairobi, Centre mondial de l'agroforesterie (ICRAF).
- » **Mbo 'o-Tchouawou, M. & Colverson, K.** 2014. *Increasing access to agricultural extension and advisory services: How effective are new approaches in reaching women farmers in rural areas?* Addis Ababa, ILRI.
- » **Sulaiman R. & Blum, M.** 2016. *Tailoring rural advisory services for family farms*. Rome, FAO et GFRAS.

Les liens vers ces ressources peuvent être trouvés dans la liste de références.

### + Améliorer la prestation de services sensibles au genre de développement des entreprises

Les services de développement des entreprises (SDE) sont définis comme la «large gamme de services non financiers proposés par des fournisseurs publics ou privés, locaux ou internationaux, à but non lucratif ou commerciaux aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) au sein des marchés intérieurs et orientés vers l'exportation» (Banque mondiale, s. d.). Ils jouent un rôle fondamental au moment de soutenir l'incubation et la croissance des MPME des pays en développement. Cependant, leurs capacités à cibler les entreprises dirigées par des femmes, en particulier en milieu rural, sont souvent inadéquates et sous-développées. Cela suppose des limites d'envergure pour l'expansion et la consolidation des entreprises dirigées par des femmes à n'importe quel maillon de la chaîne de valeur. En conséquence, les entreprises dirigées par des femmes restent souvent plus petites, moins concurrentielles et moins rentables que les entreprises appartenant à des hommes.

**Il est crucial de renforcer les capacités des prestataires de SDE pour qu'ils soient capables d'opérer de manière sensible au genre afin d'améliorer l'accès des femmes aux informations, aux compétences et aux connaissances dont elles ont besoin pour établir et gérer des entreprises agroalimentaires rentables.**

Dans les contextes où les SDE sont absents, l'intervention sur la chaîne de valeur pourrait aussi envisager de les établir, par exemple en élargissant les capacités des organisations et des réseaux actifs tout au long de la chaîne de valeur. Le tableau 6 résume des recommandations clés à considérer afin d'améliorer les capacités des prestataires de SDE à répondre aux besoins et intérêts des entrepreneuses. Cette liste se fonde sur les recommandations et les bonnes pratiques identifiées par l'Associazione italiana donne per lo sviluppo (AIDOS, Association italienne des femmes pour le développement) pour promouvoir les entreprises dirigées par des femmes dans les pays en développement (Lustrati, Cirillo et Sommacal, 2012).

+  
QUELS SONT LES EFFORTS À FAIRE POUR AMÉLIORER L'ACCÈS DES FEMMES AUX INFORMATIONS, AUX CONNAISSANCES ET À LA FORMATION?

» Améliorer la prestation de services sensibles au genre de développement des entreprises

Accès limité aux informations, aux connaissances et à la formation

TABLEAU 6

**Améliorer la sensibilité au genre des services de développement des entreprises: stratégies et points d'entrée appropriés**

<p>Renforcer les capacités des prestataires de services pour qu'ils puissent mieux cibler les petites entrepreneuses</p>	<p>Comme on l'a mentionné dans la section consacrée aux SCR, une évaluation approfondie des capacités peut se révéler utile pour identifier les domaines à améliorer du point de vue genre. Parmi les aspects pouvant être considérés dans le cadre de cette évaluation, on peut citer: l'existence d'une politique ou stratégie de genre spécifique qui oriente le travail de l'organisation/l'institution qui fournit des SDE; l'équilibre hommes-femmes parmi les membres du personnel; la présence d'un agent chargé des questions de genre ou d'une équipe spécifique qui travaille sur l'égalité entre les sexes; et la disponibilité d'un mécanisme de satisfaction des clients qui tient compte des points de vue et des opinions des femmes. Ce type d'audit de genre est tout particulièrement efficace lorsque le personnel de l'organisation qui fournit les services joue un rôle proactif dans le cadre d'un exercice d'auto-évaluation.</p> <p>Sur la base des besoins identifiés, une formation en genre sur mesure peut être conçue et dispensée pour améliorer les capacités organisationnelles et individuelles en matière de travail sur les questions de genre.</p>
<p>Adopter des stratégies innovantes pour que la prestation de services puisse remédier aux contraintes spécifiques qui pèsent sur les femmes</p>	<p>La mise au point et la prestation de SDE doivent toujours tenir compte du fait que les femmes d'âges différents peuvent avoir différents rôles et responsabilités à concilier avec leur travail (p. ex. soins dispensés aux enfants ou aux personnes âgées). Les contraintes liées au temps, à la mobilité et au degré d'alphabétisme peuvent soulever des défis supplémentaires. Pour répondre à ces besoins, des stratégies innovantes peuvent être adoptées en travaillant sur les programmes d'enseignement et sur les modalités de mise en œuvre. D'après les expériences du terrain, en particulier en milieu rural, souvent les entrepreneuses potentielles et existantes ne sont pas assez exposées aux marchés et suffisamment informées sur les débouchés commerciaux.</p> <p>Elles ont par ailleurs des compétences limitées ou inexistantes en matière de comptabilité, de gestion financière et de planification des activités. Les prestataires de SDE devraient donc mettre au point des programmes d'enseignement qui répondent à ces besoins de manière simple mais efficace. Des approches participatives et interactives ayant recours à des exemples de leur vie quotidienne peuvent se révéler tout particulièrement efficaces au moment de mobiliser les clientes présentant un faible niveau d'instruction formelle et une expérience limitée. Par exemple, AIDOS a introduit des sketches de théâtre interactifs dans ses programmes d'enseignement pour la formation en gestion d'entreprises afin de favoriser l'exposition à des situations réalistes dans ce domaine et de faciliter la mémorisation d'informations et de concepts précis. La technique de «comptabilité en couleur» a également été promue pour former les femmes dotées de faibles notions de calcul en comptabilité et en planification financière. Les enseignements tirés des interventions de terrain montrent que le mentorat entre pairs et le coaching pour les entrepreneurs à petite échelle et ruraux complètent efficacement la formation formelle et peuvent même la remplacer.</p> <p>La continuité du soutien et la disponibilité de services de conseils aux entreprises basés sur le terrain et permanents ou réguliers sont importants pour assurer un soutien opportun à tous les stades du cycle de vie d'une entreprise et pour éviter l'échec des activités de l'entreprise. L'établissement de pépinières d'entreprises ou de centres de services aux entreprises à proximité du lieu d'implantation de l'entreprise ou du domicile peut fournir un type de soutien souple, continu et extrêmement personnalisé. Cette approche est propice à une reddition de comptes mutuelle entre le prestataire et les bénéficiaires des services, et elle permet une sensibilisation plus approfondie aux niveaux de la communauté et du ménage (voir étude de cas 7 de l'expérience d'AIDOS avec des pépinières d'entreprises).</p>

<p>Améliorer les capacités à cibler les entrepreneuses et rechercher des entrepreneuses potentielles</p>	<p>Il est essentiel d'adopter des critères de ciblage appropriés pour veiller à ce que les femmes dotées de l'attitude, des compétences, des ressources et des idées d'activités appropriées soient soutenues. De fait, ce ne sont pas des aspirations entrepreneuriales qui poussent de nombreuses femmes à devenir des entrepreneuses indépendantes dans le cadre de micro et petites entreprises, mais plutôt le manque d'opportunités à leur disposition sur le marché du travail. Traiter avec des entrepreneuses à fort potentiel (tant débutantes que plus établies) peut donner lieu à des résultats plus rapides et créer des modèles à émuler au sein de la communauté. Une évaluation rigoureuse des ressources et compétences disponibles par rapport aux exigences du marché et aux débouchés commerciaux peut encourager les bénéficiaires à aller au-delà des entreprises typiques à faible productivité et n'utilisant guère de technologies dominées par les femmes pour se tourner plutôt vers des secteurs de l'économie plus productifs, innovants et rentables qui présentent un potentiel de croissance. L'un des principaux axes de l'approche d'AIDOS est l'introduction du développement et de la conception de produits dans le cadre du programme de formation afin de promouvoir des produits et services innovants, uniques et présentant une valeur ajoutée qui peuvent être concurrentiels sur le marché en dépit de la faible productivité typique des jeunes micro-entreprises dirigées par des femmes.</p>
<p>Veiller à ce que les programmes de formation ciblent l'auto-estime et l'assurance des femmes</p>	<p>Dans de nombreux contextes, les normes socioculturelles dominantes n'encouragent pas le leadership, une attitude positive vis-à-vis de la prise de risques et la prise de décisions autonome parmi les femmes. Le renforcement des capacités des prestataires de SDE à intégrer les compétences interpersonnelles et de vie dans la formation technique et en gestion peut considérablement favoriser l'entrepreneuriat féminin. Les SDE peuvent par ailleurs jouer un rôle important dans l'information et la sensibilisation du ménage et de la communauté dans son ensemble, et des hommes en particulier, pour qu'ils promeuvent l'acceptation des entreprises dirigées par des femmes et des entreprises familiales.</p>
<p>Faciliter des opportunités de travail en réseau parmi les entrepreneuses</p>	<p>Les réseaux jouent un rôle important au moment d'aider les entrepreneurs à se procurer des conseils, à établir des partenariats pour accéder aux marchés, à obtenir des financements et à adopter des stratégies de commercialisation et d'achat plus efficaces. Cependant, les réseaux utilisés par les entrepreneuses tendent à être beaucoup plus petits et informels que ceux utilisés par les hommes. Les SDE peuvent apporter une contribution considérable à la promotion de la participation des femmes aux réseaux existants et créer des réseaux exclusivement féminins, qui renforcent les liens horizontaux tout au long de la chaîne de valeur.</p>
<p>Encourager des synergies avec d'autres organisations afin de privilégier l'intégration des services et l'aiguillage</p>	<p>Les SDE désignent en général une variété de services de formation, de conseil et d'orientation qui sont pour la plupart non financiers. Ainsi, les prestataires de ce type de services ne proposent pas directement des prêts ou des services et produits financiers. Ils peuvent, cependant, faciliter l'accès des femmes à des formes appropriées de microfinancements et/ou de financements ruraux en fonction du type d'entreprise (voir la section 3 sur l'accès aux services financiers). Les prestataires de SDE peuvent aussi relier les femmes à des centres d'emploi externes, facilitant ainsi des possibilités d'emploi pour celles qui ne sont pas prêtes ou disposées à se lancer dans le travail indépendant.</p> <p>Les prestataires de SDE peuvent également promouvoir l'accès des femmes à d'autres services complémentaires, comme les soins de santé reproductive, les services de conseil juridique et les centres de garde d'enfants. Ce type d'aiguillage joue un rôle crucial dans le processus d'autonomisation des femmes, et leur permet d'acquiescer un contrôle accru sur leur vie reproductive, de trouver les ressources nécessaires pour organiser plus efficacement le temps qu'elles consacrent à la production ou de recevoir un soutien et des conseils adéquats pour faire face aux situations de harcèlement et de violence sexiste.</p>

Accès limité aux informations, aux connaissances et à la formation



ÉTUDE DE CAS 7

## Un centre de services aux entreprises au sein d'une coopérative: l'expérience de la Lessos Dairy Farmers' Cooperative au Kenya

Au Kenya, dans le contexte du programme «*Enabling women to benefit more equally from agrifood value chains*» (Aider les femmes à profiter de manière plus égale des chaînes de valeur agroalimentaires), la FAO a soutenu l'établissement d'un Centre de services aux entreprises au sein de la Lessos Dairy Farmers' Cooperative Society à Nandi, comté qui est le plus gros producteur laitier du pays. Cette unité nouvelle mais d'ores et déjà autosuffisante de la Coopérative des producteurs de lait de Lessos propose une grande variété de services de formation et de conseil pour la promotion de l'industrie laitière commerciale et les pépinières d'entreprises basées sur les services et favorisant une valeur ajoutée (p. ex. transformation et commercialisation du lait). Le portefeuille de services fournis en 2017 par le Centre comportait les éléments suivants:

- » formation en développement des entreprises, planification des activités et l'élevage comme activité commerciale;
- » découverte des activités commerciales à travers des expositions, des visites sur le terrain et des démonstrations;
- » aide pour l'enregistrement de l'activité et le paiement des impôts sur le revenu; et
- » aiguillage vers 16 prestataires de services externes pour améliorer l'accès des utilisateurs à la formation, aux technologies qui facilitent le travail, aux intrants de qualité et aux services sociaux (comme les services de santé reproductive et le conseil juridique).

Le Centre, coordonné par un producteur de lait local, opère de manière sensible au genre et en mettant en œuvre une approche orientée sur les ménages. Tant le contenu que les modalités relatives à la prestation sont conçus pour rendre les services facilement accessibles aux femmes et aux hommes et pour répondre aux contraintes fréquentes fondées sur le genre qui nuisent au potentiel entrepreneurial des femmes, comme une charge de travail excessive, et les contraintes de temps et de mobilité. Les services sont aussi fournis à un coût très abordable.

Les communautés locales ont répondu avec enthousiasme à la disponibilité de ce nouveau service. En 2017, le Centre a dispensé une formation à 654 paysans, dont 54 pour cent étaient des femmes, et a soutenu l'établissement de plusieurs jeunes entreprises dirigées par des femmes dans le domaine de l'élevage, de l'ajout de valeur, de l'élevage commercial, de la production de fourrage et de l'entretien des véhicules. Le Centre a réussi à améliorer l'accès des femmes aux ressources productives, aux connaissances et aux réseaux, et à améliorer leurs compétences techniques en matière de production laitière et de pratiques commerciales.

*Source: Rapport interne du programme de la FAO 'Enabling women to benefit more equally from value chain development'*





ÉTUDE DE CAS 8

### Autres approches possibles du développement des entreprises: les pépinières d'entreprises virtuelles d'AIDOS

Au fil des ans, AIDOS a mis au point une méthodologie d'incubation des entreprises conçue spécifiquement pour cibler les entreprises potentielles ou existantes dirigées par des femmes. Ces pépinières d'entreprises, mises en œuvre jusqu'ici en Jordanie, au Népal, en Palestine, en Syrie et en République unie de Tanzanie, se concentrent sur la prestation de services de développement des compétences de gestion d'entreprises grâce à la formation et au conseil, plutôt que sur la fourniture de bureaux et de locaux de travail comme dans le cadre des approches traditionnelles. Cette formule de «pépinières virtuelles d'entreprises» (PVE) ou de «pépinières sans frontières» non seulement réduit les coûts des infrastructures, mais garantit en outre un degré de souplesse dans la prestation des services: les femmes peuvent recevoir un coaching et un mentorat dans les locaux de la PVE ou en un lieu qu'elles choisissent. Les PVE ont été organisées pour proposer un large portefeuille de services, dont la gestion d'entreprises, le conseil aux entreprises, le développement et la conception de produits, le mentorat et le coaching, l'orientation vers les marchés et le financement. Un autre aspect innovant des PVE est l'intégration de la santé reproductive et du planning familial dans l'ensemble de services proposés aux clientes afin d'accroître le contrôle qu'elles exercent sur leur vie reproductive. Dans tous les pays où l'approche a été mise à l'épreuve, les PVE se sont révélées efficaces au moment de soutenir la création et le renforcement des activités d'entreprises dirigées par des femmes dans plusieurs secteurs, dont la transformation des aliments, le travail d'artisanat et les entreprises axées sur les services. Le choix du secteur s'est toujours fondé sur la demande sur le marché local et les activités privilégiées par les femmes participantes. Le travail des pépinières a réussi à améliorer les performances des entreprises et la qualité de vie des clientes. Les femmes ont signalé non seulement une augmentation des bénéfices, mais aussi une assurance accrue et une plus grande reconnaissance au sein du ménage et de la communauté.

Source: Lustrati, Cirillo et Sommacal, 2012

#### RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES PORTANT SUR LES SERVICES SENSIBLES AU GENRE DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

- » Banque asiatique de développement (BAsD). 2014a. *Gender tool kit: micro, small, and medium-sized enterprise finance and development*. Mandaluyong City, Philippines, ADB.
- » Banque mondiale. (sans date). *Female entrepreneurship resource point – Module 2: How to make change*. [en ligne].
- » Lustrati, A., Cirillo, P. & Sommacal, V. 2012. *Promoting women-led small-scale enterprises. Practices and lessons from business incubators and support centres in developing countries*. Rome, AIDOS.
- » OIT. 2008. *Programme de développement de l'entrepreneuriat féminin*. [en ligne].

Les liens vers ces ressources peuvent être trouvés dans la liste de références.

## **⊕ Améliorer l'accès des femmes aux technologies de l'information et de la communication**

Malgré les progrès rapides réalisés au cours de quelques dernières dizaines d'années, il continue d'exister un fossé entre les sexes pour ce qui est de l'accès aux TIC et de leur utilisation, en particulier dans les zones rurales de pays à revenu faible et intermédiaire. Cela est problématique parce que même de simples téléphones portables peuvent constituer de puissants instruments au moment d'améliorer l'accès des femmes aux informations opportunes et de faciliter leur interaction avec les autres acteurs de la chaîne de valeur, y compris les prestataires de services et les fournisseurs. Si les technologies traditionnelles, comme les radios rurales, continuent d'être importantes pour de nombreuses personnes, en particulier dans les zones rurales isolées et pauvres, les nouvelles TIC (p. ex. Internet, smartphones) deviennent de plus en plus importantes dans les opérations des chaînes de valeur et dans la gestion et le développement des entreprises. Les TIC présentent un considérable potentiel au moment de faciliter le travail. Par exemple, elles peuvent contribuer à réduire la quantité de temps et d'argent requis pour se déplacer et transporter les produits jusqu'aux entrepôts et aux clients, à accéder aux informations de marché actualisées (p. ex. à travers des alertes de prix) et à maintenir des interactions stables avec un réseau élargi de clients, de partenaires et de fournisseurs. Les TIC confèrent par ailleurs aux prestataires de SCR et de SDE des voies innovantes pour la prestation de leurs services, qui peuvent les aider à remédier aux contraintes de temps et de mobilité des femmes, et à leur parvenir plus efficacement.

Parmi les interventions possibles pour promouvoir l'accès des femmes aux TIC dans le contexte d'une intervention sensible au genre de développement de la chaîne de valeur on peut citer:

- » fournir ou créer des espaces dans lesquels les femmes qui ne possèdent pas d'appareils électroniques peuvent efficacement utiliser les TIC (p. ex. points d'accès publics adaptés aux femmes et culturellement sensibles, et locaux utilisés par les prestataires de SDE, comme les pépinières d'entreprises);
- » investir dans des programmes qui renforcent les compétences des filles et des femmes en matière d'utilisation d'ordinateurs et de téléphones portables pour accéder à Internet afin d'améliorer leur accès et leur utilisation autonome des TIC;
- » promouvoir la participation des femmes aux groupes et aux associations, ou soutenir la création de groupes qui peuvent investir dans les TIC grâce aux contributions des membres;
- » promouvoir l'intégration de la formation en TIC dans les prestations de SCR et de SDE et sensibiliser les organisations et les institutions aux effets multiplicateurs potentiels que ces technologies peuvent avoir sur l'alphabétisme, la productivité et les performances commerciales des femmes;
- » travailler en partenariat avec des opérateurs mobiles pour concevoir des produits faciles à utiliser, avec des interfaces adaptées aux personnes ayant un faible niveau d'alphabétisme et ne connaissant pas bien les technologies en général (voir l'étude de cas 9);
- » promouvoir des stratégies de commercialisation et mener des campagnes de sensibilisation pour anéantir les stéréotypes de genre discriminatoires et réduire les barrières psychologiques entravant l'usage des TIC parmi les femmes en milieu rural (y compris sensibiliser les hommes aux avantages de l'utilisation accrue des TIC par les femmes);
- » travailler en partenariat avec des institutions de microfinance (IMF) pour mettre au point des plans de financement qui peuvent faciliter l'adoption de TIC pour les MPME dirigées par des femmes.

Accès limité aux informations, aux connaissances et à la formation



ÉTUDE DE CAS 9

**Gestión de ventas a través de aplicaciones: el caso de los 'rudibens' de SEWA**

Au début des années 2000, la Self-Employed Women's Association (SEWA) a lancé la Rural Urban Distribution Initiative (RUDI) dans l'État indien du Gujarat. Le succès de cette initiative a eu tôt fait d'entraîner l'établissement d'une société de commerce multiple et avec une seule marque quelques années plus tard. Cette initiative contribue à la stratégie globale de la SEWA de soutien à l'«économie villageoise» en permettant aux paysans de vendre leurs produits à un prix plus équitable tout en facilitant l'accès des consommateurs ruraux à des aliments nutritifs de bonne qualité. Il est intéressant de noter que les filières de transformation et de distribution de la RUDI dépendent presque exclusivement des femmes. Les ventes sont entièrement gérées par les «rudibens», un réseau de plus de 4 000 femmes membres de la SEWA qui ont été formées et équipées pour commercialiser les produits de la RUDI au niveau des villages. La rapide croissance des opérations a compliqué la gestion des commandes au départ. Les «rudibens» ont dû consacrer beaucoup de temps et d'argent aux déplacements vers les centres de transformation au niveau des districts afin de passer et de collecter leurs commandes. Leurs déplacements étaient souvent une perte de temps parce que les produits commandés n'étaient pas tous disponibles à l'arrivée des opérateurs commerciaux à l'entrepôt. Suite à un partenariat initial avec la Vodafone Foundation, la Cherie Blair Foundation for Women et Ekgaon Technologies, la SEWA a réussi à mettre au point un outil basé sur la téléphonie mobile de système d'information de gestion spécifiquement conçu pour permettre aux «rudibens» de gérer leurs commandes et leurs ventes et de recevoir des mises à jour sur les nouveaux produits ou les fluctuations des prix. Cet outil, conçu pour être facile à utiliser par des personnes ayant un faible niveau d'alphabétisme, a permis la numérisation du système aux fins des inventaires et du suivi des commandes, ce qui a considérablement réduit les aspects inefficaces des opérations quotidiennes.

Source: Nayak, 2015

+

QUELS SONT LES EFFORTS À FAIRE POUR AMÉLIORER L'ACCÈS DES FEMMES AUX INFORMATIONS, AUX CONNAISSANCES ET À LA FORMATION?

» Améliorer l'accès des femmes aux technologies de l'information et de la communication

RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES PORTANT SUR LE GENRE ET LES TIC

- » **BAsD.** 2014. *Gender tool kit: micro, small, and medium-sized enterprise finance and development.* Mandaluyong City, Philippines, BAsD.
- » **GSMA Development Fund & Cherie Blair Foundation for Women.** 2010. *Women & Mobile: A Global Opportunity. A study on the mobile phone gender gap in low and middle-income countries.*
- » **Martinez, I. & Nguyen, T.** 2014. *Using information and communication technology to support women's entrepreneurship in Central and West Asia.* ADB Briefs No 23. Mandaluyong City, Philippines, BAsD.
- » **Treinen, S. & Van der Elstraeten, A.** 2018. *Gender and ICTs: Mainstreaming gender in the use of information and communication technologies (ICTs) for agriculture and rural development.* Rome, FAO.

Les liens vers ces ressources peuvent être trouvés dans la liste de références.

## 2 » Participation et pouvoir de décisions inégaux



## QUELS SONT LES ENJEUX?

L'inégalité en matière de participation et de pouvoir de décisions au niveau du ménage, de la communauté et de l'organisation est une contrainte répandue et intersectorielle qui entraîne une perte de productivité et une inefficacité tout au long de la chaîne de valeur. Les contraintes auxquelles sont confrontées les femmes au niveau individuel et du ménage ont une incidence sur leur aptitude à influencer les décisions prises au sein de l'exploitation agricole sur la production. Ces contraintes constituent aussi des facteurs considérables au moment de déterminer la charge de travail des femmes et la manière dont elles utilisent leur temps, ainsi que leur mobilité, leur participation aux activités en groupe et leur accès aux services et intrants nécessaires. De même, le faible degré de participation des femmes aux organisations et institutions rurales limite leur aptitude à accéder aux services et aux marchés essentiels, et réduit leurs occasions de renforcer les liens avec d'autres acteurs de la chaîne de valeur et d'exercer une influence sur les questions ayant trait à la gouvernance de la chaîne.

Les femmes sont des actrices importantes dans le secteur agroalimentaire. On a constaté que leur participation active à la prise de décisions au sein du ménage et des organisations et institutions rurales contribue à une efficacité organisationnelle améliorée, ainsi qu'à des connaissances et avantages accrus pour tous. Néanmoins, les décisions relatives aux activités commerciales prises au niveau du ménage et l'adhésion aux organisations rurales et la gestion de ces dernières continuent d'incomber très largement aux hommes, même pour des chaînes de valeur agricoles dans lesquelles les femmes assument la responsabilité première de la production, de la transformation et/ou de l'ajout de valeur (FAO, 2016a; Oxfam, 2013; Penunia, 2011). Ce déséquilibre représente une perte pour le secteur et pour chaque femme car, sans le pouvoir de négociation requis pour participer pleinement aux organisations rurales et maintenir le contrôle sur les ressources, elles ont peu de chances de bénéficier des interventions cherchant à assurer l'autonomisation économique et sociale des femmes. De fait, les données factuelles recueillies ont montré que les projets d'autonomisation des femmes qui ne tiennent pas compte de la dynamique intra-ménage finissent souvent par être dominés par les hommes et donnent lieu à une participation minimale de la part des femmes. Pour éviter de créer des iniquités supplémentaires et promouvoir une participation plus efficace de *tous* les acteurs de la chaîne de valeur, il faut aborder le pouvoir de négociation des femmes à tous les niveaux.

Il y a de nombreuses causes et dynamiques qui étayent le manque de participation et de prise de décisions de la part des femmes, et elles sont souvent cumulatives. Les barrières socioculturelles, comme l'association des hommes à la sphère publique, ou la perception selon laquelle les hommes font de meilleurs leaders, dissuadent les femmes de participer et de prendre des décisions de manière active. Ces barrières créent par ailleurs des contraintes structurelles pour les femmes qui souhaitent participer aux processus de prise de décisions et jouer un rôle de leadership. Dans les zones les plus conservatrices, il n'est souvent pas accepté, socialement et culturellement, d'inclure les femmes dans les organisations agricoles mixtes (Riisgaard, Escobar et Ponte, 2010). Les femmes se heurtent fréquemment à des restrictions strictes en ce qui concerne le comportement et la mobilité. Et même lorsque ce n'est pas le cas, les normes de genre limitent considérablement l'influence potentielle et la voix des femmes. Les organisations rurales qui s'adressent à leurs membres de sexe masculin comme à des individus et non comme aux représentants

Participation  
et pouvoir  
de décisions  
inégaux

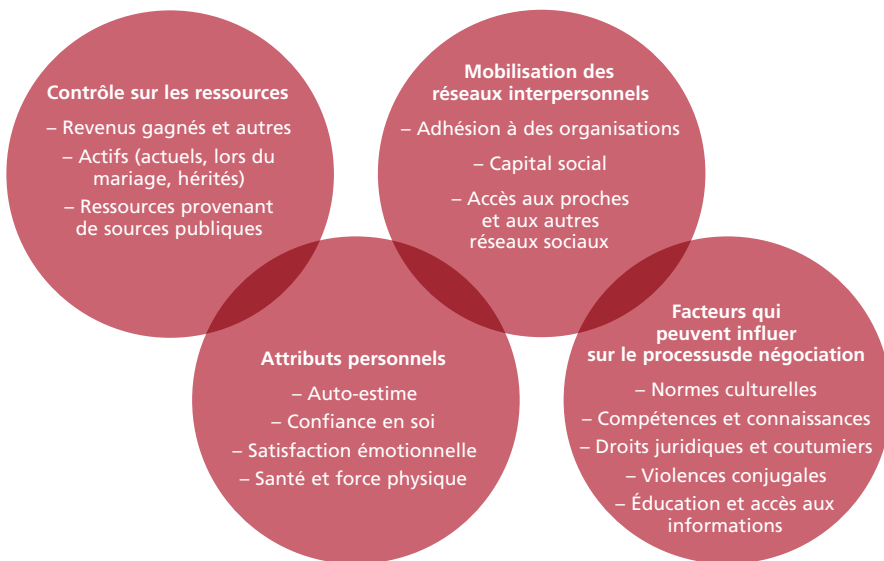
de ménages renforcent l'idée selon laquelle seuls les hommes ont le droit de prendre des décisions sur la production et l'économie familiale. Le niveau d'instruction plus faible des femmes et leur accès limité à la formation technique, qui contribuent au manque d'auto-estime et inhibent l'acquisition d'expérience de leadership, sont aussi des obstacles considérables qui entravent leur participation active aux niveau du ménage et des organisations de producteurs.

Au niveau des organisations de producteurs, les lois et arrêtés discriminatoires peuvent empêcher les femmes de devenir membres. Même lorsque ce n'est pas le cas, les organisations de producteurs n'admettent souvent qu'un membre par ménage, pratique qui tend à privilégier la participation des hommes (FAO, 2016a; Gotschi, Njuki et Delve, 2009). De plus, les activités des organisations de producteurs se concentrent généralement sur les intérêts et les priorités des hommes, ce qui peut amoindrir la motivation des femmes à y adhérer ou à s'y intéresser activement comme membres. Ces contraintes tendent à s'auto-renforcer, car les femmes qui ne sont pas membres ont peu de chances d'être au courant de ce qui a lieu durant les réunions des organisations de producteurs, même si leur mari en est membre, et sont donc encore moins susceptibles d'en profiter ou de se sentir motivées à y adhérer (FAO, 2016a).

Au niveau du ménage, la prise de décisions est généralement déterminée par l'interaction entre plusieurs éléments du pouvoir de négociation (figure 7). Contrairement aux suppositions de la théorie classique du développement, **les ménages n'agissent pas comme des unités simples, et les avantages découlant de la production ne sont pas forcément assignés de la manière la plus efficace**. Au lieu de cela, les membres du ménage sont en concurrence tout en coopérant. Les femmes et les hommes appartenant au même ménage observent souvent une division du travail

FIGURE 7

Éléments du pouvoir de négociation



Source: Basé sur Quisumbing, 2003

clairement définie et peuvent se consacrer à des moyens d'existence distingués. En conséquence, ils sont susceptibles d'avoir des préférences et des priorités différentes. Naturellement, les décisions impliquant des gains supérieurs tendent à créer une concurrence et sont tout particulièrement susceptibles de semer la discorde parmi les membres du ménage. Dans ces cas, et lorsque les préférences diffèrent en général, le pouvoir de négociation détermine en fin de compte le résultat (Quisumbing, 2003). En général, ce sont les hommes, qui possèdent souvent l'avantage, qui l'emportent. Une dynamique de pouvoir similaire tend à opérer dans la prise de décisions au niveau de la communauté.

## QUELS SONT LES EFFORTS À FAIRE POUR AMÉLIORER LA PARTICIPATION ET LE POUVOIR DE DÉCISIONS PAR LES FEMMES?

### + Promouvoir des processus participatifs et de prise de décisions équitables au niveau du ménage

Comme le souligne le Cadre CVSG, la promotion de l'autonomisation économique des femmes suppose non seulement d'améliorer leur accès aux ressources et aux actifs, mais aussi d'améliorer **leur capacité d'agir et leur pouvoir** (FAO, 2016a). À cet égard, le ménage est un niveau clé à prendre en compte. Comme on le mentionne dans le chapitre 1, les femmes continuent d'être privées d'autonomie au sein de leur propre ménage en raison d'une dynamique et de relations inégales entre les sexes qui sont fondées sur des rôles de genre stéréotypés et qui les renforcent. Les femmes et les filles ont souvent du mal à se faire entendre au moment de déterminer les priorités et la structure des dépenses au sein de leurs ménages respectifs, à tel point qu'elles ne sont parfois même pas en mesure de satisfaire leurs propres besoins de santé ou de nutrition.

Il a été démontré que la promotion d'une prise de décisions juste et équitable au niveau du ménage donne lieu non seulement à une amélioration de l'égalité entre les sexes, mais aussi à la participation accrue des femmes aux chaînes de valeur et à des avantages globaux pour la sécurité économique et alimentaire des ménages. Les méthodologies de prise de décisions participatives permettent aux ménages et aux communautés de remédier à la prise de décisions inefficace ou conflictuelle qui découle de déséquilibres de pouvoir de négociation et, en fin de compte, de transformer les normes et relations de genre inégales.

Il y a une série d'outils, de méthodologies et d'approches qui peuvent être adoptés comme partie intégrante des stratégies suivies lors des interventions de développement des chaînes de valeur, qui modifient l'axe des interventions pour qu'elles accordent une attention aux personnes plutôt qu'aux choses, comme les actifs et les infrastructures, et leur permettent de considérer qui elles veulent être et ce qu'elles souhaitent faire.

» **Méthodologies axées sur le ménage:** Conformément aux recommandations du Cadre CVSG, ces méthodologies, promues par le Fonds international de développement agricole (FIDA), opèrent dans le cadre de la «boîte noire» du ménage. Les méthodologies axées sur le ménage sont des stratégies visant à autonomiser les ménages pour qu'ils puissent créer une vision commune, évaluer leur situation actuelle et participer conjointement à la planification des moyens d'existence. L'axe de toutes ces méthodologies consiste à rassembler les différentes stratégies et priorités des membres du ménage et à soutenir leur conversion en une stratégie cohérente qui leur permettra d'œuvrer en vue d'objectifs concrets et

+

QUELS SONT LES EFFORTS À FAIRE POUR AMÉLIORER LA PARTICIPATION ET LE POUVOIR DE DÉCISIONS PAR LES FEMMES?

» Promouvoir des processus participatifs et de prise de décisions équitables au niveau du ménage

Participation  
et pouvoir  
de décisions  
inégaux

assortis de délais précis. Un aspect important est que ces stratégies ne mettent pas l'accent sur l'autonomisation des femmes, éventuellement aux dépens des hommes, mais plutôt sur les efforts en vue d'aider les membres du ménage à réaliser que travailler ensemble entraîne des avantages pour tous. Les points d'entrée pour le travail au niveau des ménages peuvent être des activités de groupe ou le mentorat individuel de ménages. Les praticiens peuvent sélectionner l'approche la plus appropriée fondée sur le type, le coût et la durée de leur intervention. Le FIDA a mis au point une trousse à outils qui comporte une sélection de méthodologies, un guide étape par étape et une collection d'études de cas.

- » **Effective/democratic decision-making between household and producer organization (Agri-ProFocus, 2014)** (Prise de décisions efficace/démocratique entre les ménages et les organisations de producteurs). Cet outil participatif se concentre sur la compréhension de l'interaction entre l'organisation de producteurs et l'économie du ménage, et sur la nécessité de démocratiser la prise de décisions au sein du ménage. Il aide les participants à réfléchir au fait qu'il est important que les membres prennent des décisions économiques éclairées dans le cadre d'un consensus avec les autres membres du ménage, au lieu de prendre des décisions seuls. Grâce à une série d'activités de jeux de rôle faisant intervenir les membres du ménage de sexe féminin et masculin, les participants en viennent à comprendre la valeur que revêtent la bonne communication et le partage des informations, et l'incorporation des divers points de vue des membres du ménage dans les processus de prise de décisions au niveau de l'organisation de producteurs. Cet outil peut constituer une activité complémentaire utile dans la mise en œuvre des méthodologies axées sur le ménage.



ÉTUDE DE CAS 10

**La prise de décisions participative au sein des ménages cultivant le café améliore la productivité et la durabilité**

Une étude effectuée par Hanns R. Neumann Stiftung, *Gender programme targeting smallholder coffee farming households in Uganda* (Programme de genre ciblant les ménages cultivant le café à petite échelle en Ouganda), a constaté que «considérée dans son ensemble, la prise de décisions participative semble contribuer à des systèmes agricoles qui sont mieux à même de satisfaire durablement les besoins en argent et en aliments des ménages, et donc d'améliorer le bien-être et la sécurité alimentaire». Plus précisément, l'étude a constaté que les couples qui adoptent la prise de décisions participative sont plus susceptibles d'investir dans l'exploitation commune du ménage et d'adopter des mesures d'intensification durables pour la production de café, et signalent une amélioration de la sécurité alimentaire. Qui plus est, les maris au sein de certains ménages ont commencé à participer aux tâches domestiques, allégeant du même coup la charge des responsabilités pesant sur les femmes.

Source: Lecoutere et Jassogne, 2016





ENCADRÉ 6

**Aide-mémoire pour l'identification des contraintes et des solutions concernant l'accès des femmes aux organisations de producteurs et leur position en leur sein**

- » Quels sont les critères d'adhésion à l'association?
- » Quels sont les avantages pour les membres?
- » Combien de membres sont des hommes? Combien de membres sont des femmes?
- » Combien coûte l'adhésion (inscription et maintien)?
- » Quels sont le calendrier, la fréquence et le lieu des réunions?
- » Pensez-vous qu'être un homme ou une femme peut aider quelqu'un à devenir leader d'une association?
- » Combien d'agents de l'association y a-t-il et quel est leur sexe?
- » Quelles sont les qualifications requises pour devenir leader d'une association?
- » Quelles sont les ressources (financières, temps, autres) requises pour être leader d'une association?
- » Quels sont le rôle et la position des femmes au sein de l'organisation mixte?
- » Quelles sont les capacités des groupes/des femmes leaders au moment d'influencer la prise de décisions sur le développement des services du secteur et de la chaîne de valeur?
- » Examiner les barrières potentielles qui empêchent les femmes de se joindre aux associations et de continuer à en être membres.
- » Examiner les barrières potentielles qui entravent les positions de leadership des femmes au sein des associations.

Source: Basado sur Agri-ProFocus, 2012



**Promouvoir la participation des femmes aux organisations et institutions rurales**

Pour améliorer l'aptitude des femmes à participer activement aux organisations rurales, des stratégies d'intervention doivent être mises au point pour remédier aux contraintes de genre les plus pertinentes auxquelles sont confrontées les femmes. Les ressources ci-dessous sont quelques-unes des stratégies recommandées que les praticiens voudront peut-être considérer lors de la planification des interventions:

- » **Increasing women's access to producer organizations through analysis of GBCs (Agri-ProFocus, 2014)** (Améliorer l'accès des femmes aux organisations de producteurs à travers l'analyse des contraintes de genre): Cet outil englobe un aide-mémoire pour l'évaluation (voir l'encadré 6) et une sélection de stratégies potentielles afin de remédier à certaines des contraintes les plus fréquentes identifiées par les praticiens (voir le tableau 7). Ces deux éléments sont utilisés ensemble pour encourager les praticiens à relier l'analyse et la conception, et pour motiver les praticiens à formuler leurs propres stratégies en réponse aux contraintes de genre spécifiques à chaque contexte.



**QUELS SONT LES EFFORTS À FAIRE POUR AMÉLIORER LA PARTICIPATION ET LE POUVOIR DE DÉCISIONS PAR LES FEMMES?**

- » Promouvoir la participation des femmes aux organisations et institutions rurales

Participation et pouvoir de décisions inégaux

**TABLEAU 7**

**Contraintes de genre et contre-stratégies pour les organisations de producteurs**

Causes/facteurs contributifs	Stratégie
<b>1. Les femmes se heurtent souvent à des contraintes au moment d'accéder aux services des associations de producteurs</b>	
La politique des associations qui n'admet qu'un membre par ménage, et dans le cadre de laquelle les hommes, en tant que chefs de famille, représentent les intérêts de la famille tout entière	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourager l'adhésion des «épouses» et d'autres membres de la famille.</li> <li>Encourager des changements au niveau des règles de l'association pour promouvoir la présence des membres de la famille aux réunions et aux événements de formation et améliorer leur accès aux avantages.</li> <li>Souligner les arguments commerciaux en faveur de l'intégration des femmes comme membres à part entière de l'organisation de producteurs.</li> </ul>
Critères d'adhésion exclusifs fondés sur la propriété foncière	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire en sorte que l'adhésion à l'association soit fondée sur des critères associés non seulement à l'accès aux facteurs de production (p. ex. titre juridique sur les terres ou propriété certifiée de bétail), mais aussi à d'autres facteurs, comme la production (p. ex. litres de lait, paniers de tomates).</li> <li>Créer des associations exclusivement féminines le cas échéant afin d'encourager l'entrée d'un plus grand nombre de femmes dans les nouvelles arènes économiques.</li> <li>Mener un travail de sensibilisation aux droits de propriété foncière et préconiser la distribution équitable des terres.</li> <li>Soutenir une meilleure application du cadre législatif existant relatif à la politique foncière.</li> </ul>
La supposition selon laquelle seuls les hommes sont des producteurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rendre la contribution des femmes visible au sein des entreprises familiales, des organisations de producteurs et des chaînes de valeur.</li> <li>Sensibiliser les gens au fait que la production est une activité familiale et que les organisations de producteurs devraient se concentrer sur les membres de la famille avec leurs propres points de vue et besoins.</li> </ul>
<b>2. Même lorsque les femmes ont le droit d'être membres, elles se heurtent souvent à des contraintes sur le plan de la participation</b>	
Les services ne sont proposés qu'aux membres	<ul style="list-style-type: none"> <li>Concevoir des plans alternatifs de prestation des services pour ceux qui ne sont pas membres d'associations de producteurs (p. ex. agents de vente ruraux).</li> </ul>
Les femmes ne savent pas qu'elles peuvent être invitées ou autorisées à être membres	<ul style="list-style-type: none"> <li>Veiller à ce que les informations relatives aux nouvelles associations soient annoncées par des voies de communication utilisées par les hommes ainsi que les femmes.</li> </ul>
Elles ne peuvent pas se permettre les frais d'adhésion	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourager des coûts d'entrée et d'adhésion d'un niveau abordable pour les hommes et les femmes et selon un échéancier qui leur convient.</li> </ul>
Les contraintes de temps limitent leur participation aux réunions	<ul style="list-style-type: none"> <li>Veiller à ce que les réunions aient lieu à des horaires et dans des lieux propices à la participation des femmes.</li> </ul>

Causes/facteurs contributifs	Stratégie
<b>3. Même lorsque les femmes participent en tant que membres, elles n'accèdent pas aux positions de leadership</b>	
Perceptions relatives aux qualités de leadership des hommes et des femmes	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Dispenser une formation sur la gouvernance des associations qui établit des principes de leadership et de prise de décisions équitables sur le plan du genre (quotas).</li> </ul>
Contraintes structurelles pesant sur le temps et la mobilité des femmes	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Examiner les barrières potentielles qui empêchent les femmes d'occuper des positions de leadership au sein des associations.</li> </ul>

Source: AgriProFocus, 2012

- » **Rural women's participation in producer organizations (Kaaria et al., 2016)** (Participation des femmes rurales aux organisations de producteurs): Ce document de synthèse donne une vue d'ensemble des principales barrières qui entravent la participation des femmes aux organisations de producteurs, et comporte une discussion des enseignements et des bonnes pratiques qui peuvent contribuer à orienter les stratégies d'interventions futures. Les stratégies recommandées sont résumées dans le tableau 8.
- » **GAIN Methodology (Elbeheri et al., 2013)**: Cette méthodologie cherche à stimuler des changements organisationnels à partir de la base afin de permettre aux organisations de producteurs de devenir plus autosuffisantes, rentables et réactives aux besoins de tous les membres. Partant d'une évaluation participative approfondie de l'organisation, cette méthodologie facilite l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi d'un plan d'action par les membres de l'organisation de producteurs eux-mêmes, ce qui aboutit à une gouvernance et à une redevabilité améliorées, à des membres autonomisés et mobilisés, et à des améliorations socioéconomiques pour tous. *Governance, Autonomy, Integration, Needs-based* (GAIN – gouvernance, autonomie, intégration, basé sur les besoins) est le résultat d'une réflexion sur les raisons qui expliquent les énormes succès de la SEWA en Inde, et promeut la participation et le leadership des femmes comme des conditions essentielles pour obtenir ces résultats.
- » **Dimitra Community Listener's Clubs (FAO, 2011b)** (Clubs d'écoute communautaires Dimitra): Dimitra est un projet participatif d'information et de communication qui contribue à améliorer les capacités et la visibilité des populations rurales, en particulier les femmes. Les Clubs Dimitra donnent l'occasion aux groupes de femmes, aux hommes et aux jeunes ruraux de se réunir régulièrement pour discuter de leurs besoins, de leurs priorités et de leurs difficultés, et d'entreprendre des actions collectives pour résoudre les problèmes en utilisant leurs propres idées et ressources. C'est une approche extrêmement adaptable aux besoins locaux qui a donné lieu à d'importantes améliorations des relations entre les sexes et de la cohésion sociale au niveau des ménages et des communautés. Elle a par ailleurs abouti à une amélioration considérable du pouvoir de négociation et de l'assurance pour les femmes, dont certaines ont même commencé à se présenter aux élections locales, avec succès. Cela leur a conféré une plus grande influence sur les processus locaux qui réglementent l'accès aux terres et aux opportunités économiques.

Participation et pouvoir de décisions inégaux

TABLEAU 8

Résumé des stratégies de renforcement de la participation des femmes aux organisations de producteurs

Niveau individuel/niveau du ménage	Niveau de la communauté/ de l'organisation de producteurs	Niveau des politiques
<p><b>Développement des capacités en vue des résultats suivants:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ un meilleur accès aux informations sur les marchés, les réseaux, les produits, les semences, les engrais et le matériel, etc.;</li> <li>▪ une participation active aux organisations de producteurs;</li> <li>▪ une assurance accrue;</li> <li>▪ des compétences de leadership améliorées.</li> </ul> <p><b>Améliorer l'accès aux actifs et aux ressources</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mener des interventions qui améliorent l'accès aux ressources productives (semences, engrais), aux marchés, aux terres, etc.</li> <li>▪ Promouvoir le développement des actifs pour les femmes</li> </ul> <p><b>Réduire la charge de travail des femmes en conséquence</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Veiller à ce que la participation aux organisations de producteurs n'alourdisse pas la charge de travail</li> <li>▪ Fournir des services de garde d'enfants et des technologies qui facilitent le travail bien ciblées</li> <li>▪ Stimuler une discussion positive autour de la renégociation des rôles et des responsabilités au sein du ménage en faveur d'une collaboration, d'un partage et d'une équité accrus</li> </ul>	<p><b>Modifier les règles d'adhésion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Établir l'adhésion sur une base individuelle et non sur la base du ménage</li> <li>▪ Relier les critères d'entrée aux actifs contrôlés par les femmes</li> <li>▪ Réduire les frais d'adhésion et introduire des moyens incitatifs financiers pour les femmes</li> </ul> <p><b>Modifier la gouvernance organisationnelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Introduire des quotas réalistes à tous les niveaux organisationnels</li> <li>▪ Créer, soutenir et protéger les propres produits ou les dérivés des femmes (également à travers les marques)</li> <li>▪ Adapter les horaires, les lieux et l'ordre du jour des réunions</li> </ul> <p><b>Renforcer les capacités institutionnelles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mener une analyse de genre</li> <li>▪ Mener un travail de sensibilisation aux questions de genre</li> <li>▪ Encourager des politiques et plans sensibles au genre</li> </ul>	<p><b>Introduire des politiques directes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Promouvoir l'égalité entre les sexes au niveau des coopératives</li> <li>▪ Dispenser une formation aux coopératives en intégration du genre</li> <li>▪ Revoir les lois discriminatoires selon le genre.</li> </ul> <p><b>Introduire des politiques indirectes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Fournir des technologies qui facilitent le travail</li> <li>▪ Modifier les politiques agricoles</li> <li>▪ Revoir les lois familiales et foncières</li> </ul>

Source: Basado sur Kaaria et al., 2016

### + Dispenser une formation et un mentorat aux femmes leaders

Il est essentiel de promouvoir le leadership des femmes pour parvenir à des gains durables et à long terme pour les femmes membres d'organisations de producteurs. Un groupe robuste de femmes leaders permettra de faire en sorte que les intérêts des femmes aient de meilleures chances d'être servis. Il créera aussi un groupe de modèles potentiels à émuler, motivant du même coup les jeunes femmes à participer et à développer leurs propres compétences. L'inclusion de femmes dans l'équipe de direction d'une organisation de producteurs établit par ailleurs un précédent important. Il s'agit d'une des manières les plus efficaces de mettre en question les croyances et les stéréotypes concernant le manque d'aptitude des femmes à diriger, qui sont souvent profondément ancrés. Parmi les recommandations clés à l'attention des praticiens on peut citer:

- » Les activités de sensibilisation menées dans le cadre de l'intervention devraient également englober une communication autour de l'importance et des avantages de femmes leaders et d'une gouvernance transparente au sein des organisations de producteurs.
- » La formation en développement du leadership pour les femmes doit être sensible au genre et tenir compte des besoins d'apprentissage et des motivations spécifiques des femmes. Par exemple, il peut se révéler plus efficace d'encourager les femmes à se concentrer sur un objectif ou un but spécifique plutôt que de leur demander de se voir soudain sous un angle qui remet en question des hypothèses ancrées depuis longtemps.
- » La formation doit se concentrer non seulement sur les femmes leaders actuelles mais aussi sur les leaders futures potentielles, et sur la motivation des hommes à devenir des alliés et des champions.
- » La formation à elle seule est souvent insuffisante. Pour avoir un effet durable, la formation doit se conjuguer au mentorat et au soutien entre pairs, et être liée aux groupes de femmes et/ou à des expériences de voyage à l'intérieur du pays et à l'étranger, dans la mesure du possible (voir Elbehri et Lee, 2011, pour un récit de l'expérience d'apprentissage de productrices africaines avec la SEWA en Inde).

La ressource suivante est recommandée pour les interventions qui comportent une dimension de formation en leadership:

- » **Leadership Training Manual for Women Leaders of Cooperatives (OIT, 2005)** (Manuel de formation en leadership pour les femmes leaders de coopératives): Ce manuel est conçu pour sensibiliser et développer les capacités des femmes leaders actuelles et futures. Il a été conçu avec la région Asie-Pacifique à l'esprit, mais peut facilement être adapté pour un usage dans d'autres régions. Le premier module, qui porte sur le travail en vue de comprendre les questions liées au genre, est ouvert aux hommes et aux femmes. Les six modules suivants sont spécifiquement conçus pour le renforcement des capacités des femmes et se concentrent sur les connaissances fonctionnelles et le développement personnel. Ce manuel adopte par ailleurs une variété de méthodes d'apprentissage pour répondre le mieux possible aux styles d'apprentissage variés des participants.

+  
QUELS SONT LES EFFORTS À FAIRE POUR AMÉLIORER LA PARTICIPATION ET LE POUVOIR DE DÉCISIONS PAR LES FEMMES?

» Dispenser une formation et un mentorat aux femmes leaders

## **⊕ Promouvoir des groupes informels et des organisations exclusivement féminins**

Le manque de connaissances et d'expérience constitue un obstacle considérable qui entrave la participation et la prise de décisions parmi les femmes. D'après les données factuelles recueillies, les femmes qui participent activement à des organisations mixtes sont plus susceptibles d'avoir d'ores et déjà une expérience comme membres et organisatrices au sein d'autres groupes, souvent des organisations informelles ou exclusivement féminines (Kaaria *et al.*, 2016; Oxfam, 2013).

Dans certains contextes, le renforcement des groupes informels et des organisations exclusivement féminins peut constituer une stratégie efficace pour promouvoir la participation accrue, l'assurance et les compétences de leadership parmi les femmes. Ils constituent un espace dans lequel les femmes peuvent s'exprimer librement et trouver des solutions pour aborder leurs besoins spécifiques. La promotion de groupes exclusivement féminins est très susceptible d'être avantageuse dans les contextes conservateurs dotés de normes de genre très restrictives et dans les chaînes de valeur (ou maillons de chaîne de valeur) qui sont dominées par les femmes. La promotion de groupes exclusivement féminins peut aussi constituer une stratégie complémentaire dans les contextes où les femmes sont marginalisées au sein de groupes mixtes plus importants et dotés d'un meilleur accès aux ressources et aux services. Cependant, les groupes exclusivement féminins donnent aux femmes un espace pour acquérir une expérience et des compétences précieuses qui peuvent être transférées à des contextes organisationnels plus larges et qui font qu'il est plus difficile pour les hommes de s'approprier les avantages (Oxfam, 2013; FIDA, 2015).

En encourageant les groupes informels et les organisations exclusivement féminins on peut aussi accroître les avantages matériels pour les femmes en améliorant leur accès aux ressources, aux réseaux et au transport, et on peut aider les groupes informels à devenir progressivement plus formels. Cependant, d'un point de vue économique, il existe aussi le risque qu'un accent excessif sur ces groupes entraîne la marginalisation accrue des femmes et/ou leur relégation à des chaînes de valeur moins rentables ou moins importantes (FIDA, 2015). Les praticiens doivent faire preuve de prudence au moment de choisir de mettre en œuvre cette mesure. Parmi les bonnes pratiques qui peuvent atténuer ce risque de marginalisation potentielle on peut citer:

- » veiller à la participation, à l'adhésion et au soutien des hommes durant tout le processus et encourager les hommes leaders à contribuer à la création d'un environnement favorable pour les femmes et les groupes de femmes;
- » intégrer des activités complémentaires dans la conception des projets, comme la lutte contre les barrières entravant l'adhésion et la participation des femmes aux organisations de producteurs mixtes (voir sections précédentes);
- » relier les groupes informels et autres groupes exclusivement féminins aux organisations de producteurs formelles, ou créer des sections exclusivement féminines au sein des organisations de producteurs mixtes.

RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES PORTANT SUR LA PARTICIPATION ET LA PRISE DE DÉCISIONS

- » **FAO.** 2005. *Rapid guide for missions: Analysing local institutions and livelihoods.* Rome.
- » **FAO.** 2015. *Dimitra Clubs: a unique approach.* Rome.
- » **FIDA.** 2014. *Rural Women's Leadership Programme: Madagascar, Nepal, the Philippines and Senegal. Good practices and lessons learned. (2010-2013).* Rome.
- » **FIDA.** 2015. *Promoting the leadership of women in producers' organizations: Lessons from the experiences of FAO and IFAD.* Rome.
- » **Oxfam.** 2014. *Transformative leadership for women's rights: An Oxfam guide. Understanding how leadership can create sustainable change that promotes women's rights and gender equality.* Oxford, Royaume-Uni.

Les liens vers ces ressources peuvent être trouvés dans la liste de références.

+

QUELS SONT LES EFFORTS À FAIRE POUR AMÉLIORER LA PARTICIPATION ET LE POUVOIR DE DÉCISIONS PAR LES FEMMES?

- » Promouvoir des groupes informels et des organisations exclusivement féminins

### 3 » Accès limité aux services financiers





L'accès limité aux financements figure parmi les principales contraintes qui entravent le potentiel productif et entrepreneurial des femmes dans les chaînes de valeur agroalimentaires (Banque mondiale, s.d.b; IFC, 2016). Dans toutes les régions, les femmes se heurtent à des barrières sexospécifiques et à davantage de barrières que les hommes au moment d'accéder aux services financiers formels. La base de données de 2014 Global Findex indique que d'importants progrès ont été réalisés sur le plan de l'élargissement de l'inclusion financière aux quatre coins du monde. Cependant, il continue d'y avoir des inégalités, en particulier parmi les femmes. Dans les économies en développement, où la bancarisation s'est accrue de 13 pour cent pour les hommes et les femmes de 2011 à 2014, l'écart entre les sexes sur le plan de la propriété de comptes stagne à 9 pour cent (Demirguc-Kunt *et al.*, 2015).

Les raisons de cette inégalité persistante dans l'accès aux services financiers sont nombreuses. Dans de nombreux contextes, les barrières juridiques et les normes culturelles empêchent toujours les femmes d'avoir des comptes en banque ou de signer des contrats financiers en leur propre nom. Dans les zones rurales, souvent les femmes n'ont pas les documents officiels nécessaires pour prouver leur identité et ne sont donc pas en mesure de satisfaire les exigences de base dans le cadre des procédures de demande établies par les institutions financières (IF) formelles. Comme des garanties sont généralement requises pour les produits d'emprunt, les femmes sont indirectement exclues de la prestation de services puisque, très souvent, elles ne possèdent ni terres ni autres actifs du ménage. Côté demande, le niveau d'instruction et les connaissances financières inférieurs des femmes figurent parmi les autres facteurs qui limitent leur utilisation efficace des services disponibles. Les femmes peuvent avoir moins de connaissances sur les produits financiers disponibles et être moins sûres d'elles au moment de demander conseil à des prestataires professionnels.

Côté offre, les modalités opérationnelles et de prestation de la plupart des IF contribuent considérablement à perpétuer les inégalités sur le plan de l'accès aux services financiers. La disponibilité limitée de services en milieu rural est exacerbée par le fait que, comme le rôle des femmes dans l'agriculture reste souvent invisible, les prestataires de services échouent à les cibler comme des clientes légitimes. Leur portefeuille de produits est souvent insuffisant, et les membres du personnel et l'équipe de direction ne possèdent en général pas les connaissances et les capacités requises pour concevoir et fournir des services qui répondent aux besoins et aux priorités des femmes rurales actives dans les chaînes de valeur agroalimentaires (Banque mondiale, n.d.b; IFC, 2016; Lustrati, Cirillo et Sommacal, 2012; FAO, 2011a). En conséquence, les femmes comptent principalement sur des services semi-formels et informels, comme les Coopératives d'épargne et de crédit (SACCO), les Associations d'épargne et de crédit tournants (ROSCA), les programmes spéciaux mis en œuvre par des ONG, les groupes d'entraide, les prêteurs privés, les réseaux familiaux et les fournisseurs d'intrants. Ces services informels présentent certainement des avantages (p. ex. meilleure pénétration dans les zones rurales, coûts de transaction inférieurs). Cependant, la disponibilité limitée des produits financiers et les faibles volumes de crédit et d'épargne peuvent constituer une contrainte d'envergure pour le potentiel productif et entrepreneurial des femmes, et par conséquent pour le développement des chaînes de valeur agroalimentaires. En général, les SACCO, les ROSCA et les institutions informelles de ce type ne fournissent que de petits prêts et des services d'épargne à court terme, ce qui limite la possibilité d'élargissement ou d'expansion des activités productives. Sans accès suffisant au crédit, les femmes ne sont pas souvent en mesure de faire face aux risques

et aux frais initiaux associés aux innovations et aux investissements nécessaires pour lancer ou élargir leur entreprise (p. ex. achat d'intrants de qualité ou de nouveaux équipements, investissement dans la formation ou dans la main-d'œuvre salariée).

Au fil des ans, les programmes de microfinance, mis au point comme des programmes d'inclusion financière, ont considérablement contribué à améliorer l'accès des femmes aux opportunités de crédit. Cependant, il est de plus en plus reconnu que la microfinance est une solution qui présente aussi quelques défis. Le côté rigide de la microfinance peut se révéler limitatif pour les femmes. Les programmes de ce type tendent à être axés sur le crédit et à ne pas fournir l'ample gamme de services dont ont besoin les femmes pauvres et rurales, en particulier l'épargne. De plus, la microfinance ne répond généralement pas aux besoins financiers des activités agricoles et des MPME. Même lorsqu'elles ciblent les femmes vulnérables exclues par le secteur bancaire, les institutions de microfinance tendent à cibler les activités menées en dehors des exploitations agricoles, plutôt que l'entrepreneuriat agricole.

## QUELS SONT LES EFFORTS À FAIRE POUR AMÉLIORER L'ACCÈS DES FEMMES AUX RESSOURCES ET SERVICES FINANCIERS?



### Renforcer les capacités des institutions financières à explorer des modèles financiers innovants

Accès limité  
aux services  
financiers

Le secteur public et les IF, tant formelles que semi-formelles, peuvent jouer un rôle important au moment d'améliorer l'accès aux financements pour les femmes rurales et les MPME dirigées par des femmes. Pour fournir des services aux femmes rurales, toutefois, les prestataires doivent reconnaître les besoins spécifiques de ce segment du marché et adapter leurs produits et leurs modalités de prestation en conséquence.

Comme dans la discussion concernant les autres prestataires de services actifs dans la chaîne de valeur élargie, il est essentiel de renforcer les capacités des IF à cibler les femmes dans les chaînes de valeur agroalimentaires et en milieu rural à l'aide de produits et de services sur mesure pour pouvoir surmonter les contraintes côté offre. Les **actions recensées dans les tableaux 5 et 6** par rapport aux SCR et aux SDE peuvent aussi s'appliquer aux prestataires de services financiers. Ces actions peuvent fournir des instructions utiles sur **la manière d'évaluer et d'améliorer la sensibilité au genre de leurs services**, tant sur le plan du contenu que des modalités de prestation.

Les connaissances relatives à l'impact des modèles financiers efficaces pour les femmes sont encore limitées. Néanmoins, nombre d'interventions sur le terrain ont réussi à démontrer que les femmes constituent un segment du marché rentable et fidèle, et que les investissements dans les femmes peuvent être non seulement sûrs, mais aussi lucratifs. Une première étape clé consiste à effectuer des études de marché participatives afin d'identifier les produits financiers ruraux et les modalités opérationnelles qui seraient efficaces pour les acteurs de chaînes de valeur spécifiques (femmes et hommes) et dans des contextes spécifiques. Différents mécanismes et programmes peuvent être mis au point par les prestataires de services pour améliorer l'accès des femmes aux financements. Par exemple les fournisseurs et acheteurs d'intrants, conjointement avec des coopératives et des IF, revêtent une pertinence croissante en tant que voies de financement pour les petits exploitants commerciaux et semi-commerciaux. Des exemples de services et de produits financiers qui se sont révélés mieux servir les femmes rurales et les MPME appartenant à des femmes dans les chaînes de valeur agroalimentaires sont présentés dans le tableau 9.

**TABLEAU 9**  
**Services/produits financiers innovants pour les femmes rurales et les MPME appartenant à des femmes dans les chaînes de valeur agroalimentaires**

<p>Produits financiers et fonds exclusivement destinés aux femmes</p>	<p>Les IF pourraient être sensibilisées aux avantages de l'affectation d'une part des lignes de crédits aux femmes en particulier ou de la création de fonds d'investissements exclusivement accessibles aux MPME dirigées par des femmes. Un élément qui contribue à l'efficacité de ce modèle spécifique est que, lorsqu'ils sont disponibles, ces fonds ou programmes sont généralement assortis de modalités de prestation de services sur mesure et sensibles au genre (p. ex. services de guichet réservés aux femmes avec des membres du personnel de sexe féminin et de sexe masculin formés pour traiter efficacement avec des clients dotés de connaissances financières limitées).</p> <p><i>La Société financière internationale (IFC), par exemple, a établi un partenariat avec PT Bank Internasional Indonesia (BII), une des plus grandes banques indonésiennes, pour lancer un produit d'épargne spécifiquement destiné aux femmes, leur proposant non seulement des avantages précis (p. ex. conditions de prêt favorables, pas de frais d'administration mensuels, services de paiement des factures et couverture d'assurance), mais aussi l'accès à des services de conseil ciblés (Partenariat mondial pour l'inclusion financière et IFC, 2011).</i></p> <p><i>Access Bank PLC Nigeria est une grande banque africaine qui a décidé, en 2005, de devenir l'un des premiers acteurs dans le créneau des PME, lequel est largement occupé par des femmes au Nigéria. La banque propose des lignes de crédit sur mesure aux entrepreneuses, en plus de services complémentaires. Sur une période de quatre ans, la banque a ouvert environ 1 300 nouveaux comptes, décaissé plus de 33 millions de dollars des États-Unis en prêts, et dispensé une formation à plus de 650 entrepreneuses en compétences commerciales et de gestion (Banque africaine de développement, 2013; IFC, 2009).</i></p>
<p>Paquet intégré de services (financiers et non financiers)</p>	<p>Les produits réservés aux femmes s'accompagnent souvent d'un paquet intégré de services, dont des SDE et l'acquisition de connaissances financières, des conseils juridiques et la formation en entrepreneuriat. Cette solution s'est révélée extrêmement efficace dans de nombreux contextes au moment de remédier aux contraintes fréquentes qui entravent l'accès aux financements du côté demande (p. ex. faible niveau d'instruction des femmes, pauvreté en termes de temps disponible et mobilité limitée).</p> <p><i>SME Bank, en Malaisie, a créé un type de système d'incubation qui propose des services de financement, ainsi que des conseils et formations en entrepreneuriat, et qui aide les clients à commercialiser et à promouvoir leurs produits. SME Bank a adapté ces différents produits de manière à ce qu'ils répondent aux besoins spécifiques des entrepreneuses, lesquelles, en Malaisie, sont extrêmement concentrées dans le secteur manufacturier et le tourisme (Partenariat mondial pour l'inclusion financière et IFC, 2011).</i></p> <p><i>Proposer des services complémentaires peut aussi se révéler efficace comme moyen incitatif pour l'accès des femmes et leur véritable utilisation des services. ProMujer, une IMF latino-américaine active en Argentine, dans l'État plurinational de Bolivie, au Mexique, au Nicaragua et au Pérou, propose actuellement une gamme complète de services de microfinance et de santé, ainsi que d'autres services de développement humain, à travers certains de ses centres (DFID et GIZ, 2013).</i></p>

+

QUELS SONT LES EFFORTS À FAIRE POUR AMÉLIORER L'ACCÈS DES FEMMES AUX RESSOURCES ET SERVICES FINANCIERS?

» Renforcer les capacités des institutions financières à explorer des modèles financiers innovants



Accès limité  
aux services  
financiers



<p>Prestation de garanties modernes/régimes de garantie</p>	<p>Les régimes de garantie élargissent la gamme d'actifs qui peuvent être utilisés en guise de nantissement pour l'obtention de prêts, y compris les actifs tangibles (p. ex. stock, cultures et bétail, bijoux, véhicules, machines et équipement) et les actifs intangibles (p. ex. créances recouvrables, comptes sur livret). Cela aide à surmonter l'une des plus importantes contraintes de genre sur le plan de l'accès aux opérations bancaires formelles: le manque de propriété de terres, de logements et d'autres actifs de ménage, encore fréquent parmi les femmes. Les récépissés d'entrepôt sont aussi un bon exemple de garantie alternative. Les récépissés sont délivrés à un déposant nommé (un groupe d'agriculteurs, une unité de transformation ou un opérateur commercial) comme preuve qu'un produit en quantité et de qualité précisées a été déposé en un lieu lui aussi précisé. Le titulaire du récépissé peut le promettre à un prêteur (le produit entreposé constituant la garantie pour l'obtention d'un prêt), ou le transférer à un acheteur (par le biais d'une vente). L'opérateur de l'entrepôt ou le responsable des garanties, qui est le gardien des stocks, garantie la livraison sur présentation du récépissé, et doit pouvoir compenser toute valeur perdue en cas de vol, d'incendie ou de toute autre catastrophe.</p> <p><i>Au Ghana, l'établissement du Collateral Registry (Registre des garanties) par la Bank of Ghana, avec le soutien de la Société financière internationale (IFC), a permis aux institutions financières, y compris celles autres que des banques, et en particulier aux IMF, d'élargir leurs opérations de prêt au segment des MPME. Plus de 10 000 entrepreneuses ont obtenu des prêts garantis par des biens meubles, principalement des équipements d'entreprise, des actifs du ménage et des véhicules (Chiquier, Daadouche Crum et Konidari, 2017).</i></p> <p><i>Au Nigéria également, Access Bank a mis au point un système d'options de garantie souples, ciblant spécifiquement les femmes, y compris le nantissement de bijoux et d'équipement, et l'utilisation d'obligations ou d'actes de vente pour permettre aux entrepreneuses d'accéder aux prêts (IFC, 2009).</i></p>
<p>Crédits fonciers</p>	<p>Dans certains pays, les banques centrales ont créé des «crédits fonciers» spécifiquement destinés aux femmes qui ont les plus grandes difficultés à accéder aux biens. Grâce à ce produit, les femmes peuvent acheter des biens ou des terres qui peuvent ultérieurement être utilisés comme garantie pour l'obtention de prêts.</p> <p><i>La Central Bank de l'Ouganda (DFCU) a créé ce type de prêt pour permettre aux femmes d'acheter des biens qu'elles peuvent ensuite utiliser comme garantie pour un crédit d'entreprise (Partenariat mondial pour l'inclusion financière et IFC, 2011).</i></p> <p><i>La Tanzania Women's Bank (TWB) a commencé à prêter des parcelles enregistrées à des entrepreneuses comme moyen de les aider à surmonter les principales contraintes qui entravent leur accès aux financements. Les emprunteuses sont tenues de verser au moins 30 pour cent de la valeur de la parcelle en guise d'apport et de payer le reste en plusieurs traites jusqu'au remboursement de la totalité du prêt, moment où elles deviennent propriétaires des terres (Mayoke, 2016).</i></p>
<p>Garantie collective/crédits collectifs</p>	<p>Les plans de crédits collectifs et l'assignation de co-garants, modèle testé et promu à ce jour principalement par les IMF, constituent une alternative valide aux exigences de garantie, fondée sur la confiance et la cohésion sociale. Cependant, il est important de souligner que les crédits collectifs concernent en général de petits prêts à court terme qui pourraient ne pas être adéquats ou suffisants pour soutenir la participation des femmes aux chaînes de valeur agroalimentaires.</p> <p><i>Le modèle de crédit collectif est un fondement de la méthodologie de la Grameen Bank. Dans le cadre de ce modèle, des particuliers forment un groupe et suivent une formation financière avant de recevoir le prêt. SEWA Bank accorde aussi des prêts à ses membres une fois qu'ils ont tenu un compte épargne pendant un certain temps et économisé une certaine somme (en gros, un historique de crédit confère aux femmes une forme de cote de crédit, qui joue le rôle d'une forme alternative de garantie).</i></p>

<p>Clubs d'investissement</p>	<p>Le travail en réseau parmi les entrepreneuses peut aussi faciliter la mobilisation conjointe de fonds, et ce fonds commun peut ensuite être mis à la disposition des membres individuels. Dans certains cas, ces fonds conjoints ont été utilisés comme garantie au moment de demander un prêt individuel. Les clubs sont aussi extrêmement efficaces pour ce qui est d'améliorer l'accès des femmes aux informations sur les produits et les services financiers disponibles.</p> <p><i>En Ouganda, la Central Bank a promu la création d'un club d'investissement, un programme d'épargne à travers lequel les entrepreneuses peuvent mobiliser des fonds ensemble afin d'investir dans des activités commerciales futures. Depuis sa création, plus de 20 millions de dollars des États-Unis ont été prêtés à des entrepreneuses participant à des clubs (Partenariat mondial pour l'inclusion financière et IFC, 2011).</i></p>
<p>Services axés sur les technologies de l'information et de la communication (TIC)</p>	<p>Lorsque les infrastructures requises sont disponibles, les solutions axées sur les TIC présentent un potentiel considérable de réduction des contraintes de temps et de mobilité auxquelles se heurtent les femmes au moment d'accéder aux services financiers. Elles peuvent également aider les femmes à économiser sur les frais, à réduire les risques de violence et de vol associés au fait de transporter et de gérer de l'argent, et à garantir la confidentialité, aspect auquel les femmes accordent une grande importance. Dans le même temps, l'argent mobile peut représenter une forme de « banque sans agence » qui peut contribuer à réduire le coût de la prestation de services pour les IF et faciliter les opérations en milieu rural. Lorsque les salaires, les paiements et les envois de fonds sont versés sur leur compte, l'argent mobile contribue aussi à accroître le contrôle exercé par les femmes sur leurs propres revenus (voir l'étude de cas 11).</p> <p><i>Partout en Afrique de l'Est, l'organisation à but non lucratif One Acre Fund (OAF) fournit des intrants, comme des semences et des engrais, à crédit à des petits exploitants agricoles, dont la plupart sont des femmes. Ce service est complété par une formation spécialisée sur les techniques améliorées de gestion des cultures. Depuis 2014, OAF a permis à des agriculteurs kenyans de rembourser les emprunts par des moyens numériques grâce au service d'argent mobile M-Pesa, au lieu de le faire en espèces. Cela a accru les opportunités économiques et l'inclusion financière dans certaines des communautés agricoles les plus pauvres du monde. L'un des avantages de cette numérisation est une réduction considérable des fraudes commises dans le cadre des remboursements (ce qui profite tout particulièrement aux femmes clientes) et du temps consacré par le personnel d'OAF au traitement des remboursements, ce qui a donné lieu à plus de temps pour dispenser des formations et des conseils sur les pratiques agricoles (Better Than Cash Alliance, 2017).</i></p>
<p>Partenariats et produits-relais entre les IMF (et autres acteurs des chaînes de valeur qui proposent des services financiers informels) et les IF formelles</p>	<p>Les infrastructures créées par les IMF et les autres acteurs des chaînes de valeur qui proposent des services financiers informels (p. ex. mise à disposition d'installations d'entreposage pour les crédits contre stocks) peuvent être utilisées de manière stratégique comme plateformes de prestation d'une plus large gamme de services, éventuellement dans le cadre de partenariats avec des IF plus formelles. Ces partenariats donneraient aux IF un accès à une base de clients auxquels elles n'auraient autrement pas pu accéder et confèrent aux clients des IMF un accès à une gamme plus large de produits et services. La possibilité de « passage au niveau supérieur » est tout particulièrement importante lorsque les besoins financiers des micro et petits entrepreneurs deviennent plus complexes (p. ex. lorsque leurs entreprises se développent et qu'ils requièrent plus de capital), ou bien lorsqu'ils ont besoin de services supplémentaires (p. ex. masse salariale, transactions internationales).</p> <p><i>Pour que ces partenariats puissent se développer, il est crucial que les IF formelles prennent conscience des opportunités et contraintes en présence, y compris les contraintes de genre, au sein de l'économie rurale. Les IF formelles n'abordent pas en général le segment rural/agricole parce qu'il est perçu comme trop risqué et volatile. Les institutions formelles doivent recevoir une formation en matière de stratégies de gestion des risques adaptées aux chaînes de valeur agroalimentaires et aux différents acteurs spécifiques (femmes et hommes) qui opèrent tout au long de ces chaînes.</i></p>





Partenariats et produits-relais entre les IMF (et autres acteurs des chaînes de valeur qui proposent des services financiers informels) et les IF formelles

En République unie de Tanzanie, Sero Lease, une IMF, a établi un partenariat avec Exim Bank pour donner à ses clientes l'occasion d'ouvrir des comptes d'épargne. Cela donne aux clientes une excellente occasion de commencer à bâtir des relations de travail et une bonne cote de solvabilité avec la banque dans le cas où elles souhaiteraient demander des prêts plus importants. Certaines IF proposent des services de microfinance et des financements aux PME, car il s'agit dans de nombreux cas, d'IFM qui se sont développées pour devenir des banques commerciales. Ces IF (comme ACLEDA Bank, au Cambodge, XacBank, en Mongolie, et Bank Ipak Yuli, en Ouzbékistan) sont en bonne position pour proposer une plus large gamme de services aux entrepreneuses qui présentent un potentiel d'expansion de leurs activités (BAsD, 2014a)



#### ÉTUDE DE CAS 11

### Diamond Bank prend d'assaut le marché: des comptes BETA pour mieux épargner

Diamond Bank et Women's World Banking, avec le soutien de Visa et Enhancing Financial Innovation & Access, ont créé un produit d'épargne innovant qui permet de surmonter les barrières qui empêchent les Nigériens qui gagnent peu d'accéder aux services financiers formels. En mars 2013, le «compte épargne BETA» a été lancé dans 21 agences de Diamond Bank. Ciblant les travailleurs et travailleuses indépendants qui ont besoin d'épargner sur une base quotidienne ou hebdomadaire, les comptes BETA («bon» en pidgin) présentent plusieurs avantages: ils peuvent être ouverts en moins de cinq minutes et ne requièrent pas de solde minimum, de versement de frais, de formulaires, de pièces d'identité ou de signatures. Les agents, connus comme «BETA friends» (bons amis), se rendent directement auprès des clients sur leur lieu d'activité pour ouvrir les comptes et traiter les transactions, y compris les dépôts et les retraits. Toutes les transactions bancaires sont effectuées à travers une simple application mobile. Durant les six premiers mois, plus de 38 500 comptes ont été ouverts, dépassant l'objectif de 16 000 que s'était au départ fixé la Banque. Quarante pour cent de ces comptes appartiennent à des femmes. D'après les enquêtes menées après la phase pilote, les clients BETA utilisent leurs comptes régulièrement: 74 pour cent d'entre eux les utilisent plus d'une fois par mois, et ont épargné à eux tous 1,5 million dollars durant les six premiers mois.

Source: Women's World Banking: <https://www.womensworldbanking.org/news/blog/becoming-bank-everyone-starting-women/>

Accès limité  
aux services  
financiers

#### RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES PORTANT SUR LES MODÈLES FINANCIERS INNOVANTS POUR LES FEMMES

- » Banque africaine de développement (BAfD). 2013. *Financial inclusion in Africa*. Tunis, BAfD.
- » Banque asiatique de développement (BAsD). 2014. *Gender tool kit: micro, small, and medium-sized enterprise finance and development*. Mandaluyong City, Philippines, BAsD.
- » Département britannique du développement international (DFID) et Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ). 2013. *Promoting women's financial inclusion – A toolkit*. DFID.
- » Partenariat mondial pour l'inclusion financière (GPFI) & Société financière internationale (IFC). 2011. *Strengthening access to finance for women-owned SMEs in developing countries*. Washington D.C., IFC.

- » GSMA. 2013. *Unlocking the potential: women and mobile financial services in emerging markets*.
- » FIDA. 2009. *Gender and Rural Microfinance: Reaching and empowering women*. Rome.
- » Yalman, I., Kaaria, S. & Mhlanga, N. 2019. *Promoting women's access to rural finance: challenges and opportunities*. Rome, FAO.

Les liens vers ces ressources peuvent être trouvés dans la liste de références.



### Améliorer les connaissances et l'éducation financières des femmes

Il est crucial de veiller à ce que les IF opèrent de manière plus sensible au genre pour réduire l'écart entre les sexes dans le secteur financier rural. Cependant, il est aussi important de ne pas sous-estimer la nécessité de renforcer les capacités côté demande et d'améliorer les connaissances et l'éducation financières des femmes rurales. Les femmes et les filles doivent être munies des connaissances et des compétences nécessaires pour pouvoir prendre des décisions informées et responsables sur leurs dépenses, leur épargne, leurs emprunts et leurs investissements afin d'utiliser au mieux les services et les produits disponibles.

D'après les données recueillies, dans toutes les régions, les femmes sont généralement moins conscientes des avantages liés à un compte en banque et moins susceptibles d'être au courant de l'existence de services formels pouvant fournir soutien et conseils, ou de leur rendre visite. Selon la Global Financial Literacy Survey de 2015 (Enquête mondiale sur les connaissances financières), à l'échelle mondiale, deux tiers des adultes n'ont pas de connaissances financières. Dans presque tous les pays, les femmes ont moins de connaissances financières que les hommes (Klapper, Lusardi et van Oudheusden, 2015). Il est essentiel de proposer une éducation et une formation financières, en partenariat avec d'autres acteurs, tout au long de la chaîne de valeur élargie, pour que les femmes se sentent plus sûres d'elles au moment de traiter avec les prestataires de services financiers officiels et de demander conseil au besoin. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, 2013), les interventions qui cherchent à améliorer les connaissances financières des femmes rurales devraient considérer les aspects suivants:

- » Les programmes de diffusion de connaissances financières tendent à être plus efficaces lorsqu'ils ciblent des sous-groupes spécifiques fondés sur le cycle de vie des femmes (p. ex. femmes jeunes ou âgées; femmes mariées), le niveau de richesse ou le profil économique (p. ex. travail salarié ou travail indépendant, micro-entreprise ou moyenne entreprise).
- » Proposer une formation liée à la prestation de produits/services financiers spécifiques (p. ex. comptes épargne, prêts, assurance) peut avoir des effets positifs sur les résultats escomptés, et accroître par ailleurs les connaissances financières des femmes et leur utilisation concrète du produit proposé.
- » Le fait de combiner les programmes de diffusion de connaissances financières et d'autres types de formation éventuellement pertinents pour les femmes (p. ex. santé reproductive, formation professionnelle et en gestion d'entreprise, compétences de vie, etc.) peut être efficace tant comme moyen incitatif que comme moyen de conférer aux femmes plusieurs occasions d'améliorer leurs compétences et de s'autonomiser.
- » Des formatrices et des modèles à suivre peuvent être mobilisées afin de créer un environnement d'apprentissage plus positif et d'encourager les compétences de leadership et l'assurance des femmes.



QUELS SONT LES EFFORTS À FAIRE POUR AMÉLIORER L'ACCÈS DES FEMMES AUX RESSOURCES ET SERVICES FINANCIERS?

- » Améliorer les connaissances et l'éducation financières des femmes

Accès limité  
aux services  
financiers

- » Il est crucial d'initier l'éducation financière à un très jeune âge pour améliorer l'inclusion financière et l'autonomisation des femmes. D'après les données factuelles disponibles, les différences entre les sexes pour ce qui est des connaissances financières apparaissent très tôt. Cela souligne l'importance de dispenser une éducation financière le plus tôt possible et de soulever la possibilité de faire évoluer les normes socioculturelles sur le long terme.



ÉTUDE DE CAS 12

### **Paiement direct des noix de cajou et de macadamia par téléphone portable**

Jungle Nuts Ltd. est une société kenyane qui exporte des noix de macadamia et de cajou. Cette société, qui a des liens solides avec la communauté locale, exporte environ 28 tonnes de noix toutes les deux semaines. Elle achète directement à plus de 30 000 petits cultivateurs, dont beaucoup sont des femmes, et compte plus de 1 000 employés. En 2015, Jungle Nuts a lancé une application mobile (M-Shamba) pour relier directement les agriculteurs et les unités de transformation et les payer à travers des services mobiles au moment de la livraison. Avec cette nouvelle application, les produits sont inspectés par l'agent de terrain chargé de la qualité aux points de collecte et pesés, grâce aux balances numériques fournies par Jungle Nuts, par un assistant personnel des données qui saisit les informations sur la plateforme et les envoie au siège de la société à Nairobi. L'opérateur de Nairobi voit les chiffres des pesées en temps réel, et le processus de paiement peut commencer immédiatement. Les cultivateurs sont payés équitablement parce que les balances numériques sont beaucoup plus précises, et il n'y a pas de retard de paiement puisque le processus est complètement automatisé. L'argent est transféré aux cultivateurs grâce à un système de paiement par téléphone portable. Cela réduit les risques de vol et de violence, parce que les cultivateurs ne sont pas payés en espèces, mais directement sur leur compte en banque. Lorsque ce compte est un compte joint ou un compte au nom d'une cultivatrice, ce système contribue à accroître le contrôle exercé par les femmes sur leurs revenus et les revenus du ménage. M-Shamba présente aussi l'avantage d'éliminer les intermédiaires commerciaux, qui exploitent depuis longtemps les agriculteurs en achetant illégalement des noix et en les revendant à un prix supérieur à des unités de transformation certifiées.

Source: Angelica Senders, Anna Lentink et Jean Jacques Franc de Ferrier, communication personnelle, 2016

#### RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES PORTANT SUR LES CONNAISSANCES ET L'ÉDUCATION FINANCIÈRE

- » **Réseau international sur l'éducation financière.** 2013. *Addressing women's needs for financial education.* Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD).
- » **Klapper, L., Lusardi, A. & van Oudheusden, P.** 2015. *Financial literacy around the world: Insights from the Standard & Poor's Rating Services Global Financial Literacy Survey.*

Les liens vers ces ressources peuvent être trouvés dans la liste de références.



**+** **Améliorer la prise de décisions financières conjointe au niveau du ménage**  
**L'accès des femmes aux ressources financières et leur contrôle sur ces dernières au niveau du ménage sont souvent limités.** Dans de nombreux contextes, les femmes, sauf si elles sont financièrement indépendantes (p. ex. veuves, ménages avec une femme à leur tête), tendent encore à avoir un pouvoir de décisions inférieur quant à la manière de gérer et d'investir les ressources du ménage. À cet égard, les méthodologies axées sur le ménage sont idéales pour compléter les programmes de connaissances financières. Ces méthodologies font intervenir les femmes et les hommes dans des discussions portant sur les aspects de la dynamique intra-ménage qui peuvent empêcher certains membres de la famille (de sexe féminin, mais aussi les plus jeunes) de prendre des décisions financières indépendantes liées à leur travail ou à leurs activités économiques (p. ex. investir dans de nouvelles technologies, embaucher de la main d'œuvre, demander un prêt).

Les méthodologies axées sur le ménage constituent un excellent point d'entrée pour discuter de la manière de mettre au point un plan d'investissement, d'améliorer les capacités d'évaluation des risques, et d'identifier les connaissances et les compétences requises pour mieux atteindre les objectifs financiers communs et convenus au niveau du ménage. Parmi les objectifs financiers communs peuvent figurer l'augmentation de l'épargne, l'achat de nouveaux intrants agricoles ou le remboursement des dettes. Cette approche peut se révéler tout particulièrement utile avec les ménages ruraux, au sein desquels les membres du ménage jouent souvent des rôles différents mais complémentaires dans l'entreprise familiale. Pour un complément d'informations sur les méthodologies fondées sur les ménages et leur application, voir la section 2, sur la participation, le leadership et la prise de décisions inégaux.

**+**  
QUELS SONT LES EFFORTS À FAIRE POUR AMÉLIORER L'ACCÈS DES FEMMES AUX RESSOURCES ET SERVICES FINANCIERS?

» Améliorer la prise de décisions financières conjointe au niveau du ménage



ÉTUDE DE CAS 13

### **L'éducation financière: fondement de la Banque SEWA**

L'éducation financière est l'un des principaux piliers de l'approche de la SEWA, de l'amélioration de l'inclusion financière des femmes. Créée en 1974, la Banque SEWA est un pionnier du secteur de la microfinance. Elle appartient à ses clients et a été créée spécialement pour servir les femmes pauvres du secteur informel qui étaient complètement exclues de la prestation de services financiers formels. Lorsqu'elles ouvrent leur compte en banque, toutes les clientes participent à un programme d'acquisition de connaissances financières. La Banque est dotée d'un personnel dédié qui propose des services de porte-à-porte et une formation financière, tant en milieu urbain que rural. Au fil des années, la Banque a conçu sa propre trousse à outils, qui englobe des graphiques, des vidéos et des guides faciles à utiliser. Cette trousse à outils est utilisée pour former des individus et des groupes (c.-à-d. «groupes d'entraide» établis au niveau des villages) pour qu'ils puissent entreprendre la planification et la gestion financières, établir des objectifs financiers, identifier des risques potentiels durant le cycle de vie et comprendre les produits et services à leur disposition pour satisfaire leurs besoins.

Source: Rapport interne de la FAO

## 4 » Accès et adoption limités des intrants et des technologies



L'accès aux intrants et technologies de qualité est un autre domaine dans lequel les femmes rurales sont désavantagées dans la plupart des pays à revenus faible et intermédiaire. On constate un écart entre les sexes pour une ample gamme d'intrants et de technologies agricoles, y compris les machines et les outils, les engrais, les produits de protection des cultures, les espèces animales, les variétés de plantes améliorées et les programmes d'irrigation (FAO, 2011a), ce qui est problématique, car la productivité agricole dépend considérablement de l'accès à des intrants et technologies de qualité, et de leur utilisation correcte. D'après les recherches menées par la Banque mondiale dans six pays africains, par exemple, les écarts sur le plan de l'utilisation d'intrants constituent l'une des principales raisons de la différence entre la productivité agricole des femmes et celle des hommes (O'Sullivan *et al.*, 2014).

Un certain nombre de barrières, y compris celles discutées dans le présent chapitre 2 du guide pratique, sont à l'origine de cet accès et cette adoption inégaux des intrants et des technologies. Le contrôle limité exercé sur les revenus du ménage, en plus de l'accès difficile au crédit et aux autres services financiers ruraux représentent une contrainte d'envergure pour les femmes rurales qui dépendent de ressources productives de qualité. L'accès limité des femmes aux informations et aux connaissances les place aussi dans une position défavorisée en ce qui concerne les intrants et leur utilisation correcte, ce qui finit par se traduire en des bénéfices inégaux tirés de ces intrants. C'est principalement là, le résultat de l'accès inégal des femmes aux services de vulgarisation et de conseil rural, qui sont une source clé d'informations et de formation dans les zones et communautés rurales. Les fournisseurs d'intrants se heurtent souvent à des difficultés en raison de l'accès difficile aux zones rurales (p. ex. à cause du manque d'infrastructures) et, même lorsqu'ils les desservent, ils échouent souvent à reconnaître le rôle des femmes dans les activités agricoles, lesquelles sont souvent perçues, conformément aux stéréotypes, comme des tâches dominées par les hommes. En conséquence, les femmes tendent à recevoir des conseils et des informations de la part de réseaux informels et de membres du ménage, plutôt que d'experts, ce qui a une incidence sur leurs aptitudes à utiliser les intrants disponibles correctement et systématiquement.

Du point de vue de la chaîne de valeur, l'amélioration de l'accès des femmes aux bons intrants est décisive non seulement pour améliorer les processus de production et de transformation, mais aussi pour ouvrir de nouveaux marchés pour les fournisseurs d'intrants. Elle profite par ailleurs aux entreprises agroalimentaires et, en fin de compte, aux consommateurs, car elle contribue à protéger la qualité et la disponibilité durable de produits agricoles. Il convient également de garder à l'esprit que les femmes jouent d'ores et déjà une variété de rôles dans la fourniture d'intrants tout au long des chaînes de valeur agricoles. Elles sont actives en tant que petites cultivatrices qui vendent et fournissent des produits aux fournisseurs d'intrants, et comme détaillantes et négociantes de produits agricoles. Ainsi, en remédiant à cette contrainte de genre spécifique, on crée de nombreuses d'occasions de renforcer la position des femmes tout au long des chaînes de valeur agroalimentaires, non seulement en tant que productrices, mais aussi comme fournisseuses d'intrants et distributrices (IFC, 2016).

## QUELS SONT LES EFFORTS À FAIRE POUR AMÉLIORER L'ACCÈS DES FEMMES AUX INTRANTS ET AUX TECHNOLOGIES?

### + Renforcer le lien avec les fournisseurs d'intrants en soutenant les activités des négociantes en produits agricoles

Les négociants de produits agricoles (y compris dans le secteur vétérinaire) peuvent assumer une fonction essentielle dans les chaînes de valeur agroalimentaires. Ils peuvent constituer un lien entre les fournisseurs d'intrants et les agriculteurs, et entre les agriculteurs et les marchés des produits et les opérateurs commerciaux. Nombre de petits exploitants, en particulier en Afrique, n'ont pas de négociant en produits agricoles bien approvisionné à une distance raisonnable. Même lorsque les intrants sont accessibles, les contrefaçons répandues et la qualité médiocre des produits réduisent la confiance dans l'efficacité des produits.

Les négociants de produits agricoles peuvent fournir une variété d'intrants, comme des semences de qualité, des machines et des engrais. Ils peuvent également fournir des informations sur leur utilisation correcte, ainsi que des services de conseil sur plusieurs pratiques agricoles (p. ex. santé animale, pratiques culturales) directement aux communautés rurales. Un nombre croissant de négoce de produits agricoles sont utilisés comme centres de service et d'information, et comme lieux de formation au sein desquels les opérateurs commerciaux eux-mêmes dispensent aux agriculteurs une formation sur l'utilisation des intrants. Dans de nombreux contextes, par exemple, ils mettent en place des parcelles de démonstration et organisent des démonstrations pour présenter les avantages des intrants qu'ils vendent aux agriculteurs de leur région ou district. Comme on le mentionne dans la section 1 sur l'accès aux connaissances, aux informations et à la formation, les SCA de ce type se sont révélés plus efficaces au moment de parvenir aux femmes rurales parce qu'ils sont proposés plus près de leur domicile ou de leur exploitation. Ils sont par ailleurs dispensés de manières extrêmement pratiques (apprendre en faisant) et sont disponibles de manière continue.

### La formation de femmes négociantes de produits agricoles et le soutien apporté à l'établissement ou à l'expansion de leurs négoce présentent plusieurs avantages.

En premier lieu, ces activités confèrent de nouvelles opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat aux femmes en dehors du maillon de production. En deuxième lieu, la hausse du nombre de négociants de produits agricoles permet aux agriculteurs d'accéder à des intrants de qualité et à des conseils bien plus près de chez eux, ce qui peut considérablement contribuer aux efforts en vue de surmonter les contraintes de mobilité et de temps qui pèsent sur les femmes. De plus, la présence de négociantes peut contribuer à améliorer l'accès des femmes aux intrants et aux services associés, en particulier dans les contextes où les normes socioculturelles empêchent l'interaction efficace des femmes avec les vendeurs et fournisseurs de sexe masculin. Elle permet aussi aux entreprises d'avoir accès à des marchés plus importants, de parvenir aux zones rurales et d'accroître la fidélisation à la marque suite à l'utilisation correcte des produits (IFC, 2016; IFC, 2013).



ÉTUDE DE CAS 14

### **L'entrepreneuriat féminin comme moyen de renforcer l'accès des agriculteurs aux intrants**

Agribusiness Focused Partnership Organization, une ONG rwandaise active dans le développement des entreprises agroalimentaires, a récemment géré une initiative de trois ans spécifiquement conçue pour améliorer les capacités des négociants de produits agricoles. Cette initiative est basée dans l'est et le sud du pays, les deux régions dans lesquelles l'utilisation d'intrants par les agriculteurs est la plus limitée. Ce projet, soutenu par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, a proposé un développement des capacités à plus de 400 négociants de produits agricoles pour qu'ils renforcent leurs compétences de gestion et leurs connaissances sur les produits distribués dans leurs magasins. Cette initiative avait pour objectif de renforcer les entreprises existantes ou d'en créer de nouvelles et d'établir un système à travers lequel les agriculteurs peuvent accéder aux intrants fournis par des négociants de produits agricoles qualifiés et compétents directement au sein de leur communauté locale. Les femmes ont aussi été ciblées par cette initiative et ont reçu un soutien pour établir ou renforcer leur entreprise. Ces programmes portent leurs fruits. Par exemple, Ayinkamiye Madeleine, une négociante de produits agricoles de Murehe, qui a commencé avec un tout petit prêt accordé par un fournisseur d'engrais en 2013, gère maintenant trois magasins, emploie trois personnes et propose ses services à environ 1 000 agriculteurs.

Source: Bulletin d'information en ligne Growing Africa's Agriculture, 16 août 2016  
<https://agra.org/news/growing-agro-dealers-in-rwanda>

**+**  
QUELS SONT LES EFFORTS À FAIRE POUR AMÉLIORER L'ACCÈS DES FEMMES AUX INTRANTS ET AUX TECHNOLOGIES?

» Renforcer le lien avec les fournisseurs d'intrants en soutenant les activités des négociantes en produits agricoles

### ⊕ Explorer les mécanismes sensibles au genre pour le financement des achats d'intrants

L'abordabilité est une autre contrainte importante qui entrave l'accès des petits exploitants (hommes et femmes) aux intrants de qualité et aux technologies productives. Il existe un certain nombre de mécanismes pour le financement des petits exploitants (hommes et femmes) dans les chaînes de valeur, et pour l'établissement ou le renforcement de liens parmi différents acteurs de la chaîne de valeur, y compris les fournisseurs d'intrants, les acheteurs, les organisations de producteurs et les institutions financières. Certaines banques, par exemple, ont commencé à accorder des prêts par l'intermédiaire de négociants de produits agricoles afin d'élargir leurs activités dans les zones rurales. Ce modèle présente plusieurs avantages pour les petits exploitants, et pour les femmes clientes en particulier: interaction avec un agent connu et qui inspire confiance; service fourni à proximité du domicile du ménage ou de l'exploitation; frais de transaction inférieurs; paquet intégré de services financiers et non financiers (formation et démonstrations sur l'utilisation de l'intrant). Les programmes pour producteurs indépendants, qui relie des réseaux de petits exploitants et des acheteurs nationaux et internationaux, peuvent faciliter l'accès des petits exploitants à des intrants de meilleure qualité et à des technologies améliorées. Dans ces programmes, les intrants sont généralement achetés en gros par les acheteurs (unités de transformation, agrégateurs) et prêtés aux agriculteurs au début de la saison. Le prêt est ensuite récupéré lors de la vente de la production octroyée à cet acheteur précis. Cependant, les critères d'entrée et les mécanismes de garantie utilisés par de nombreux programmes de crédit finissent par empêcher la plupart des femmes de se joindre à ces programmes.

Comme on le mentionne dans la section 3 sur l'accès aux services financiers, pour cibler efficacement les femmes rurales, il faut reconnaître leurs contraintes spécifiques et adapter les produits et les modalités de prestation à leurs besoins et intérêts. En particulier, pour veiller à ce que les femmes (et en particulier les petites exploitantes) puissent bénéficier des programmes d'octroi de crédit ou d'intrants proposés par des sociétés actives tout au long des chaînes de valeur, il est crucial de:

- » veiller à ce que la signature d'un homme (en tant que chef de famille) ne soit pas requise pour approuver le prêt ou l'arrangement de préfinancement, parce que cela peut dissuader ou empêcher les femmes de prendre part au programme;
- » encourager les femmes à participer à des coopératives ou des associations afin d'accéder au crédit en tant que groupe. Les sociétés horticolas ou autres en Afrique de l'Est et australe ont réussi à utiliser des programmes de garantie collective pour fournir des intrants aux petits exploitants et pour garantir le remboursement des prêts; et
- » veiller à ce que d'autres formes de garantie soient acceptées. La plupart des petites exploitantes ne sont pas formellement propriétaires de terres, de sorte qu'une exigence de ce type aurait pour effet de les exclure. Il y a plusieurs solutions qui pourraient être introduites pour surmonter ce manque de garanties. Pour un complément de conseils sur des modèles commerciaux innovants visant à faciliter l'accès des femmes au crédit et aux autres produits financiers, voir la section 3.

RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES PORTANT SUR L'ACCÈS DES FEMMES AUX INTRANTS ET AUX TECHNOLOGIES

- » **Chan, M.** 2010. *Improving opportunities for women in smallholder-based supply chains*. Fondation Bill et Melinda Gates.
- » **FAO.** 2018. *Gender and food loss in sustainable food value chains – A guiding note*. Rome.
- » **IFC.** 2013. *Working with smallholders. A Handbook for Firms Building Sustainable Supply Chains*. Washington, D.C.
- » **IFC.** 2016. *Investing in women along agribusiness value chains*. Washington, D.C.

*Les liens vers ces ressources peuvent être trouvés dans la liste de références.*

+

QUELS SONT LES EFFORTS À FAIRE POUR AMÉLIORER L'ACCÈS DES FEMMES AUX INTRANTS ET AUX TECHNOLOGIES?

» Explorer les mécanismes sensibles au genre pour le financement des achats d'intrants

## 5 » Charge de travail et pauvreté en termes de temps disponible





Lorsque l'on considère le travail rémunéré et non rémunéré, les données factuelles disponibles suggèrent que, dans toutes les régions, les journées de travail des femmes tendent à être plus longues que celles des hommes. Dans les pays en développement, les tâches effectuées par les femmes représentent des journées de travail de 16 heures, ce parce que les femmes, et en particulier les femmes en milieu rural, portent une «charge de travail triple», qui englobe les activités productives, les tâches liées au ménage et les responsabilités sociales ou communautaires. Les exigences concurrentes qui pèsent sur leur travail font que les femmes manquent de temps et ont une incidence sur leur productivité et leur efficacité tout au long de la chaîne de valeur.

Les principales causes sous-jacentes de la charge de travail et la pauvreté en termes de temps disponible qui en résulte doivent être examinées grâce à une analyse de la dynamique de genre au niveau des individus et des ménages, et dans la chaîne de valeur de base et élargie. La division traditionnelle du travail entre les sexes, qui est influencée par les normes culturelles, assigne aux femmes une responsabilité importante – si ce n'est la responsabilité exclusive – concernant les tâches domestiques et les responsabilités de soins. Elle joue aussi un rôle clé au moment d'expliquer pourquoi les femmes ont moins de temps pour prendre part au travail rémunéré et à des activités générant des revenus, et donc ne profitent pas d'opportunités découlant du développement des chaînes de valeur agroalimentaires.

Les rôles de genre influencent non seulement la distribution des tâches liées aux ménages, mais s'étendent aussi à la «sphère productive». Ces rôles déterminent les activités effectuées par les femmes et les hommes à chaque maillon de la chaîne de valeur, ainsi que les technologies et outils à leur disposition. Une grande partie du travail productif des femmes n'est ni reconnu ni rémunéré, et est donc «invisible». Par exemple, l'agriculture de subsistance est souvent associée aux responsabilités liées au ménage, mais elle est tout aussi exigeante sur le plan du temps et des efforts requis. Cela a une incidence sur l'aptitude des femmes à choisir comment assigner leur temps, et influence leurs décisions concernant leur participation à des activités générant des revenus ou à du travail rémunéré, ainsi qu'aux occasions de formation et d'amélioration des compétences (surtout si elles ne sont pas fournies au sein de la communauté), et leur interaction avec d'autres acteurs de la chaîne de valeur.

Ainsi, plusieurs facteurs contribuent à l'accès limité des femmes aux technologies qui facilitent le travail. Comme on le mentionne dans le contexte de l'accès aux informations, aux connaissances et à la formation (section 1), les femmes rurales restent insuffisamment desservies par les services de vulgarisation et les prestataires de SCR. Elles ne sont pas suffisamment consultées sur leurs besoins. Elles ont par conséquent moins d'occasions d'être exposées à des pratiques innovantes ou d'avoir accès aux outils et aux technologies qui pourraient réduire leur charge de travail et leur donner plus de temps libre. Le pouvoir de décisions inégal et le contrôle limité sur les ressources du ménage en raison des rôles de genre dominants réduisent aussi les occasions pour les femmes d'investir dans des technologies qui facilitent le travail, des outils ou des intrants, en particulier lorsqu'ils sont surtout censés avoir un impact sur une tâche typiquement «féminine».

**Charge de travail et pauvreté en termes de temps disponible**

**QUELS SONT LES EFFORTS À FAIRE POUR RÉDUIRE LA CHARGE DE TRAVAIL EXCESSIVE DES FEMMES?**

**⊕ Introduire des technologies qui facilitent le travail et des services associés appropriés**

Il existe une variété de technologies et de pratiques qui, selon le contexte local et la chaîne de valeur agroalimentaire ciblée, peuvent constituer des options très utiles pour alléger la charge de travail des femmes. On peut veiller à ce que le travail soit efficace au moyen de plusieurs stratégies, notamment: privilégier l'adoption de technologies qui réduisent le temps consacré à la collecte de l'eau et du combustible, libérant ainsi du temps pouvant être consacré à des activités plus proches du ménage; ou des pratiques qui intègrent plusieurs activités en un seul lieu (comme les pratiques de riziculture-élevage de crevettes ou de riziculture-pisciculture). Les TIC, comme on le mentionne plus haut, peuvent présenter un fort potentiel de facilitation du travail. Elles peuvent contribuer à réduire la quantité de temps et d'argent consacrés à l'accès aux services de soutien, et faciliter l'accès aux informations sur les prix du marché et les interactions avec les clients et les fournisseurs. Des moyens de transport abordables peuvent aussi constituer une solution intéressante qui facilite le travail dans le cadre des interventions de développement des chaînes de valeur, car ils peuvent contribuer à faciliter l'accès des femmes aux marchés et réduire leur dépendance à l'égard d'intermédiaires.

Le tableau 10 présente une liste de technologies, de services et de pratiques sélectionnés qui présentent un potentiel de facilitation du travail pour les femmes. Ils sont inclus sur la Plateforme TECA (Technologies et pratiques pour les petits producteurs agricoles, hommes et femmes) de la FAO, une base de données en ligne consacrée aux informations sur les technologies et à leur utilisation. Il est important que les interventions explorent des solutions permettant de réduire la quantité de travail et le temps investis non seulement dans les tâches productives mais aussi dans les tâches liées au ménage et les responsabilités de soins. Les appareils domestiques qui facilitent le travail sont essentiels pour le bien-être des femmes. Le temps ainsi gagné suite à l'introduction d'équipements qui facilitent le travail peut être investi de diverses manières, y compris, sans s'y limiter, la génération de revenus. Rencontrer des gens, participer à des activités culturelles et éducatives, ou se reposer davantage seraient autant d'utilisations appropriées du temps gagné par les femmes.

**TABEAU 10**  
**Liste de technologies, services et pratiques présentant un potentiel de facilitation du travail pour les femmes**

	Tâche/activité	Pratique existant	Technologies, services et pratiques présentant un potentiel de facilitation du travail
TÂCHES LIÉES AU MÉNAGE	Collecte de l'eau	Se rendre à pied à une source d'eau potentiellement dangereuse	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sources d'eau améliorées pour les ménages (puits creusé/peu profond et pompe protégés – source protégée – puits tubulaire/forage et pompe – robinet/colonne d'alimentation publics – collecte de l'eau de pluie des toits – eau courante acheminée à la maison, à la parcelle ou à la cour – simples filtres à eau)</li> </ul>
	Collecte du bois d'énergie	Bois collecté de ressources collectives	<ul style="list-style-type: none"> <li>Parcelles boisées</li> <li>Pratiques d'agroforesterie</li> <li>Amélioration de la jachère</li> </ul>
	Préparation des aliments	Préparation des aliments sur des foyers ouverts traditionnels en utilisant de la biomasse traditionnelle ou du charbon comme combustible	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fourneaux à bon rendement énergétique, utilisant de la biomasse traditionnelle ou des biocombustibles modernes</li> <li>Cuisson solaire</li> <li>Alimentation électrique à petite échelle et à faible coût, utilisant le diesel ou des sources d'énergie renouvelables</li> </ul>

	Tâche/activité	Pratique existant	Technologies, services et pratiques présentant un potentiel de facilitation du travail
TÂCHES AGRICOLES	Gestion du ménage	S'occuper de la famille tout en effectuant des tâches domestiques et productives essentielles	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réhabilitation/construction d'infrastructures de centres de soins/de garde</li> <li>▪ Soutien aux parties prenantes locales pour qu'elles mettent en place et gèrent des services de soins/ de garde</li> </ul>
	Préparation et exploitation des terres	Préparer les terres à la main, creuser et désherber à l'aide d'outils simples et de pratiques traditionnelles demandant beaucoup de main-d'œuvre; les seules semences disponibles sont souvent des semences locales	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Houes améliorées pour la préparation des terres, l'ensemencement et le désherbage</li> <li>▪ Outils de labour (charrue à socs en acier</li> <li>▪ – dent défonceuse – herses et cultivateurs – billonneuses et repiqueuses – planches ou lames nivelleuses)</li> <li>▪ Désherbeuses et pulvérisateurs à dos; micro-doseurs pour engrais</li> <li>▪ Raboteuses attelées à des animaux de trait et sarcloirs</li> <li>▪ Micro-irrigation (goutte-à-goutte et jet d'eau) pour les cultivateurs de légumes</li> <li>▪ Pratiques de gestion intégrée des ravageurs</li> <li>▪ Agriculture de conservation (labour réduit – bassins de plantation semi-permanents – buttes)</li> </ul>
	Récolte	Outils manuels simples (couteaux et faucilles) souvent lourds et/ou usés	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Outils manuels améliorés pour moissonner les céréales (faux – crochets de moisson/ faucille)</li> <li>▪ Faucheuses et moissonneuses motorisées à un essieu pour moissonner les céréales</li> <li>▪ Arracheuse d'arachides pour animaux de trait</li> </ul>
TAREAS AGRICOLAS	Transformation post-récolte (transformation et entreposage)	Décortilage, nettoyage, séchage et transformation des cultures à la main; installations d'entreposage et emballages alimentaires médiocres	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Alimentation électrique à petite échelle et à faible coût,</li> <li>▪ Transformation des cultures grâce à des équipements motorisés et attelés à des animaux</li> <li>▪ Écorceuses et décortiqueuses (manuelles ou motorisées)</li> <li>▪ Batteuses (manuelles ou motorisées)</li> <li>▪ Nettoyage/traitement motorisés des céréales et des légumineuses</li> <li>▪ Traitement des cultures (presses à vis ou hydrauliques – broyeuses de manioc)</li> <li>▪ Décortiqueuses de café</li> <li>▪ Décortilage motorisé du riz (décortiqueuse à galet en caoutchouc – décortiqueuse à disque – polisseuses)</li> <li>▪ Extraction motorisée de l'huile</li> <li>▪ Séchage au soleil &amp; équipement de broyage (couvertures en polyéthylène)</li> <li>▪ Four de transformation du poisson pour le séchage, le fumage et l'entreposage du poisson</li> <li>▪ Infrastructures d'entreposage et matériel d'emballage (bacs de stockage hermétiques)</li> </ul>

+

QUELS SONT LES EFFORTS À FAIRE POUR RÉDUIRE LA CHARGE DE TRAVAIL EXCESSIVE DES FEMMES?

» Introduire des technologies qui facilitent le travail et des services associés appropriés





	Tâche/activité	Pratique existant	Technologies, services et pratiques présentant un potentiel de facilitation du travail
TÂCHES AGRICOLES	Transport	Déplacements à pied; port de fardeaux sur le dos	<ul style="list-style-type: none"> <li>Moyens de transport intermédiaires (ânes ou autres bêtes de somme, brouette, charrette, bicyclette [avec remorque] – petits véhicules motorisés; tracteurs à un essieu ou tricycles motorisés – jougs et harnais pour les animaux de trait – Hippo water roller)</li> <li>Système de transports en commun abordable et sûr</li> <li>Chemins et voies d'accès améliorés</li> </ul>
	Commercialisation	Utilisation limitée des TIC pour se procurer des informations sur les marchés	<ul style="list-style-type: none"> <li>Carte prépayées et forfaits téléphoniques pour les prévisions météo, les informations sur les prix des marchés, etc.</li> </ul>

Source: Grassi, Landberg et Huyer, 2015

Les interventions qui englobent l'introduction de technologies qui facilitent le travail pour les femmes doivent tenir compte du fait qu'en milieu rural, les technologies sont souvent considérées comme réservées aux hommes. C'est pourquoi, lorsqu'une technologie est introduite avec succès et se révèle lucrative ou pratique, si des précautions ne sont pas prises, les hommes s'approprient l'activité. Voir l'étude



ÉTUDE DE CAS 15

**Le projet «Pink Telephone» fait gagner du temps et de l'argent aux femmes tout en améliorant leurs moyens d'existence**

Depuis juin 2010, Oxfam et un partenaire local, Women for Prosperity, mettent en œuvre un projet d'autonomisation économique des femmes rurales au Cambodge à l'aide des technologies mobiles. Ce projet a distribué des téléphones portables roses à un groupe de femmes sélectionnées de chaque village inclus dans le projet et a fourni du crédit téléphonique et une formation sur l'utilisation des téléphones. Le choix de la couleur rose pour les téléphones a été motivé par un projet antérieur qui avait distribué des bicyclettes roses aux femmes pour dissuader les hommes de s'en servir. Un autre facteur qui a évité que les hommes ne s'approprient cette initiative réside peut-être dans le fait que chaque femme dotée d'un téléphone est responsable de diffuser les informations qu'elle reçoit aux autres femmes de son village, ce qui a en fait transformé les téléphones en ressource commune. Pour communiquer et échanger des informations, les femmes devaient auparavant parcourir de longues distances à bicyclette ou bien louer des motos. Maintenant, grâce aux téléphones, les femmes reçoivent des alertes météorologiques et des informations sur les marchés, des informations de la part du groupe d'activités et d'épargne, et des renseignements sur les réunions à venir. Les téléphones sont aussi utilisés pour appeler les opérateurs commerciaux afin qu'ils organisent les collectes de produits et pour faciliter la réponse aux besoins locaux urgents, comme ceux d'enfants malades, de femmes sur le point d'accoucher ou de cas de violences sexistes. Suite à l'intervention, les femmes ont pu vendre plus de légumes, acheter des parcelles plus grandes et améliorer leurs logements.

Source: Oxfam Policy and Practice Blog, 2012

<https://policy-practice.oxfam.org.uk/blog/2012/03/pink-telephones-in-cambodia>



ÉTUDE DE CAS 16

### Les technologies domestiques font gagner du temps aux femmes

La préparation, la transformation et l'entreposage des aliments sont quelques-unes des corvées ménagères dont les femmes sont principalement, si ce n'est exclusivement, chargées, en raison des normes socioculturelles dominantes. Les outils et les technologies qui rendent ces tâches plus faciles font non seulement gagner du temps aux femmes, mais contribuent aussi à améliorer la nutrition et à réduire le gaspillage alimentaire. Par exemple, comme il n'y a pas de réfrigérateur dans les zones les plus pauvres en raison du manque d'électricité, la plupart des ménages ne peuvent pas se permettre de faire des réserves d'aliments. Un exemple remarquable d'appareil d'entreposage efficace est le Zeer Pot (appelé aussi le système de réfrigération pot-en-pot ou «Pot-in-Pot Cooling System»), un réfrigérateur consistant en deux pots d'argile inventé au départ au Nigéria dans les années 1990. Ce dispositif, qui utilise deux simples pots d'argile, ne demande pas d'électricité, ni une construction compliquée. Les diamètres des deux pots sont différents; le plus petit est placé à l'intérieur du plus grand avec du sable mouillé dans l'espace entre les deux. Le réfrigérateur utilise l'évaporation pour maintenir le contenu frais. Les aliments comme les légumes et les fruits se conservent trois ou quatre fois plus longtemps dans le pot, même dans les climats chauds et secs. Ce système peut être fabriqué pour à peine deux à quatre dollars des États-Unis, et présente de nombreux avantages. Les agriculteurs et les vendeurs (qui sont parfois les mêmes personnes) peuvent reporter à plus tard la vente des produits frais, au lieu d'être obligés de vendre à de faibles prix pour éviter l'altération rapide des aliments. Ce dispositif crée par ailleurs du travail pour les potières locales. En 2010, plus de 100 000 réfrigérateurs à pots d'argile avaient déjà été distribués au Nigéria. De nombreuses ONG ont diffusé cette technologie aux femmes d'autres pays d'Afrique subsaharienne.

Source: Teutsch, 2015

de cas 15 ci-dessous pour un exemple d'intervention qui a tiré parti des stéréotypes de genre pour profiter aux femmes, et qui a réussi à éviter toute appropriation par les hommes.

**Les prestataires de services (publics, privés, ONG, CEP) peuvent jouer un rôle clé dans le soutien apporté à l'introduction et à l'adoption de nouvelles technologies et pratiques**, en particulier parmi les petits exploitants et les petits entrepreneurs en milieu rural. Ils peuvent proposer des informations et des conseils sur les solutions disponibles pour faciliter certaines tâches spécifiques et dispenser aux utilisateurs une formation sur leur application correcte. Cependant, comme on l'a déjà mentionné dans la section 1 sur l'accès aux informations, aux connaissances et à la formation, les femmes rurales sont confrontées à des défis spécifiques et supplémentaires au moment d'accéder aux SCR et d'en profiter. L'amélioration de l'accès des femmes aux services de soutien présents à différents maillons de la chaîne de valeur élargie peut jouer un rôle catalyseur dans la facilitation de leur adoption et de l'acceptation des technologies et pratiques qui facilitent le travail. Une stratégie appropriée que les interventions sur les chaînes de valeur pourraient envisager est le renforcement des capacités des prestataires de services à opérer de manière plus sensible au genre (pour des conseils plus spécifiques, voir le tableau 3). Pour ce qui est spécifiquement de la charge de travail et de la pauvreté en termes de temps disponible, il serait important de:

- » renforcer la prise de conscience individuelle et organisationnelle des contraintes de travail et de temps pour les femmes et les hommes, et leurs implications pour le développement des chaînes de valeur;
- » dispenser une formation au personnel et leur fournir les méthodologies et les outils nécessaires pour qu'ils puissent identifier les questions relatives à la charge de travail (voir l'encadré 7) et remédier aux contraintes de genre potentielles susceptibles d'entraver l'adoption des technologies; et
- » identifier des partenariats possibles avec des organisations en mesure de fournir des services complémentaires (non liés au secteur agricole), comme un accès amélioré aux services de garde d'enfants ou l'eau courante pour le ménage.

**Même si on ne prévoit pas de remédier à cette contrainte de genre spécifique dans le cadre de l'intervention sur la chaîne de valeur, la pauvreté en termes de temps disponible et la charge de travail doivent être prises en compte lors de l'analyse et de la planification de l'intervention**, en particulier si l'intervention entend introduire de nouvelles technologies et pratiques. Les stratégies d'amélioration de la chaîne de valeur qui ne tiennent pas compte des questions de genre et de temps risquent d'alourdir la charge de travail des femmes et d'aggraver leur pauvreté en termes de temps disponible, ce qui compromettra encore plus leurs chances de profiter de manière égale du développement des chaînes.



#### ENCADRÉ 7

### Évaluer la charge de travail des femmes et la manière dont elles utilisent leur temps

La collecte de données ventilées par sexe sur le travail et l'utilisation du temps est une étape préliminaire essentielle pour saisir les questions relatives à la charge de travail des femmes à certains maillons spécifiques de la chaîne de valeur. On trouvera des conseils utiles sur la manière d'élaborer des questionnaires et des enquêtes en vue d'évaluer le travail et l'utilisation du temps parmi les femmes et les hommes au niveau du ménage et de la communauté dans les trousseaux à outils suivantes:

- » **Agri-Gender Statistics Toolkit (FAO, 2010)**: Cette trousse à outils a été mise au point pour soutenir la production de données agricoles ventilées par sexe fiables requises pour les interventions de développement ciblées. Elle fournit des informations sur un certain nombre de données qui sont essentielles pour mener une analyse sexospécifique du secteur agricole et elle comporte une base de données avec des exemples de questionnaires et de tableaux qui peuvent être utilisés pour la collecte des données. L'élément 5 de la base de données comporte des ressources sur le travail et l'utilisation du temps.
- » **Oxfam's Participatory Methodology for Rapid Care Analysis (Kidder et Pionetti, 2013)**: Cette méthodologie comporte un ensemble d'exercices pour l'évaluation rapide du travail non rémunéré au sein du ménage et de la communauté, et entend aider les praticiens à comprendre l'incidence que peut avoir le travail de soins des femmes sur leur aptitude à participer aux projets de développement. Elle est conçue pour être rapide à utiliser et facile à intégrer dans des exercices existants pour la conception ou le suivi des programmes. Les exercices peuvent être réduits ou étendus, de quelques heures à quelques jours, en fonction des besoins et des ressources du projet.

## RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES PORTANT SUR LA CHARGE DE TRAVAIL ET LES TECHNOLOGIES QUI FACILITENT LE TRAVAIL

- » **Arora, D.** 2014. *Gender differences in time poverty in rural Mozambique*. Working Paper No. 2014-05. Department of Economics, University of Utah.
- » **Blackden, M. & Wodon, Q, eds.** 2006. *Gender, time use, and poverty in sub-Saharan Africa*. World Bank Working Paper No. 73. Washington, D.C., Banque mondiale.
- » **Carr, M. & Hartl, M.** 2010. *Lightening the load: Labour-saving technologies and practices for rural women*. Rome, FIDA et Practical Action Publishing, Ltd.
- » **FIDA.** 2016. *How to do: Reducing rural women's domestic workload through labour-saving technologies and services*. Rome.
- » **Teutsch, B.** 2015. *100 under \$100: One hundred tools for empowering global women*. Berkeley, États-Unis, She Writes Press.
- » **Van Eerdewijk, A. & Danielsen, K.** 2015. *Gender matters in farm power*. KIT, CIMMYT et CGIAR.

Les liens vers ces ressources peuvent être trouvés dans la liste de références.



### **Encourager une distribution plus équitable du travail au sein du ménage**

La charge de travail excessive et la pauvreté en termes de temps disponible des femmes sont des contraintes typiques qui ont une incidence sur les performances des chaînes de valeur. Ces contraintes ne peuvent pas être identifiées et abordées sans tenir compte des facteurs présents au niveau individuel et des ménages. Les technologies et les pratiques qui facilitent le travail ne représentent qu'une partie de la solution. Elles doivent être complétées par des efforts visant à transformer les relations entre les sexes au niveau du ménage et de la communauté, et à promouvoir une distribution plus égale des tâches productives et reproductives entre les femmes et les hommes. Voir la section 2 sur la participation, le leadership et la prise de décisions pour des conseils et des ressources ayant trait à la promotion de la prise de décisions participative au niveau du ménage et de la communauté.



### **Renforcer l'adhésion des femmes aux groupes ou associations qui prêtent ou achètent collectivement**

Soutenir la création d'associations de femmes ou renforcer la participation des femmes à des associations existantes (exclusivement féminines ou mixtes) peuvent aider les membres à prêter ou à acheter collectivement des technologies qui facilitent le travail, ce qui peut contribuer à surmonter les contraintes financières ou les lacunes de connaissances auxquelles est confronté chaque utilisateur.

La participation aux groupes ou associations facilite par ailleurs l'accès des femmes à un soutien pour l'utilisation d'équipements et d'outils et pour leur entretien, et aux informations sur l'utilisation ou l'application correctes de technologies et de pratiques spécifiques qui facilitent le travail. Pour des conseils précis sur la manière de promouvoir la participation et le leadership des femmes dans des groupes et organisations, voir la section 2.



QUELS SONT LES EFFORTS À FAIRE POUR RÉDUIRE LA CHARGE DE TRAVAIL EXCESSIVE DES FEMMES?

» Encourager une distribution plus équitable du travail au sein du ménage



» Renforcer l'adhésion des femmes aux groupes ou associations qui prêtent ou achètent collectivement

Accès limité aux informations, aux connaissances et à la formation



ÉTUDE DE CAS 17

### **La plateforme multifonctionnelle: alléger le fardeau des femmes burkinabées**

La plateforme multifonctionnelle est une source simple mais puissante d'électricité mise au point et diffusée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) depuis la fin des années 1990. Cette plateforme consiste en un moteur diesel qui peut alimenter une variété d'outils, comme des broyeuses, des décortiqueuses, des alternateurs et des chargeurs de batterie. Elle peut aussi être utilisée pour distribuer de l'eau et de l'électricité. Cette simple machine contribue à réduire le temps que les femmes consacrent normalement à des corvées longues et laborieuses, et leur permet par ailleurs de générer de nouveaux revenus, en entreprenant par exemple des activités de transformation ou de conditionnement des aliments. L'acquisition d'une plateforme multifonctionnelle est volontaire. Un groupe de femmes au village doit créer une organisation formelle pour demander et acheter un générateur (souvent partiellement subventionné par le gouvernement, des ONG ou des organisations internationales). Les artisans locaux sont chargés de l'installation, de l'entretien et des réparations des plateformes. Chaque unité décentralisée est facile et peu coûteuse à construire. Au Niger, par exemple, les villages qui ont reçu la plateforme multifonctionnelle ont dû fournir un hangar ou autre abri pour le matériel, et créer un fonds pour couvrir les frais d'entretien et les futures réparations. Pour veiller à ce que les capacités locales permettent de poursuivre les activités une fois le projet fini, l'installation de la plateforme s'accompagne toujours d'une formation en gestion et en alphabétisation pour le comité chargé de la technologie. En Guinée, une étude a indiqué que les décortiqueuses du riz mettaient 20 minutes à effectuer une tâche qui demandait précédemment une demi-journée aux femmes. Sur la base de l'utilisation moyenne actuelle de la plateforme multifonctionnelle au Mali, le temps domestique qui peut être libéré grâce à 450 plateformes représente plus d'un million d'heures de travail fastidieux.

Source: Dimitra Newsletter No. 23, mai 2013

(<http://www.fao.org/docrep/018/aq358e/aq358e.pdf>); WomenWatch, 2012







## Bibliographie

- Banque africaine de développement (BAfD).** 2013. *Financial inclusion in Africa*. Tunis, BAfD. (également disponible sur [www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Financial\\_Inclusion\\_in\\_Africa.pdf](http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Financial_Inclusion_in_Africa.pdf)).
- Banque asiatique de développement (BAfD).** 2014. *Gender tool kit: micro, small, and medium-sized enterprise finance and development*. Mandaluyong City, Philippines, BAfD. (également disponible sur [www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/34125/gender-tool-kit-mse-finance-development.pdf](http://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/34125/gender-tool-kit-mse-finance-development.pdf)).
- Agri-ProFocus.** 2014. *Gender in value chains toolkit*. (disponible sur <https://agriprofocus.com/toolkit>).
- Arora, D.** 2014. *Gender differences in time poverty in rural Mozambique*. Working Paper No. 2014-05. Department of Economics, University of Utah. (également disponible sur [http://economics.utah.edu/research/publications/2014\\_05.pdf](http://economics.utah.edu/research/publications/2014_05.pdf)).
- Better than Cash Alliance.** 2017. *How digitizing agricultural input payments in rural Kenya is tackling poverty: The case of One Acre Fund*. Case study. (également disponible sur [www.betterthancash.org/tools-research/case-studies/digitizing-agricultural-input-payments-in-rural-kenya](http://www.betterthancash.org/tools-research/case-studies/digitizing-agricultural-input-payments-in-rural-kenya)).
- Blackden, M. & Wodon, Q., eds.** 2006. *Gender, time use, and poverty in sub-Saharan Africa*. World Bank Working Paper No. 73. Washington, D.C., Banque mondiale. (également disponible sur [http://siteresources.worldbank.org/INTAFRREGTOPGENDER/Resources/gender\\_time\\_use\\_pov.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTAFRREGTOPGENDER/Resources/gender_time_use_pov.pdf)).
- Carr, M. & Hartl, M.** 2010. *Lightening the load: Labour-saving technologies and practices for rural women*. Rome, FIDA et Practical Action Publishing, Ltd. (également disponible sur [www.ifad.org/documents/10180/848dd259-19ed-4b68-96f1-7400aa350861](http://www.ifad.org/documents/10180/848dd259-19ed-4b68-96f1-7400aa350861)).
- Chan, M.** 2010. *Improving opportunities for women in smallholder-based supply chains*. Fondation Bill et Melinda Gates. (également disponible sur <https://docs.gatesfoundation.org/Documents/gender-value-chain-guide.pdf>).
- Chipeta, S.** 2013. *Gender equality in rural advisory services*. GFRAS Brief No. 2. Lindau, Suisse. Le Forum mondial pour le conseil rural (GFRAS) (également disponible sur [www.g-fras.org/en/knowledge/gfras-publications/file/179-gender-equality-in-rural-advisoryservices.html](http://www.g-fras.org/en/knowledge/gfras-publications/file/179-gender-equality-in-rural-advisoryservices.html)).
- Chiquier, M. M., Daadouche Crum, S. & Konidari, M.** 2017. *Getting credit: Legal rights – Two approaches to developing an integrated secured transactions regime*. Doing business 2017. IFC. (également disponible sur [www.doingbusiness.org/~/\\_/media/WBG/DoingBusiness/Documents/Annual-Reports/English/DB17-Chapters/DB17-CS-Getting-credit-legal-rights.pdf](http://www.doingbusiness.org/~/_/media/WBG/DoingBusiness/Documents/Annual-Reports/English/DB17-Chapters/DB17-CS-Getting-credit-legal-rights.pdf)).

- Demirguc-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D. & Van Oudheusden, P. 2015. *The Global Findex Database 2014. Measuring financial inclusion around the world*. Policy Research Working Paper No. 7255. Washington, D.C., Groupe de la Banque mondiale. (également disponible sur <http://documents.worldbank.org/curated/en/187761468179367706/pdf/WPS7255.pdf#page=3>).
- Département britannique du développement international (DFID) et Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ). 2013. *Promoting women's financial inclusion – A toolkit*. DFID. (également disponible sur [www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/213907/promoting-womens-financial-inclusion-toolkit.pdf](http://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/213907/promoting-womens-financial-inclusion-toolkit.pdf)).
- Elbehri, A., Lee, M., Hirsch, C. et Benali, M. 2013. *GAIN Methodology: Diagnosis and design of change processes within producer organizations*. Rome, FAO. (également disponible sur [www.fao.org/docrep/017/i3127e/i3127e.pdf](http://www.fao.org/docrep/017/i3127e/i3127e.pdf)).
- Elbehri, A. & Lee, M. 2011. *The Role of Women Producer Organizations in Agricultural Value Chains. Practical lessons from Africa and India*. Rome, FAO. (également disponible sur [www.fao.org/3/a-i2438e.pdf](http://www.fao.org/3/a-i2438e.pdf)).
- FAO. 2005. *Rapid guide for missions: Analysing local institutions and livelihoods*. Rome. (également disponible sur: [www.fao.org/3/a-a0273e.pdf](http://www.fao.org/3/a-a0273e.pdf)).
- FAO. 2011a. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-11. Le rôle des femmes dans l'agriculture – Combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*. Rome. (également disponible sur [www.fao.org/3/i2050f/i2050f.pdf](http://www.fao.org/3/i2050f/i2050f.pdf)).
- FAO. 2011b. *Community listeners' clubs Stepping stones for action in rural areas*. Rome. (également disponible sur [www.fao.org/docrep/014/am604e/am604e.pdf](http://www.fao.org/docrep/014/am604e/am604e.pdf)).
- FAO. 2015. *Dimitra Clubs: a unique approach*. Rome. (également disponible sur [www.fao.org/3/a-i4706e.pdf](http://www.fao.org/3/a-i4706e.pdf)).
- FAO. 2016a. *Développer des chaînes de valeur sensibles au genre. Cadre d'orientation*. Rome. (également disponible sur [www.fao.org/3/a-i6462f.pdf](http://www.fao.org/3/a-i6462f.pdf)).
- FAO. 2016b. *The Gender in Agricultural Policies Analysis Tool (GAPo) (Outil sur la parité hommes-femmes dans les politiques agricoles)*. Rome. (également disponible sur [www.fao.org/3/a-i6274e.pdf](http://www.fao.org/3/a-i6274e.pdf)).
- FAO. 2016c. *Capacity development support to rural women on the socio-economic and gender aspects of sustainable rural development*. Projet financé par le gouvernement de la Turquie dans le cadre du Programme de partenariat FAO-Turquie. Rome. (également disponible sur [www.fao.org/3/a-i6301e.pdf](http://www.fao.org/3/a-i6301e.pdf)).
- FAO. 2017a. *Strengthening sector policies for better food security and nutrition results: Gender equality*. Policy Guidance Note 6. Rome. (également disponible sur: [www.fao.org/3/a-i7218e.pdf](http://www.fao.org/3/a-i7218e.pdf)).
- FAO. 2017b. *Pluralistic Service Systems. Market-oriented services for reducing rural poverty. Conceptual framework*. Rome. (également disponible sur [www.fao.org/3/a-i7249e.pdf](http://www.fao.org/3/a-i7249e.pdf)).



- FAO. 2017c. *Outil d'analyse des services de conseil rural relatif à l'égalité hommes-femmes (GRAST)*. Rome. (également disponible sur [www.fao.org/3/i6194fr/I6194FR.pdf](http://www.fao.org/3/i6194fr/I6194FR.pdf)).
- FAO. 2018. *Gender and food loss in sustainable food value chains – A guiding note*. Rome. (également disponible sur [www.fao.org/3/i8620en/I8620EN.pdf](http://www.fao.org/3/i8620en/I8620EN.pdf)).
- Franzel, S. 2015. *Rural Advisory Services: What works? A synthesis on innovative approaches for benefiting and empowering farmers*. Nairobi, Centre mondial de l'agroforesterie (ICRAF). (également disponible sur [www.worldagroforestry.org/publication/rural-advisory-services-what-works-synthesis-innovative-approaches-benefiting-and](http://www.worldagroforestry.org/publication/rural-advisory-services-what-works-synthesis-innovative-approaches-benefiting-and)).
- Partenariat mondial pour l'inclusion financière (GPFI) et Société financière internationale (IFC). 2011. *Strengthening access to finance for women-owned SMEs in developing countries*. Washington D.C., IFC. (également disponible sur [www.ifc.org/wps/wcm/connect/a4774a004a3f66539f0f9f8969adcc27/G20\\_Women\\_Report.pdf?MOD=AJPERES](http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/a4774a004a3f66539f0f9f8969adcc27/G20_Women_Report.pdf?MOD=AJPERES)).
- Gotschi, E., Njuki, J. & Delve, R. 2009. Equal number. Equal chances? A case study of gender differences in the distribution of social capital in smallholder farmer groups in Búzi District, Mozambique *European Journal of Development Research*, 21: 264-282. (également disponible sur <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/2415>).
- GSMA. 2013. *Unlocking the potential: women and mobile financial services in emerging markets*. (également disponible sur [www.unapcict.org/ecohub/unlocking-the-potential-women-and-mobile-financial-services-in-emerging-markets](http://www.unapcict.org/ecohub/unlocking-the-potential-women-and-mobile-financial-services-in-emerging-markets)).
- GSMA Development Fund & Cherie Blair Foundation for Women. 2010. *Women & Mobile: A Global Opportunity. A study on the mobile phone gender gap in low and middle-income countries*. (également disponible sur [https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2013/01/GSMA\\_Women\\_and\\_Mobile-A\\_Global\\_Opportunity.pdf](https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2013/01/GSMA_Women_and_Mobile-A_Global_Opportunity.pdf)).
- Grassi, F., Landberg, J. & Huyer, S. 2015. *Running out of time: the reduction of women's work burden in agricultural production*. Rome, FAO. (également disponible sur [www.fao.org/3/a-i4741e.pdf](http://www.fao.org/3/a-i4741e.pdf)).
- Herego, E. 2017. *Gender assessment of dairy value chains: evidence from Ethiopia*. Rome, FAO. (également disponible sur [www.fao.org/3/a-i6695e.pdf](http://www.fao.org/3/a-i6695e.pdf)).
- FIDA. 2009. *Gender and Rural Microfinance: Reaching and empowering women*. Rome. (également disponible sur [www.ifad.org/documents/10180/8551f293-2573-417d-908a-d1841359df57](http://www.ifad.org/documents/10180/8551f293-2573-417d-908a-d1841359df57)).
- FIDA. 2014. *Rural Women's Leadership Programme: Madagascar, Nepal, the Philippines and Senegal. Good practices and lessons learned. (2010-2013)*. Rome. (également disponible sur [www.ifad.org/documents/10180/f42cffd2-de62-481f-bdca-718bd606decd](http://www.ifad.org/documents/10180/f42cffd2-de62-481f-bdca-718bd606decd)).
- FIDA. 2015. *Promoting the leadership of women in producers' organizations: Lessons from the experiences of FAO and FIDA*. Rome. (également disponible sur [www.ifad.org/documents/10180/4bbbe210-08d0-44cf-95a6-86e7eea09708](http://www.ifad.org/documents/10180/4bbbe210-08d0-44cf-95a6-86e7eea09708)).

- FIDA.** 2016. *How to do: Reducing rural women's domestic workload through labour-saving technologies and services*. Rome. (également disponible sur [www.ifad.org/documents/10180/2b7ac28f-76a2-4537-9c10-2c6e478826e5](http://www.ifad.org/documents/10180/2b7ac28f-76a2-4537-9c10-2c6e478826e5)).
- IFC (Société financière internationale).** 2009. *The SME banking knowledge guide*. Washington, D.C. (également disponible sur [www.ifc.org/wps/wcm/connect/b4f9be0049585ff9a192b519583b6d16/SMEE.pdf?MOD=AJPERES](http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/b4f9be0049585ff9a192b519583b6d16/SMEE.pdf?MOD=AJPERES)).
- IFC.** 2013. *Working with smallholders. A handbook for firms building sustainable supply chains*. Washington, D.C. (également disponible sur [documents.worldbank.org/curated/en/284771480330980968/pdf/110543-Handbook-Working-with-Smallholders.pdf](http://documents.worldbank.org/curated/en/284771480330980968/pdf/110543-Handbook-Working-with-Smallholders.pdf)).
- IFC.** 2016. *Investing in women along agribusiness value chains*. Washington, D.C. (également disponible sur [www.ifc.org/wps/wcm/connect/d19235d7-2ba7-4f7b-b0c6-5198fe9e4d30/Women+in+Agri+VC\\_Report\\_FINAL.pdf?MOD=AJPERES](http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/d19235d7-2ba7-4f7b-b0c6-5198fe9e4d30/Women+in+Agri+VC_Report_FINAL.pdf?MOD=AJPERES)).
- OIT.** 2005. *Leadership Training Manual for Women Leaders of Cooperatives*. Genève. (également disponible sur [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---sro-new\\_delhi/documents/publication/wcms\\_124337.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---sro-new_delhi/documents/publication/wcms_124337.pdf)).
- OIT.** 2008. *Women's Entrepreneurship Development Programme*. [en ligne]. [www.ilo.org/empent/areas/womens-entrepreneurship-development-wed/lang--en/index.htm](http://www.ilo.org/empent/areas/womens-entrepreneurship-development-wed/lang--en/index.htm)
- Réseau international sur l'éducation financière.** 2013. *Addressing women's needs for financial education*. Organisation de la coopération et du développement économiques (OCDE). (également disponible sur [www.oecd.org/daf/fin/financial-education/OECD\\_INFE\\_women\\_FinEd2013.pdf](http://www.oecd.org/daf/fin/financial-education/OECD_INFE_women_FinEd2013.pdf)).
- Kaaria, S., Osorio, M., Wagner, S. et Gallina, A.** 2016. Rural women's participation in producer organizations: An analysis of the barriers that women face and strategies to foster equitable and effective participation. *Journal of Gender, Agriculture and Food Security*, 1(2): 148-167. (également disponible sur [www.agrigender.net/views/women-participation-in-producer-organisations-JGAFS-122016-8.php](http://www.agrigender.net/views/women-participation-in-producer-organisations-JGAFS-122016-8.php)).
- Katothya, G.** 2017. *Gender assessment of dairy value chains: evidence from*
- Kidder, T. & Pionetti, C.** 2013. *Participatory Methodology: Rapid Care Analysis. Guidance for Managers and Facilitators*. Oxfam. (également disponible sur [policy-practice.oxfam.org.uk/publications/participatory-methodology-rapid-care-analysis-302415](http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/participatory-methodology-rapid-care-analysis-302415)).
- Klapper, L., Lusardi, A. et van Oudheusden, P.** 2015. *Financial literacy around the world: Insights from the Standard & Poor's Rating Services Global Financial Literacy Survey*. (également disponible sur [http://gflec.org/wp-content/uploads/2015/11/Finlit\\_paper\\_16\\_F2\\_singles.pdf](http://gflec.org/wp-content/uploads/2015/11/Finlit_paper_16_F2_singles.pdf)).
- Lecoutere, E. & Jassogne L.** 2016. "We're in this together": *Changing intra-household decision making for more cooperative smallholder farming*. Working Paper. Institute of Development Policy and Management. (également disponible sur <http://hdl.handle.net/10568/73444>).



- Lustrati, A., Cirillo, P. & Sommacal, V.** 2012. *Promoting women-led small-scale enterprises. Practices and lessons from business incubators and support centres in developing countries.* Rome, AIDOS. (également disponible sur [www.aidos.it/wp-content/uploads/2009/01/AIDOS\\_VBI\\_7-promoting-women-led-677-mega\\_.pdf](http://www.aidos.it/wp-content/uploads/2009/01/AIDOS_VBI_7-promoting-women-led-677-mega_.pdf)).
- Makoye, K.** 2016. 'Land loans' offer Tanzanian women entrepreneurs chance to grow. *Reuters*, 18 janvier 2016. [en ligne] [www.reuters.com/article/tanzania-women/land-loans-offer-tanzanian-women-entrepreneurs-chance-to-grow-idUSL8N14V1Y2](http://www.reuters.com/article/tanzania-women/land-loans-offer-tanzanian-women-entrepreneurs-chance-to-grow-idUSL8N14V1Y2)
- Manfre, C., Rubin, D., Allen, A., Summerfield, G. Colverson, K. & Akeredolu, M.** 2013. *Reducing the gender gap in agricultural extension and advisory services: How to find the best fit for men and women farmers.* MEAS Brief No. 2. Feed the Future. (également disponible sur <http://dev.meas.illinois.edu/wp-content/uploads/2015/04/Manfre-et-al-2013-Gender-and-Extension-MEAS-Brief.pdf>).
- Martinez, I. et Nguyen, T.** 2014. *Using information and communication technology to support women's entrepreneurship in Central and West Asia.* ADB Briefs No 23. Mandaluyong City, Philippines, ADB. (également disponible sur [www.adb.org/sites/default/files/publication/42466/using-ict-womens-entrepreneurship-central-west-asia.pdf](http://www.adb.org/sites/default/files/publication/42466/using-ict-womens-entrepreneurship-central-west-asia.pdf)).
- Mayoux, L. et Mackie, G.** 2007. *Making the strongest links. A practical guide to mainstreaming gender analysis in value chain development.* Addis Ababa, OIT. (également disponible sur [www.ilo.org/empent/Publications/WCMS\\_106538/lang--en/index.htm](http://www.ilo.org/empent/Publications/WCMS_106538/lang--en/index.htm)).
- Mbo 'o-Tchouawou, M. et Colverson, K.** 2014. *Increasing access to agricultural extension and advisory services: How effective are new approaches in reaching women farmers in rural areas?* Addis Ababa, ILRI. (également disponible sur [cgspace.cgiar.org/handle/10568/35495](http://cgspace.cgiar.org/handle/10568/35495)).
- Nayak, M.** 2015. *Snapshot SEWA RUDI: A customer-centric approach to designing mobile services for women.* GSMA. (également disponible sur [www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2016/07/GSMA-Connected-Women-SEWA-Snapshot-FINAL\\_7thMarch\\_MK.pdf](http://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2016/07/GSMA-Connected-Women-SEWA-Snapshot-FINAL_7thMarch_MK.pdf)).
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Réseau international sur l'éducation financière (INFE).** 2013. *Women and financial literacy: OECD/INFE evidence, survey and policy responses.* (également disponible sur [www.oecd.org/daf/n/financial\\_education/TrustFund2013\\_OECD\\_INFE\\_Women\\_and\\_Fin\\_Lit.pdf](http://www.oecd.org/daf/n/financial_education/TrustFund2013_OECD_INFE_Women_and_Fin_Lit.pdf)).
- O'Sullivan, M., Rao, A., Banerjee, R., Gulati, K. et Vinez, M.** 2014. *Levelling the old. Improving opportunities for women farmers in Africa.* Washington, D.C., Banque mondiale (également disponible sur <http://documents.worldbank.org/curated/en/579161468007198488/pdf/860390WP0WB0ON0osure0date0March0180.pdf>).
- Oxfam.** 2014. *Transformative leadership for women's rights: An Oxfam guide. Understanding how leadership can create sustainable change that promotes women's rights and gender equality.* Oxford, Royaume-Uni. (également disponible sur [www.oxfam.org/en/research/transformative-leadership-womens-rights-oxfam-guide](http://www.oxfam.org/en/research/transformative-leadership-womens-rights-oxfam-guide)).

- Penunia, E.A.** 2011. *The Role of Farmers' Organizations in Empowering and Promoting the Leadership of Rural Women*. Document présenté lors de la réunion du Groupe d'experts des Nations Unies: Permettre l'autonomisation économique des femmes rurales : institutions, opportunités et participation, organisé par ONU-Femmes en coopération avec la FAO, le FIDA et le PAM. Accra, Ghana. (également disponible sur [www.un.org/womenwatch/daw/csw/csw56/egm/Penunia-EP-12-EGM-RW-Oct-2011.pdf](http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/csw56/egm/Penunia-EP-12-EGM-RW-Oct-2011.pdf)).
- Petrics, H., Blum, M., Kaaria, S., Tamma, P. et Barale, K.** 2015. *Enhancing the potential of family farming for poverty reduction and food security through gender-sensitive rural advisory services*. Rome, FAO. (également disponible sur [www.fao.org/3/a-i5120e.pdf](http://www.fao.org/3/a-i5120e.pdf)).
- Riisgaard, L., Escobar Fibla, A. M. et Ponte, S.** 2010. *Evaluation study. Gender and value chain development*. Copenhagen, DANIDA. (également disponible sur [www.oecd.org/derec/denmark/45670567.pdf](http://www.oecd.org/derec/denmark/45670567.pdf)).
- Institut royal des Tropiques (KIT), Agri-ProFocus et Institut international pour la reconstruction rurale (IIRR).** 2012. *Challenging chains to change: Gender equity in agricultural value chain development*. Amsterdam, KIT Publishers, Institut royal des Tropiques. (également disponible sur [www.cordaid.org/en/wp-content/uploads/sites/3/2013/02/Challenging\\_chains\\_to\\_change.pdf](http://www.cordaid.org/en/wp-content/uploads/sites/3/2013/02/Challenging_chains_to_change.pdf)).
- Sahan, E. et Fischer-Mackey, J.** 2011. *Making markets empower the poor. Programme perspectives on using markets to empower women and men living in poverty*. Oxfam Discussion Paper. Oxfam. (également disponible sur [www.enterprise-development.org/wp-content/uploads/M4POxfam-Making-markets-empower-the-poor.pdf](http://www.enterprise-development.org/wp-content/uploads/M4POxfam-Making-markets-empower-the-poor.pdf)).
- Schneemann J. t Vredevel, T.** 2015. *Guidelines for value chain selection. Integrating economic, environmental, social and institutional criteria*. GIZ et ILO. (également disponible sur [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/---emp\\_ent/documents/instructionalmaterial/wcms\\_416392.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/instructionalmaterial/wcms_416392.pdf)).
- Senders, A., Motz, M., Lentink, A., Vanderschaeghe, M. et Terrillon, J.** 2014. *Coffee toolkit, sustainable coffee as a family business, approaches and tools to include women and youth. Hivos*. (également disponible sur [www.idhsustainabletrade.com/uploaded/2016/08/toolkit\\_total.pdf](http://www.idhsustainabletrade.com/uploaded/2016/08/toolkit_total.pdf)).
- Sulaiman R. et Blum, M.** 2016. *Tailoring rural advisory services for family farms*. Rome, FAO et GFRAS. (également disponible sur [www.fao.org/3/a-i5704e.pdf](http://www.fao.org/3/a-i5704e.pdf)).
- Teutsch, B.** 2015. *100 under \$100: One hundred tools for empowering global women*. Berkeley, États-Unis, She Writes Press.
- Treinen, S. et Van der Elstraeten, A.** 2018. *Gender and ICTs: Mainstreaming gender in the use of information and communication technologies (ICTs) for agriculture and rural development*. Rome, FAO.
- Umuzigambo, J.F.** 2017. *Gender assessment of dairy value chains: evidence from Rwanda*. Rome, FAO. (également disponible sur <http://www.fao.org/3/a-i6845e.pdf>).



- Van Eerdewijk, A et Danielsen, K.** 2015. *Gender matters in farm power*. KIT, CIMMYT, et CGIAR. (également disponible sur [www.researchgate.net/publication/282976045\\_Gender\\_Matters\\_in\\_Farm\\_Power](http://www.researchgate.net/publication/282976045_Gender_Matters_in_Farm_Power)).
- WomenWatch.** 2012. *UNDP: Good Practice Example. The Multiplatform Project: A Multidimensional Approach to Reducing Rural Poverty*. [en ligne] [www.un.org/womenwatch/feature/ruralwomen/undp-good-practice.html](http://www.un.org/womenwatch/feature/ruralwomen/undp-good-practice.html)
- Banque mondiale.** 2016. *Women, business and the law. Getting to equal*. Washington, D.C. (également disponible sur <http://documents.worldbank.org/curated/en/455971467992805787/pdf/99454-PUB-Box393200B-PUBLIC-disclosed-9-9-15-PUBDATE-9-9-15-DOI-10-1596-978-1-4648-0677-3-EPI-210677.pdf>).
- Banque mondiale.** (sans date). *Female Entrepreneurship Resource Point*. [online] [www.worldbank.org/en/topic/gender/publication/female-entrepreneurship-resourcepoint-module-2-how-to-make-change](http://www.worldbank.org/en/topic/gender/publication/female-entrepreneurship-resourcepoint-module-2-how-to-make-change)
- Yalman, I., Kaaria, S. & Mhlanga, N.** 2019. *Promoting women's access to rural nance: challenges and opportunities*. Rome, FAO.









# Développer des chaînes de valeur **sensibles au genre**

## *Guide pratique à l'attention des praticiens*

Cette publication est conçue pour aider les praticiens à intégrer plus efficacement les dimensions de l'égalité entre les sexes dans la conception et la mise en œuvre des chaînes de valeur dans le secteur agricole.

Elle propose des outils pratiques et des exemples d'approches efficaces pour remédier aux contraintes de genre qui ont une incidence sur les performances des chaînes de valeurs, ainsi que sur les chances d'autonomisation économique pour les femmes.

**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture (FAO)**  
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie  
[www.fao.org](http://www.fao.org)

ISBN 978-92-5-132673-2



9 789251 326732

19212FR/1/06.20